

**Covid-19 : le confinement partiel
à domicile levé sur l'ensemble
du territoire national** P. 3

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information
D'ORAN

EDUCATION

Trois trimestres et des examens d'une demi-heure

Lire l'article de Houari Barti page 3



CNAPESTE

**Grève cyclique de
deux jours par semaine
dans l'Education**

Lire l'article de
M. Aziza page 3

**TRIBUNAL
DE SIDI
M'HAMED**
**Houda
Faraoun
condamnée
à trois ans
de prison** P. 4



**Le procès
de Sellal
et de son
ancien chef
de cabinet
reporté** P. 4



COUR DE TIPASA
**Extinction de l'action
publique à l'encontre
de Karim Tabou** P. 4

TRANSPORT PAR TAXI
**Le dossier des licences
moudjahidine sur la table** P. 2



Numérisation Des textes à revoir

El-Houari Dilmi

Considéré comme l'un des moyens d'améliorer la qualité de service public et assurer une meilleure transparence dans le fonctionnement de l'économie, le vaste chantier de la numérisation a atteint sa vitesse de croisière. «La vision de l'Etat est claire : il faut accélérer la transformation numérique pour améliorer le service public», a affirmé, hier lundi, Hacene Derrar, directeur général de la numérisation au ministère de la Numérisation et des Statistiques. Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Hacene Derrar a expliqué que pour «mener à bien sa mission de chef d'orchestre dans la mise en œuvre de la stratégie de numérisation, ce nouveau département ministériel a établi un état des lieux qui relève de nombreuses avancées, mais un manque de vision transversale». Etayant sa pensée, l'invité de la Radio a encore indiqué que «la priorité de l'Etat reste la numérisation de l'administration pour la rapprocher du citoyen», précisant que «cet objectif figure dans le Plan d'action du gouvernement, dans le cadre de la modernisation de la gouvernance». Le directeur général de la numérisation au ministère de la Numérisation et des Statistiques a annoncé qu'une feuille de route a été élaborée et déclinée en 4 axes majeurs : «le premier axe consiste à poursuivre les efforts de préparation d'un environnement propice à la réussite de la transformation numérique sur les plans réglementaire, organisationnel, technologique et financier». Le deuxième axe c'est la «e-gouvernance, l'amélioration du service public à travers la numérisation de l'administration, et le troisième axe : asseoir un écosystème favorable au développement du numérique», a-t-il développé. Enfin, le quatrième axe qui est très important : «c'est d'œuvrer pour une citoyenneté du numérique et une culture du numérique», a-t-il ajouté.

«L'ABSENCE D'UNE VISION TRANSVERSALE»

Un état des lieux a été établi par le nouveau ministère. «Certains secteurs ont déjà bien avancé», a encore indiqué Hacene Derrar. «De nombreuses actions ont été réalisées pour la numérisation de l'administration, je cite à titre d'exemple le ministère de l'Intérieur qui a fait beaucoup de progrès, la Justice, l'Emploi, la Solidarité, l'Education ou encore l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique», a-t-il relevé. Malgré ces avancées, le même responsable a constaté «l'absence d'une vision transversale : si on veut numériser l'administration, il faut mener des actions collaboratives, des plateformes communes et d'échange de données», a-t-il recommandé, expliquant «qu'assurer la transversa-



lité dans la numérisation des différents secteurs est l'objectif visé par la création de ce département ministériel, dédié à la numérisation et aux statistiques». «L'état des lieux sur le plan réglementaire montre également certaines lacunes : nous avons recensé plus de 54 textes de loi, dont 36 sont liés au numérique», a souligné le représentant du ministère de la Numérisation, relevant certains aspects bloquants dans ces textes réglementaires, tels que les demandes d'agrément pour les activités soumises à autorisation. «Nous avons recensé plus de 297 plateformes dédiées aux activités soumises à autorisation qui sont difficiles d'accès et parfois inexploitables», a-t-il expliqué.

«UNE LOI DÉDIÉE AU NUMÉRIQUE»

«Nous avons constaté un manque de textes qui facilitent, motivent et poussent à l'initiative», poursuit le responsable, qui a annoncé «qu'un groupe de travail est en train d'être mis en place pour l'élaboration d'une loi dédiée au numérique afin d'améliorer et accélérer la transformation numérique». Le même responsable a insisté également sur la nécessité de renforcer la sécurité des données : «plus de 120 mille cyberattaques par jour ont été recensées en 2020 à l'échelle mondiale, annuellement, c'est plus de 46 millions de cyberattaques, la cybersécurité coûte à l'économie mondiale plus de 600 mille milliards de dollars», a alerté Hacene Derrar, qui a affirmé «qu'assurer la sécurité informatique est un rôle très important auquel nous contribuons avec les autres départements ministériels», a-t-il souligné, ajoutant que «le Plan d'action du gouvernement prévoit la mise en place d'un Data center gouvernemental pour héberger les données en Algérie». L'invité de la Radio a encore indiqué «qu'il y a des entreprises algériennes privées qui investissent dans le Cloud privé et dans le Data center, nous sommes obligés d'aller vers le partenariat public-privé national pour assurer la souveraineté dans le domaine numérique, en hébergeant nos données en interne», a-t-il conclu.

Mawlid Ennabaoui Tebboune adresse ses voeux aux Algériens

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a adressé, lundi, ses voeux «les meilleurs» au peuple algérien à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui. «Il m'est particulièrement

agréable de vous adresser, Algériennes et Algériens, mes voeux les meilleurs alors que vous célébrez, en cette nuit bénie, la naissance de la plus noble des créatures, le prophète Mohammad (QSSL), en vue d'exalter la renommée de celui dont la perfection morale a été résumée par Allah en ces termes: +Et Tu es, certes, d'une moralité éminente+», a écrit le Président Tebboune sur son compte Twitter.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

L'appel du Suisse Jean Ziegler, alter mondia liste et membre du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, qui plaide depuis plus d'une décennie pour que les spéculateurs soient jugés pour crime contre l'humanité, a trouvé écho en Algérie. Le président de la République a demandé au gouvernement de réviser le code pénal pour alourdir les sanctions à l'égard des spéculateurs qui pourraient écoper d'une peine à perpétuité. Considérés comme ennemis publics numéros 1, une menace contre la stabilité sociale, des «parasites» à l'origine des hausses récurrentes des prix des produits de consommation et l'affaiblissement du pouvoir d'achat des Algériens et menacent la stabilité sociale du pays, les autorités ont pris la ferme décision de sévir contre les spéculateurs. Le président de la République avait estimé que la spéculation «n'était pas acceptable ni du point de vue de la religion, ni de la loi, ni de la morale».

Exactement ce que défendait Jean Ziegler quand il a soutenu en 2011, suite à une envolée des prix de trois aliments de base, maïs, blé et riz, qui couvrent 75% de la consommation mondiale, que les spéculateurs bourgeois qui ont ruiné les économies occidentales par appât du gain et avidité folle devraient être traduits devant un tribunal de Nuremberg pour crime contre l'humanité. Bien évidemment, ce dernier ne réussira jamais à imposer son point de vue, la spéculation étant une activité jugée mauvaise, certes, mais admise vu le risque que doit courir le spéculateur quand il mise son argent pour tirer profit par anticipation de l'évolution à court, moyen ou long terme du niveau général des prix ou d'un prix particulier en vue d'en retirer une plus-value ou un bénéfice, ou tout

perdre quand les choses n'évoluent pas selon ses calculs. Qu'en sera-t-il

en Algérie où le pas a été franchi avec la criminalisation de l'activité spéculatrice ? Pour le moment, nous ne sommes qu'au stade de l'approbation du projet de loi sur la lutte contre la spéculation, qui prévoit des peines très sévères à l'encontre des spéculateurs, pouvant aller jusqu'à la perpétuité, et il serait hâtif de déduire ce que sera cette activité dans l'avenir. Il est sûr que cette loi dissuaderait de nombreuses personnes d'investir dans le créneau, mais il ne faut compter sur une loi, seulement, pour venir à bout de la spéculation. Les lois sont faites pour réprimer les criminels, sans jamais arriver à briser ou éliminer radicalement le crime. De toute façon, le bilan est à tirer après l'application de la loi en question. Déjà, pour éviter tout amalgame, le Président Tebboune a enjoint au ministre du Commerce de «sensibiliser les commerçants et la société civile sur la loi sur la lutte contre la spéculation et de la présenter aux citoyens via les médias, pour faire la distinction entre le stockage organisé à des fins commerciales et le stockage visant à créer la pénurie ou engendrer une hausse des prix».

Pour plus d'efficacité, donc, il serait indispensable, sur un plan plus économique, de mieux comprendre les causes profondes des pénuries, qui peuvent effectivement être provoquées par des spéculateurs, ou encore par des facteurs naturels, ainsi que d'autres raisons propres aux marchés extérieurs, qui échappent au contrôle local, et agir pour en atténuer les conséquences. Pour couper l'herbe sous les pieds des spéculateurs, l'Etat ne peut-il pas fixer un seuil de prix pour les produits de large consommation, au moins momentanément, en attendant le passage de la crise ?

Transport par taxi Le dossier des licences Moudjahidine sur la table

Le ministre des Transports, Aissa Bekkai, a annoncé, lundi à Alger, l'ouverture, en collaboration avec le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, du dossier des licences de taxis, soulevé par les syndicats de cette corporation.

Intervenant lors de la cérémonie du lancement officiel du programme de reconversion de 150.000 véhicules au gaz de pétrole liquéfié carburant (GPLc), M. Bekkai a expliqué aux représentants de syndicats de taxis a indiqué que «ce dossier sera débattu lors d'une réunion qu'il tiendra avec son homologue du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit».

Réagissant à ces déclarations, le président de l'Union nationa-

le des chauffeurs de taxis (UNACT), Aziouze Boukkarou, a expliqué que les syndicats de la corporation avaient adressé des courriers au ministère de tutelle afin de soulever le problème d'exploitation de licences de taxis octroyé aux Moudjahidine, en raison du décès de leurs bénéficiaires (les moudjahidine) et de leurs ayants droit (leurs épouses).

Ainsi, les représentants des chauffeurs de taxis ont préconisé que suite au décès du moudjahid titulaire d'une licence de taxi et de son épouse, cette licence revienne à un de leurs enfants, «selon des critères qui sont à déterminer», a ajouté M. Boukkarou. Les syndicats de chauffeurs de taxis ont proposé, également, de fixer le prix

de ces licences avant de les proposer en concession, «comme cela se passe dans le monde entier», a-t-il souligné.

Une fois le montant de la licence payé, un acte notarié doit être délivré au nouveau bénéficiaire attestant de sa propriété, et lui donnant droit de la vendre ou de la louer, propose encore M. Boukkarou. Concernant les kits GPLc, les chauffeurs de taxis souhaitent que la capacité des réservoirs soit revue à la hausse pour atteindre les 80 litres, afin de permettre aux taxis assurant le transport inter-wilayas de s'approvisionner une seule fois pour l'ensemble de leur trajet et éviter les longues files d'attente dans les stations-services, a indiqué M. Boukkarou.

Education

Trois trimestres et des examens d'une demi-heure

Houari Barti

Le ministère de l'Education nationale vient d'officialiser le «retour à un système à trois trimestres au lieu de deux», selon un document diffusé, hier, par le département de Belabed intitulé «mesures d'évaluation pédagogique de l'année scolaire 2021-2022 pour les trois paliers». Le document détaille le calendrier de l'évaluation pédagogique concernant les trois cycles de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) pour l'année scolaire en cours, marquant le retour au système de trois trimestres, mis en veille l'année dernière et remplacé par un système de deux trimestres à cause du contexte exceptionnel dû à la pandémie de Covid-19. Les voyants de la pandémie étant repassés au vert début septembre dernier, le ministère de l'Education nationale avait déjà annoncé que l'année scolaire 2021-2022 serait une année «normale» avec trois trimestres, avec néanmoins le maintien des mesures sanitaires de prévention. Le document diffusé, hier, par le ministère fixe le calendrier des devoirs et compositions ainsi que les méthodes de calcul des moyennes pour les trois trimestres au titre de l'année scolaire en cours.

Ainsi, pour le cycle primaire, la durée des compositions pour les matières langue arabe, mathématiques, langue amazighe et le français est fixée à 45 minutes. Les matières de sciences islamiques, d'histoire/géographie et des sciences technologiques ainsi que de l'éducation physique, auront, en revanche, une durée de 30 minutes. Pour l'évaluation des élèves de la 1^{ère} année primaire (AP), elle se fera sur la base des apprentissages cumulés au cours du trimestre sans aucune note chiffrée d'évaluation. Les 2^{ème} et 3^{ème} trimestres seront, quant à eux, sanctionnés par des

Tebboune reçoit l'ambassadeur d'Egypte

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu, lundi au siège de la Présidence de la République, l'ambassadeur de la République arabe d'Egypte, Ayman Mechrafa qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

L'ambassadeur égyptien a adressé ses sincères remerciements au président de la République et aux autorités algériennes pour les facilitations et la coopération au service des deux peuples frères et au mieux des intérêts communs.

"J'ai été honoré aujourd'hui de rencontrer le président de la République, en dépit de son agenda très

Coronavirus : 78 nouveaux cas et 1 décès enregistré

Soixante-dix-huit (78) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 67 guérisons et 1 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé lundi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.364, celui des décès à 5.873 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 140.825.

Par ailleurs, 11 patients sont actuellement en soins intensifs,

CNAPESTE

Grève cyclique de deux jours par semaine dans l'Education

M. Aziza

Le conseil national autonome du personnel enseignant du secteur tertiaire de l'éducation (CNAPESTE) a décidé, de recourir à une grève cyclique de deux jours par semaine, à partir du 2 et 3 novembre prochain. C'est ce qui ressort du communiqué du syndicat rendu public hier, précisant que cette décision a été prise à l'issue de la session extraordinaire de son conseil national tenue le 15 et le 16 du mois en cours. Une rencontre qui a réuni les représentants du syndicat issus de 45 wilayas du pays au lycée Frantz Fanon, dans la wilaya de Boumerdès. Le CNAPESTE veut à travers cette nouvelle grève cyclique lancer, encore une fois, un appel aux autorités du pays pour

une prise en charge effective d'une série de revendications du personnel de l'Education, dont certaines ne datent pas d'aujourd'hui.

Le Cnapeste a lors de la session examiné avec les représentants du syndicat venant de 45 wilayas, les questions urgentes et les revendications en suspens. Le syndicat revient à la charge pour exiger le soutien au pouvoir d'achat des fonctionnaires, et ce, en valorisant les salaires. Le règlement du dossier du logement et l'application urgente du décret présidentiel 14- 266 du 28 septembre 2014, fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires, avec effet rétroactif.

Le syndicat a également revendiqué le retour à la retraite anticipée et la médecine du travail, la reva-

lorisation de la prime d'indemnisation du Sud et des Hauts-Plateaux, calculée jusqu'à aujourd'hui, sur la base d'un salaire de base datant de 1989. Ainsi que le paiement des arriérés de salaires et des primes non honorés jusqu'aujourd'hui.

Par ailleurs, le Cnapeste a plaidé, encore une fois, pour l'allégement des horaires des enseignants et la nécessité de créer de nouveaux postes d'emploi.

Et la nécessité de préserver et de défendre le droit à l'exercice syndical et l'ensemble des acquis obtenus grâce à la lutte syndicale. Le syndicat a exprimé son attachement à ses revendications concernant le secteur de l'Education et affirme poursuivre son engagement au sein de la Confédération des syndicats algériens (CSA).



El-Houari Dilmî

A près le communiqué conciliant du Quai d'Orsay, parlant de «respect total de la souveraineté de l'Algérie», l'Elysée a franchi un autre pas vers la réconciliation des mémoires en reconnaissant les massacres du 17 octobre 1961 comme des «crimes inexcusables».

Peut-être plus courageux que son prédécesseur, François Hollande, Macron s'est même rendu sur les berges de la Seine lors d'une cérémonie à la forte charge symbolique.

«La France regarde toute son Histoire avec lucidité et reconnaît les responsabilités clairement établies», a déclaré le locataire du palais de l'Elysée, dans une sorte de rétropédalage après sa malencontreuse sortie sur la «rente mémorielle reprochée au pouvoir politico-militaire algérien».

Inflexible sur le dossier de la mémoire, le

Quand l'Histoire se met en marche

Président Tebboune a manifestement engrangé un gros bonus dans la reconfiguration du rapport à l'ex-puissance coloniale et poussé la France officielle, dans ses derniers retranchements, en se déchargeant sur le peuple, seul et unique dépositaire du patrimoine mémoriel algérien. Attaché dans son propre camp, le président français est pressé de reconnaître tous les odieux forfaits commis par la France coloniale, en Algérie, l'une des conditions non négociables pour un «retour à la normale» dans les relations plus que tourmentées entre Alger et Paris. Mais le lourd, très lourd contentieux mémoriel mis de côté, beaucoup d'écueils continuent à se dresser sur le chemin de la reconstruction de relations apaisées entre les deux pays, fortement marquées par une histoire commune. Parce qu'il est dit que les retours de manivelle de l'Histoire sont terribles !

Covid-19 : le confinement partiel à domicile levé sur l'ensemble du territoire national

Le confinement partiel à domicile, actuellement applicable dans vingt-trois wilayas, sera levé totalement à compter de mercredi, indique lundi un communiqué du service du Premier ministre.

En application des instructions de Monsieur le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et l'autorité sanitaire, le Premier ministre, Monsieur Aïme Benabderrahmane a décidé des mesures à mettre en œuvre au titre du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie du Coronavirus (COVID-19)", souligne le communiqué.

Selon la même source, ces mesures s'inscrivent " toujours dans l'objectif de préserver la santé des citoyens et à les prévenir contre tout risque de propagation du Coronavirus (COVID-19)" et "visent, au regard de la situation épidémiologique, à alléger le dispositif actuel de protection et de prévention". Le communiqué précise, à ce titre, que ces mesures "sont prévues pour une période de vingt et un (21) jours et prennent effet à compter du mercredi 20 octobre 2021.

Il s'agit d'abord, en matière de confinement partiel à domicile, de "la levée de la mesure de confinement partiel à domicile actuellement applicable dans les vingt

trois (23) wilayas concernées". En matière d'activités sociales et économiques, le communiqué fait état de "la reconduction des mesures applicables aux marchés ordinaires et aux marchés hebdomadaires se rapportant au renforcement du dispositif de contrôle par les services compétents afin de s'assurer du respect des mesures de prévention et de protection et de l'application des sanctions prévues par la réglementation en vigueur à l'encontre des contrevenants".

En matière de regroupements et rassemblements publics, les services du Premier ministre annoncent "la reconduction de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements".

La mesure relative au retrait définitif de l'autorisation d'exercice de l'activité pour les salles des fêtes qui enfreignent l'interdiction en vigueur est également reconduite.

Le Gouvernement rappelle, dans ce contexte, que "la levée de la mesure de confinement partiel à domicile sur l'ensemble du territoire national, consécutivement à la diminution des cas de contamination enregistrée ces derniers jours, ne signifie pas pour autant que le risque soit totalement écarté et qu'elle ne doit pas conduire au relâchement de la vigilance de la part des citoyens".

"Bien au contraire, la levée de la mesure de confinement doit inciter à soutenir cette tendance à la baisse du taux d'incidence de l'épidémie, mais à condition que les citoyens poursuivent, de manière rigoureuse, le respect des gestes barrières ainsi que l'application des différents protocoles sanitaires adoptés par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et dédiés aux différentes activités économiques, commerciales et sociales", a-t-il affirmé.

Le Gouvernement insiste, à ce titre, sur "l'importance de la vaccination qui ne connaît pas encore le rythme et la dynamique souhaités, alors qu'elle constitue le meilleur moyen de prévention et de protection des citoyens et de la société en général".

Pour le gouvernement, la vaccination "demeure l'élément essentiel concourant à la normalisation de la situation et à la reprise totale des activités économiques et sociales, car plus on avancera dans la vaccination, plus on s'éloignera du recours aux mesures restrictives à la mobilité".

Il réitère, à l'occasion, ses appels en direction des citoyennes et des citoyens non encore vaccinés à l'effet de "participer massivement aux campagnes de vaccination qui se poursuivent à travers le territoire national et ce, dans l'objectif de prévenir nos concitoyens de la gravité des effets de cette pandémie".

Assurance automobile L'UAR défend l'accord de limitation des réductions à 50%

R. N.

L'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR) estime que l'accord multilatéral signé par les compagnies d'assurance, portant sur la limitation des réductions à 50% sur les tarifs de la branche automobile, devrait permettre une meilleure organisation du marché.

Dans un communiqué rendu public hier, l'UAR explique «à l'aimable attention des assurés automobile» que cet accord, «en vigueur depuis le 1 janvier 2021», a pour but de «protéger les intérêts des assurés». Ajoutant que l'accord «permet de mieux organiser le marché et de mettre fin à la pratique des réductions illimitées qui engendrent des déséquilibres techniques et financiers et réduisent la capacité des sociétés d'assurance à honorer les engagements pris envers leurs assurés, notamment en terme de durée de traitement et de niveaux de remboursements des dossiers sinistres».

L'union rappelle que l'ensemble des dirigeants des compagnies d'assurance agréées et habilitées

à pratiquer l'assurance automobile ont signé cet accord. Il s'agit, poursuit la même source, «de sociétés : 2A, Alliance Assurances, AXA, CAAR, CAAT, CASH, CIAR, CNMA, GAM, SAA, Salama et Trust».

En outre, l'accord a été «approuvé par l'organe régulateur du secteur des assurances, en l'occurrence la Commission de supervision des assurances, sous l'égide du ministère des Finances», précise l'UAR. L'union invite «tant les assureurs que les assurés» à «observer strictement les dispositions édictées par ce protocole, d'une grande utilité, car il permet au secteur des assurances de se consacrer pleinement à l'amélioration de la qualité de la prestation au grand bénéfice des détenteurs et bénéficiaires des contrats d'assurance», conclut le communiqué.

Cette décision des compagnies membres de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance a fait réagir la l'Association de protection et orientation du consommateur et son environnement (APOCE) qui a dénoncé l'abandon des réductions de plus de 50% de l'assurance

automobile, menaçant même de recourir à la justice. «Le plafonnement des réductions des tarifs du segment automobile va à l'encontre de l'intérêt du consommateur», a dénoncé samedi dernier Mustapha Zebdi, président de l'APOCE, évoquant une «entente tarifaire» au mépris de la loi sur la concurrence.

Par ailleurs, expliquant l'origine de cette décision, le PDG de la Société nationale d'assurance (SAA), Nacer Sais, avait précédemment déclaré que la branche assurance automobile est «soumise à une pression importante sur les prix vers le bas» et que la «concurrence a battu tous les records faisant que les assureurs s'arrachent les parts de marché en jouant sur les tarifs». Cette démarche crée, selon lui, un «risque pour les assureurs» qui «ne peuvent pas faire face à leur engagement», affirmait encore le PDG de la SAA qui a réfuté l'idée d'une «entente tarifaire» mais une démarche tendant à «assurer la pérennité commerciale des compagnies d'assurance en leur assurant une rentabilité durable».

Cour de Tipasa Extinction de l'action publique à l'encontre de Karim Tabou

La chambre correctionnelle près la Cour de Tipasa a prononcé, lundi, l'extinction de l'action publique à l'encontre de Karim Tabou porte-parole de l'Union démocratique et sociale (UDS) (parti non agréé), l'affaire ayant déjà été jugée par la Cour d'Alger.

Le verdict a été prononcé lors d'une séance plénière au cours de laquelle la présidente de la Chambre correctionnelle a tranché en faveur de l'extinction de l'action publique à l'encontre de Karim Tabou, après les délibérations qui se sont déroulées la semaine dernière, en considérant que l'affaire dans laquelle il est poursuivi concerne les mêmes faits et a déjà été jugée par la Cour d'Alger.

Le parquet du tribunal de Koléa

avait poursuivi Karim Tabou, en septembre 2019, pour «atteinte au moral de l'Armée» et «atteinte à l'unité nationale» avant que le même tribunal ne le condamne, le 7 décembre 2020, à un (1) an de prison avec sursis assorti d'une amende de 100.000 DA. La même juridiction a décidé d'abandonner l'accusation «d'atteinte à l'unité nationale» retenue contre Karim Tabou.

Le représentant du ministère public près la Cour de Tipasa avait requis, le 11 octobre dernier, une peine de trois (3) ans de prison ferme assortie d'une amende de 100.000 DA. Il s'agit des mêmes réquisitions prononcées par le Tribunal de première instance de Koléa en novembre 2020, considérant que les déclarations de l'accusé étaient «dangereuses» dans un «contexte politique sensible».

Lors de son procès la semaine dernière, Karim Tabou a rejeté tous les chefs d'accusation retenus contre lui, précisant qu'il n'ose songer à porter atteinte à l'unité nationale» et qu'il est «un fervent défenseur de l'unité nationale et l'intégrité territoriale».

Concernant le chef d'accusation d'«atteinte au moral de l'Armée», il a dit que ses déclarations n'étaient pas dirigées contre l'institution militaire à laquelle «il vous tout le respect».

Le procès du 11 octobre au niveau de la Cour de Tipasa, deuxième degré de juridiction, est intervenu après la poursuite en appel de la décision prononcée précédemment.

Tlemcen Plus de 3 quintaux de kif saisis

Les éléments de Sûreté de Tlemcen, ont procédé cette semaine, au démantèlement d'une bande criminelle organisée constituée de 5 individus et la saisie de plus de 3 quintaux de kif traité, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

«Dans le cadre de la lutte contre le trafic international de drogue, les éléments de la brigade mobile de la Police judiciaire de Mansourah relevant de la Sûreté de Tlemcen, ont traité une affaire qualitative cette semaine, ayant permis le démantèlement d'un groupe criminel organisé constitué de 5 individus ainsi que la saisie de 3,65 quintaux de kif traité, 6 véhicules, 1 motocycle et 191 millions de centimes de revenus issus de ce trafic», précise la même source. Après parachèvement des procédures légales, les mis en causes ont été déférés devant les juridictions compétentes, conclut le communiqué.

Tribunal de Sidi M'hamed Houda Faraoun condamnée à trois ans de prison

Le Pôle pénal spécialisé dans la lutte contre les crimes financiers et économiques

près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger), a condamné lundi l'ancienne ministre de la Poste et des télécommunications, Imane Houda Faraoun, à 3 ans de prison ferme assortie d'une amende de 500.000 DA et l'ancien directeur général d'Algérie Télécom (AT), Tayeb Kebbal, à 5 ans de prison ferme assortis d'une amende d'un million de DA.

Un mandat de dépôt a été également émis contre l'ancien DG d'AT, lors de ce procès.

Par ailleurs, expliquant l'origine de cette décision, le PDG de la Société nationale d'assurance (SAA), Nacer Sais, avait précédemment déclaré que la branche assurance automobile est «soumise à une pression importante sur les prix vers le bas» et que la «concurrence a battu tous les records faisant que les assureurs s'arrachent les parts de marché en jouant sur les tarifs». Cette démarche crée, selon lui, un «risque pour les assureurs» qui «ne peuvent pas faire face à leur engagement», affirmait encore le PDG de la SAA qui a réfuté l'idée d'une «entente tarifaire» mais une démarche tendant à «assurer la pérennité commerciale des compagnies d'assurance en leur assurant une rentabilité durable».

L'ancien Pdg de Mobilis, Choudar Ahmed a été acquitté. Le président de la commission des négociations à Algérie Télécom, Berrani Sid Ahmed a bénéficié du même verdict avec levée du contrôle judiciaire. Les autres accusés à savoir le secrétaire tech-

nique de cette commission et ses membres ont été également acquittés.

Les accusés ont été poursuivis dans cette affaire pour corruption, dilapidation des deniers publics, octroi d'indus priviléges et abus de fonction.

Mardi dernier, le Procureur de la République près le même Pôle avait requis une peine de huit (8) ans de prison ferme assortie d'une amende de cent millions DA contre l'ancienne ministre de la Poste et des Télécommunications, Imane Houda Faraoun, et l'ancien directeur général d'Algérie Télécom, Tayeb Kebbal.

Il avait également requis six (6) ans de prison contre le président de la commission des marchés d'Algérie Télécom, quatre (4) ans de prison contre le reste des accusés, d'anciens cadres d'Algérie Télécom et l'ancien directeur général de Mobilis, et cinq (5) ans d'inéligibilité à l'encontre de tous les accusés.

Le Procureur de la République avait, par ailleurs, requis une amende de cinq (5) millions de DA contre les sociétés «Huawei» et «ZTE».

Le procès de Sellal et de son ancien chef de cabinet reporté

Le pôle pénal spécialisé dans les crimes financiers et économiques du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a décidé de reporter le procès de l'ancien Premier ministre, Abdelmalek Sellal, et de son ancien directeur de cabinet, Rahiel Mustapha Karim, au 8 novembre prochain à la demande du collectif de défense.

L'ancien Premier ministre et son directeur de cabinet sont

poursuivis, dans cette affaire, pour des chefs d'accusation liées à la corruption au niveau de la wilaya de Bejaia, dont abus de fonction et octroi d'indus avantages.

Sont également poursuivis dans cette affaire l'ancien Wali de Bejaia, Zitouni Ould Salah, l'ancien secrétaire général de ladite wilaya ainsi que l'homme d'affaires Laaoui Mahmoud.

Relizane Une bande spécialisée dans la falsification de documents de voitures démantelée

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de H'madna (Relizane) ont mis fin aux activités d'une bande criminelle composée de 8 personnes, spécialisée dans la falsification des documents de voitures avec la saisie de 39 véhicules, a-t-on appris, lundi, auprès de la sûreté de wilaya.

La cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya a indiqué à l'APS que cette opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations parvenues aux services de police, faisant état du mouvement d'une voiture aux documents suspects. Le véhicule a été intercepté au niveau d'un barrage dressé au niveau de la route nationale N 4.

Une fois les documents du véhicule contrôlés, les policiers ont découvert qu'il s'agissait d'une voiture volée au niveau de la wilaya de Tebessa. Les investigations lancées par les services de la sûreté de daïra de H'madna, en coordination avec la brigade scientifique et technique de la sûreté de wilaya de Relizane, ainsi que le laboratoire régional de la police scientifique d'Oran, ont permis de découvrir que 72 autres voitures avaient des documents falsifiés, dont 38 ont été saisies.

Une procédure judiciaire a été entamée contre les huit (8) personnes arrêtées, qui ont été présentées devant les autorités judiciaires compétentes sous les accusations de formation d'une bande de malfaiteurs, faux et usage de faux dans les documents administratifs, achat et vente et immatriculation en Algérie de moyens de transport d'origine étrangère par falsification, selon la même source.

Tipasa Amira Bouraoui condamnée à deux ans de prison

La chambre correctionnelle près la Cour de Tipasa a confirmé lundi dans son verdict en appel, le jugement en première instance de deux ans de prison ferme contre Amira Bouraoui poursuivie dans deux affaires distinctes.

Amira Bouraoui est poursuivie, dans la première affaire, pour «outrage à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, atteinte à la personne du président de la République et diffusion de publications susceptibles de porter atteinte à l'ordre public», des accusations pour lesquelles le procureur de la République près la cour de Tipasa avait requis une peine de 3 ans de prison ferme.

Concernant la 2ème affaire, Amira Bouraoui est accusée d'«atteinte aux préceptes de l'Islam et au Prophète (QSS-SL)», le procureur de la République près la cour de Tipasa a requis 5 ans de prison ferme assortie d'une amende de 50.000 DA. Le 4 mai dernier, le tribunal de première instance de Chéraga avait prononcé une peine de deux (2) ans de prison ferme à l'encontre de Amira Bouraoui pour son implication dans ces deux affaires.

Le parquet du même tribunal ainsi que l'accusée ont interjeté appel contre ce jugement.

Haïti

Les autorités face à une nouvelle crise après l'enlèvement d'un groupe d'Américains

Le fragile gouvernement haïtien faisait face dimanche à une nouvelle crise après l'enlèvement la veille par un gang près de Port-au-Prince de seize missionnaires et membres de leurs familles, quinze ressortissants américains et un Canadien, a indiqué leur organisation religieuse.



Le groupe de seize citoyens américains et un citoyen canadien comprend cinq hommes, sept femmes et cinq enfants» précise le communiqué publié dimanche par Christian Aid ministries. «Joignez-vous à nous pour prier pour ceux qui sont pris en otage, les ravisseurs et les fa-

milles, amis et églises des personnes touchées» ajoute l'organisation basée dans l'Etat américain de l'Ohio. Des ONG haïtiennes ont appelé à la libération de ces personnes kidnappées samedi alors qu'elles circulaient à l'est de la capitale, où prolifèrent des bandes armées profitant d'un vide sé-

curitaire et d'une crise politique aggravée par l'assassinat en juillet du président Jovenel Moïse. «La police se montre incapable d'affronter les gangs qui s'organisent davantage et contrôlent toujours plus de territoires, dans la zone métropolitaine (de Port-au-Prince) mais aussi vers les villes de

province», a déploré Gédéon Jean, directeur du Centre d'analyse et de recherche en droits humains. «La nature a horreur du vide, donc les gangs en profitent pour se renforcer», a-t-il ajouté, expliquant la prolifération des gangs par «l'absence de l'Etat». Sollicitée par l'AFP, la police haïtienne n'a pas souhaité réagir.

L'organisation religieuse dont les missionnaires kidnappés sont membres précise dans son communiqué qu'ils revenaient d'une visite dans un orphelinat quand ils ont été enlevés avec des membres de leurs familles. Selon une source sécuritaire haïtienne, le gang appelé «400 mawozo» a détourné plusieurs véhicules qui circulaient sur des axes routiers qu'ils contrôlent, enlevant les citoyens américains et canadien ainsi qu'un nombre encore indéterminé d'Haïtiens. Il s'agissait, pour certains de ces membres de l'organisation américaine, de leur premier voyage en Haïti.

L'une des personnes kidnappées a envoyé un message désespéré sur un groupe WhatsApp au moment où se produisaient les faits, a indiqué le Washington Post, citant une personne au courant des détails de l'affaire. «Priez pour nous s'il vous plaît!! Nous sommes retenus en otage, ils ont enlevé notre chauffeur. Priez priez priez. Nous ne savons pas où ils sont en train de nous emmener», disait le message selon le quotidien.

INSÉCURITÉ GRANDISSANTE

Les autorités américaines se sont

pour l'instant bornées à dire que «le bien-être et la sécurité des citoyens américains à l'étranger (étaient) l'une des plus grandes priorités du département d'Etat». «Nous sommes au courant de ces informations et n'avons rien à ajouter pour le moment», a répété une porte-parole du département d'Etat dimanche. Haïti est classé comme pays en zone rouge par le gouvernement des Etats-Unis qui déconseille à ses ressortissants de s'y rendre notamment en raison des nombreux enlèvements, précisant que «les victimes incluent régulièrement des citoyens américains». Avant que les enlèvements n'aient été commis samedi, des associations professionnelles et des entreprises de Port-au-Prince avaient appelé à une grève illimitée à compter de lundi pour protester contre le climat d'insécurité grandissante.

En avril, dix personnes dont deux religieux français avaient été séquestrées 20 jours par le gang «400 mawozo» dans la même région. Les bandes armées, qui contrôlent depuis des années les quartiers les plus pauvres de la capitale haïtienne, ont étendu leur pouvoir sur Port-au-Prince et ses environs où elles multiplient les enlèvements crapuleux.

Plus de 600 cas ont été recensés sur les trois premiers trimestres de 2021 contre 231 à la même période en 2020, selon le Centre d'analyse et de recherche en droits humains. Exigeant des rançons dépassant parfois le million de dollars, les gangs n'hésitent pas à réclamer des décennies de salaires à des familles vivant sous le seuil de pauvreté.

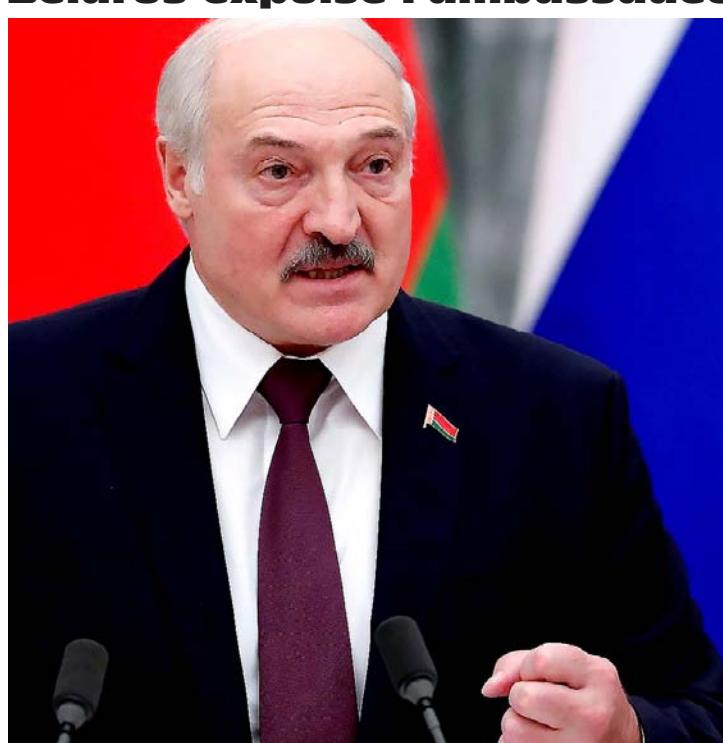
Le Bélarus expulse l'ambassadeur de France

L'ambassadeur de France au Bélarus, Nicolas de Bouillane de Lacoste, a quitté le pays après que Minsk lui a demandé de le faire avant lundi, a indiqué dimanche son ambassade. «L'ambassadeur Nicolas de Lacoste a quitté le Bélarus aujourd'hui», a déclaré une porte-parole de l'ambassade. Elle n'a pas expliqué la raison invoquée par le ministère bélarusse des Affaires étrangères pour demander le départ de l'ambassadeur.

Mais d'après les médias bélarusses, l'ambassadeur a été expulsé parce qu'il n'a jamais présenté ses lettres de créances au président Alexandre Loukachenko.

Dans un message sur son site internet, l'ambassade de France au Bélarus indiquait que le diplomate avait présenté le 8 décembre 2020 «la copie figurée de ses lettres de créance» au ministre des Affaires étrangères Vladimir Makei. «Le ministère bélarusse des Affaires étrangères a demandé que l'ambassadeur parte avant le 18 octobre», a indiqué la porte-parole. «Il a dit au revoir au personnel de l'ambassade et a envoyé un message vidéo adressé au peuple bélarusse, qui apparaîtra demain (lundi) sur le site internet de l'ambassade», a-t-elle encore déclaré.

La France, à l'instar d'autres pays de l'Union européenne, n'a pas reconnu les résultats de la présidentielle d'août dernier, qui ont accordé un sixième mandat à M. Loukachenko et ont suscité durant plusieurs mois des manifestations massives et sans précédent dans cette ex-république soviétique, alliée de la Russie de Vladimir Poutine. L'Union européenne et les Etats-Unis ont adopté une série de sanctions à l'égard du régime bélarusse après la répression des opposants à M. Loukachenko.



Mais le dirigeant de 67 ans, qui accuse les gouvernements occidentaux d'avoir instigé les manifestations dans l'espoir de provoquer une révolution, résiste pour l'instant aux sanctions, avec l'appui et les crédits de Moscou. Le Bélarus a coupé les liens avec d'autres interlocuteurs occidentaux récemment. En mars, il avait expulsé tout le personnel de l'ambassade de Lettonie, dont l'ambassadeur, parce que les autorités letttones avaient utilisé le drapeau de l'opposition bélarusse lors d'un championnat de hockey sur glace. Et en août, Minsk avait retiré son accord



pour la nomination de l'ambassadrice américaine Julie Fisher, qui avait été confirmée en décembre comme la première envoyée des Etats-Unis dans cette ex-république soviétique depuis 2008.

Depuis, le régime a réussi à mettre un terme aux manifestations, emprisonné des centaines d'opposants et fermé des dizaines de médias et d'ONG. Les leaders de l'opposition ont tous été mis en prison ou contraints à l'exil. Le mois dernier, un tribunal bélarusse a condamné une des principales figures de l'opposition, Maria Kolesnikova, à 11 ans de prison.

Elle est la seule meneuse des manifestations de l'an dernier - qui ont parfois rassemblé des centaines de milliers de personnes - à encore se trouver dans le pays. Svetlana Tikhanovskaya, dont l'opposition et les Occidentaux pensent qu'elle a remporté la présidentielle face à Alexandre Loukachenko, est en exil en Lituanie voisine. Durant l'année qui a suivi l'élection, elle a mobilisé les grands dirigeants de la planète, appelant la communauté internationale à faire pression pour que se tienne une nouvelle présidentielle au Bélarus.

Le Zemmourisme ou l'art de refaire du «Français»

Par Chaalal Mourad

Elle a tenté de les civiliser chez eux, via la colonisation, puis chez elle, à travers une généreuse politique d'immigration dont elle subit les conséquences néfastes à ce jour. Malheureusement, ils sont restés réfractaires à l'ordre et à la loi et refusent son œuvre civilisatrice et nient ses bienfaits, nous explique monsieur Zemmour.

Des jours sombres attendent les Français d'origine maghrébine en terre de Marianne, quand bien même Kaddour s'appellera Jean et Fatma, Janette ; ramadan prohibé, mosquées fermées, hijab, burkini, bouffe halal abandonnés et caricatures banalisées. Par les actes-rappels du terrorisme à caractère islamiste, la loi contre le séparatisme et celle de la sécurité globale, l'islam sera soumis à de rudes épreuves en France. En dépit des concessions que celui-ci serait amené à faire à la république Zemmourienne, celle-ci fera tout pour montrer au monde que cette religion et ses adeptes sont, tout simplement, inaptes à vivre au pays des lumières.

Révisionniste, négationniste pour les uns ou candidat du déclin politique en France pour les autres, Eric Zemmour se définit comme un Bonapartiste, traditionaliste et adepte d'un gaullisme des origines. Il assume toute l'histoire de France, avec ses hauts et ses bas, ses débâcles et ses gloires, de l'empire, au colonialisme, de Vichy et Pétain, rien ne saurait le faire rougir. Et comme disait Napoléon Bonaparte «De Clovis au Comité de salut public, j'assume tout», ne cesse-t-il de nous le rappeler.

Ce n'est pas anodin que le phénomène Zemmour prend tant d'ampleur en si peu de temps. L'audience jamais égalée qu'il ne cesse de gagner, laisse perplexe à plus d'un. J'ai toujours dit que le militaro-sécuritaire en France comme ailleurs s'alimentait de ce genre de discours qui fomente l'affolement et l'hystérie collective pour aller aussi loin que possible dans sa guerre contre le terrorisme islamiste et le contrôle des masses par la peur. Et c'est grâce à Zemmour que cette confrontation revêtira désormais la tunique civilisationnelle, la seule manière selon lui de donner un sens existentiel à sa patrie adoptive, la France.

Profondément imprégné d'une idéologie de droite, le militaro-sécuritaire ne daigne même pas à le cacher. La lettre ouverte signée par quelque 1.000 militaires français, dont des officiers d'active et une vingtaine de généraux, publiée le 21 avril 2021 dans Valeurs actuelles, un magazine classé d'extrême droite, en est une preuve. Cette missive prenait la même argumentation d'Eric Zemmour ou presque. Ils disent que la France se dirige vers une «guerre civile», en raison de l'extrémisme religieux, un appel à lutter contre «le délitement qui frappe la patrie». Ils évoquent également la possibilité d'une «intervention de nos camarades d'active» afin de protéger, disent-ils, «nos valeurs civilisationnelles». Ils affirment que les islamistes prendront le contrôle de parties entières du territoire national. Lettre qui sera condamnée par le gouvernement.

La grande muette cherche-t-elle à se donner une voix à travers Eric Zemmour pour rediriger le débat politique et l'action judiciaire en France, au gré de leur envie? Questionner l'impunité du sécuritaire face à une violence urbaine qui

La France des lumières n'a rien à se reprocher et encore moins à demander pardon pour quoi que ce soit. Elle était déjà une nation au moment où les autres pataugeaient dans l'indigénat et la soumission à son empire.

nargue la loi et l'ordre public est inadmissible selon Zemmour. L'expulsion automatique des immigrés entravée par la justice, l'énerve plus que tout. Le droit français doit primer sur tout et l'Etat de droit et des priviléges ne doit être, selon lui, que pour les Français. Il en a assez, dit-il, de la république laxiste des juges. Il veut une république régaliennes forte où le sécuritaire peut agir sans contrainte judiciaire locale ou européenne pour faire face aux menaces que fait peser la présence de l'islam en France.

Le climat anxiogène que fait peser Zemmour en France contre les musulmans et les Maghrébins notamment, préoccupe à plus d'un. Les idées que ce dernier met en exergue, attirent l'attention de ce côté-ci de la Méditerranée par leur caractère provocateur qui distorde l'histoire. Ces derniers, qui auront des retombées dangereuses sur la géopolitique et la guerre contre le terrorisme, partout où l'influence française est opérante. Cette volonté de rediriger à bon escient la question migratoire risque de lui faire prendre l'allure d'une épuration ethnique, disent certains. Le climat tendu qu'il laisse planer à travers sa vision du monde, aura un effet de contagion ailleurs qu'en France.

En intra-muros, l'effet Zemmour commence à se faire sentir à travers la récente politique des visas et les déclarations du président Macron autour de l'histoire franco-algérienne, en nous déifiant même la qualité de nation. Des propos, lancés comme des titres de sommation à l'adresse du pouvoir algérien, lui signifiant que la France ne compte pas lui donner le joker de la régence. La dernière sortie de Zemmour, venant corroborer les propos du président Emmanuel Macron dans sa lecture spéculatrice de l'histoire coloniale, ne m'étonne pas outre mesure. En fait, l'un cherchait à enjamber le cheval de bataille de l'autre et jouer sur le thème du débat imposé par Zemmour lui-même, pour les législatives 2022, placées sous le signe civilisationnel et identitaire par excellence.

Comme à l'accoutumée, Éric Zemmour se donne à cœur joie à son sport favori, la lecture sélective et tronquée de l'histoire, en choisissant les passages qui l'accompagnent et en ignorant ceux qui le sont moins ou qui le contredisent. Contrairement aux Arabes, Espagnols et Ottomans, nous dit-il, la France a laissé en Algérie un patrimoine urbain et des hôpitaux. Juste ! Mais il omet de dire que ces infrastructures étaient faites pour ses enfants, les colons et certainement pas pour les Algériens, qui étaient placés sous un statut discriminatoire d'indigénat et abandonnés à une pauvreté humiliante. Ce que la France a fait pour ses enfants les colons, la révolution l'a rendu au peuple ! Il est vrai qu'à part la gratuité des soins, l'Algérie indépendante n'a pas fait assez pour son peuple, en matière de système de santé, de dignité et de cadre de vie. Ces dirigeants partent en France pour se médicaliser, cela personne ne peut le nier, mais ça reste un autre débat.

Zemmour semble oublier que c'est toute l'Afrique du Nord qui a été conquise par les musulmans.

Pourquoi ont été les seuls à rester dans ces contrées, alors que les colonisateurs occidentaux se sont fait chasser ? La civilisation musulmane, et bien que cela puisse lui chahuter les narines, à Zemmour, a respecté les autochtones qui ont pu conserver leur langue et leur culture à ce jour. La parenthèse du baathiste qui a voulu faire table rase de toute culture autre que l'arabe, était une courte anecdote de l'histoire politique dans nos contrées.

Navré pour les eurocentristes ! La civilisation occidentale qui a décliné les Amérindiens, croix dans une main, fusil dans l'autre et le reste, terrassé par les maladies importées du vieux continent, ne s'est pas contentée de vendre du Dieu, mais à faire oublier complètement à ces peuples, ce qu'ils étaient. Leur langue et leur culture ont été carrément remplacées. La rupture civilisationnelle était telle qu'elle a fait table rase d'un héritage civilisationnel millénariste, dont on ne reconnaîtra l'importance qu'à posteriori.

Bien sûr, les Talibans ont détruit eux aussi le Bouddha de Bâmiyân et que le sinistre Daech a détruit la ville antique de Palmyre, me dira-ton ! Je l'ai dénoncé en son temps, mais cela ne peut être pris pour règle générale, puisque les musulmans des premiers temps ont croisé ce Bouddha, ces vestiges et bien d'autres, et ils ne les ont pas détruits. Jusqu'à ce que vienne l'islam politique, version djihadiste, obscurantiste pour décider autre chose.

Eric Zemmour a tout à fait le droit de soulever les problèmes que vit son pays pour enflammer le débat public chez lui et asseoir sa vision du monde, mais il n'a pas le droit de nous jeter des bombes incendiaires à tour de bras.

Bien que son discours s'inscrive plutôt dans la défensive pour sauver ce qui reste de sa France de jadis, Eric Zemmour veut croiser le fer avec le croissant conquérant, au titre d'une nouvelle guerre civilisationnelle dont il est le seul à en esquisser les traits. Selon lui, la France ne peut rayonner que si elle portait un grand projet civilisationnel, articulé autour de son héritage chrétien, renoué avec ses valeurs républicaines et laïques, et une forte industrie. Eric Zemmour cache-t-il ses vrais enjeux ? Se donne-t-il, lui aussi, à une sorte de «takîya» intellectuelle, ce procédé chiite de dissimulation d'intention, qu'il ne cesse de dénoncer chez les musulmans de France, pourtant sunnites ? Veut-il utiliser sa France adoptive comme une sorte de force pour chasser le conquérant arabe, qui lui a volé sa terre natale en Algérie et prendre sa revanche sur l'histoire ?

Éric Zemmour dresse un portrait factuel d'une société française qui a beaucoup muté par rapport à ce qu'elle était. Mais avec des retouches «Zemmouriennes» de nature à faire ressortir toute sa laideur au paysage afin de susciter chez l'observateur un climat anxiogène et de nostalgie à une France en quête d'âme qui se perd dans ce fourre-tout d'universalisme. Cette France qui n'est pas sa terre natale, ni celle de ses parents, faut-il le rappeler !

Originaire d'Algérie, Zemmour se sent investi d'une mission presque

ce et ce, indépendamment aux concessions qu'il serait amené à faire à la république sous couvert de la «takîya», dit-il.

Pour lui, l'Islam est bloqué, car l'idjtidah (la réflexion juridique) a été verrouillée depuis le Xe siècle, et faute de clergé, l'islam sunnite, majoritaire en France, ne permettait plus la réflexion en son sein pour pouvoir arriver à un consensus avec la république laïque, le seul rapport qui peut exister entre l'islam et la république de Zemmour, est l'inévitable confrontation en intra et en extramuros, ce qui rend sa vision plus qu'inquiétante et qui rejoint celle de Samuel Huntington, auteur des chocs des civilisations quand il dit : l'existence même de ces civilisations différentes annonce une conflictualité irréductible sur la scène internationale.

Piégés dans le temps tel un mammoth pris dans les glaces, les musulmans ne peuvent appréhender la notion de nation, profondément ancrée chez les Français. Ils ne peuvent donc vivre en France sans perturber profondément le mode de vie des Français, ce contre quoi il part en croisade. Bien qu'il cherche à son tour à verrouiller toute réflexion sur la laïcité pour n'imposer que la sienne, une laïcité exclusive.

Pour Eric Zemmour, l'immigration est devenue un enjeu existentiel majeur pour la France. Avec persévérance, il a pu imposer ce thème pour les législatives de 2022. Sa cible traditionnelle, l'immigration maghrébine qui ne montre, selon lui, aucun signe d'assimilation. Pis encore, les Maghrébins font tout pour se démarquer de la France, culture, religion et histoire et cherchent à transposer et à imposer leur mode de vie aux Français, dans les cités où ils vivent. Une culture de substitution, réfractaire à l'ordre et à la loi, qui est aux antipodes de la leur et des lois de la République, dit-il. Contrairement aux Asiatiques qui ne posent, selon lui, aucun problème de cette nature à la France, ces Maghrébins deviennent Français de papiers ne seront jamais des Français de cœur et d'âme, quand bien même ils donneraient leur vie pour la France. La seule façon pour faire du Français, nous dit-il, c'est de faire sienne la culture, l'histoire et le mode de vie des Français et sortir de soi comme un serpent de sa peau pour ne pas éviter de sortir du pays.

Zemmour, et à force de rabâcher là-dessus, a fini par faire admettre chez un pan important de l'intelligentsia française la jonction entre islam et islamisme et par ricochet entre immigration et terrorisme, il ne restait donc que celle entre islam et terrorisme et fermer le cercle de la stigmatisation globale pour préparer le terrain à la confrontation généralisée.

Que propose Zemmour pour inverser la vapeur de la machinerie migratoire ? D'abord la «remigration», c'est-à-dire renvoyer chez eux illico presto tous clandestins qui piétinent le sol français, déchoir de sa double nationalité française tout français musulman récidiviste, couper les avantages économiques aux émigrés qui vivent à charge de la collectivité nationale et enfin reconquérir les territoires perdus de la république. Qu'il soit donc à la tête de l'Etat français ou se contentant uniquement de jouer dans la cour des rois, Eric Zemmour a initié une dynamique anti-migratoire, difficilement contournable par les futurs décideurs de France.

BOUIRA

Un camion dérape: 4 blessés

Farid Haddouche

Un camion semi-remor que a dérapé avant-hier à la tombée de la nuit sur un chemin de wilaya, dans la commune d'Ath Laâziz

qui se situe à une quinzaine de kilomètres au nord du chef-lieu de wilaya. Selon des informations, le camion roulait sur une pente lorsqu'il perdit le contrôle de la route en quittant la chaussée pour se renverser sur le bas-

côté de la route. Il est à déplorer des blessures à 4 personnes et des dégâts matériels. Les blessés ont été évacués par les éléments de la protection civile aux urgences du centre hospitalier Mohamed Boudiaf de Bouira.

Séquestration, atteintes aux biens de l'Etat et menaces: des acquittements pour les étudiants accusés

La cour de Bouira a prononcé la relaxe au bénéfice de 12 étudiants poursuivis pour séquestration d'une personne sans ordre de l'autorité compétente et en dehors des situations que réclame la loi, outrage à fonctionnaire dans l'exercice de sa fonction et menace. Tandis que le représentant du ministère public avait requis 15 ans d'emprisonnement ferme à leur encontre. Par contre, un étudiant qui ne s'est pas présenté à l'audience, s'est vu requis une peine de 10 années d'emprisonnement ferme par défaut de présence. Les 12 étudiants avaient le 21 mars de l'année 2018 commis des actes de séquestration, d'atteintes aux biens de l'Etat et de menaces sur la personne du doyen de la faculté des sciences économiques et de gestion des sciences commerciales de l'université Akli Mohand Oulhadj. Pour rappel, à la date du 21 mars de 2018, la faculté des sciences économiques et de gestion des sciences commerciales a vécu un acte répréhensible qui venait d'être

commis par un groupe d'étudiants qui ont fait irruption dans le bureau du doyen et l'ont retenu de force par la menace. La séquestration s'est prolongé de 15h30 à 22h30, selon l'arrêt de renvoi. Pousant ainsi le doyen (C.F.) à sauter par la fenêtre de l'immeuble pour s'extirper des mains de ces étudiants menaçants, après qu'ils aient essayé un refus catégorique à leurs demandes incessantes qui se rapportaient au changement des notes d'examen par la menace. D'autres enseignants avaient rapporté en ce temps-là que le doyen a vécu de pires procédés d'humiliation, d'intimidation et de torture psychologique, qui ont contraint ce dernier à sauter par la fenêtre de son bureau. Cette violence lui a provoqué des fractures et des ecchymoses, qui lui ont valu un long congé de maladie.

Nous savons également que par exigence d'éloigner l'université de toutes les formes de rivalités et de calculs politiques, en étant une plate-forme pour la diffusion de la

science et des bonnes mœurs seulement, les étudiants impliqués dans cette agression caractérisée sont en nombre de 12 et avaient fait l'objet d'enquête par la brigade criminelle de la sûreté de wilaya. En plus, de l'avocat mandaté par l'université qui a pris la défense du doyen, d'autres avocats et enseignants de l'université se sont portés volontaires afin de défendre la cause du professeur qui a été offensé. Selon un enseignant de droit, «les étudiants étaient poursuivis pour 3 délits, à savoir la séquestration, la menace de mort et l'atteinte aux biens de l'Etat». A noter que ces étudiants de la faculté des sciences économiques et de gestion des sciences commerciales avaient été exclus pour 2 ans d'interdiction d'accès à l'université Akli Mohand Oulhadj, suite au conseil de discipline devant lequel ils avaient comparu, il y a plus de 2 années de cela. A noter que le représentant du ministère public, à savoir le procureur général a introduit un appel à cet effet.

F. H.

EL ATTAFA

Vente illégale de plus de 4 millions d'unités de psychotropes, un pharmacien sous mandat de dépôt

Les services de sécurité de Aïn Defla ont arrêté récemment à El Attaf un pharmacien (35 ans) qui exploitait son activité pour s'adonner au trafic illégal des comprimés psychotropes dont il a écoulé un total de 4.080.950 unités durant les quatre dernières années, a-t-on appris mardi de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Le mis en cause exploitait également des cartes Chifa d'assurés sociaux à leur insu ainsi que des ordonnances fictives délivrées par des médecins, lesquels ont été arrêtés dans le sillage de l'opération, a-t-on indiqué de même source. L'affaire a été déclenchée il y a quinze jours lorsque les éléments de la section économique et financière relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Aïn Defla ont reçu une plainte de la part de la caisse lo-

cale des assurances sociales (CNAS) faisant état de nombreuses anomalies constatées au niveau de la pharmacie appartenant au présumé suspect, dont des remboursements de médicaments qu'il percevait en recourant à des cartes Chifa d'assurés sociaux à leur insu, a-t-on indiqué de même source.

Après l'avoir identifié, les policiers, agissant en étroite coordination avec les instances judiciaires d'El Attaf, l'ont surveillé de près, l'arrêtant au début de la semaine dernière au niveau de sa pharmacie située à El Attaf, a-t-on fait savoir. Acculé, il a reconnu avoir écoulé de manière illégale 4.080.950 comprimés psychotropes de type «Lirika» et «Pribagabline» durant les quatre dernières années, en coordination avec six autres personnes dont des médecins ayant rédigé des ordonnances justifiant la vente de

ces substances par le pharmacien, a-t-on détaillé.

En guise de compléments à l'enquête déclenchée, nombre de médecins des établissements de santé ont été longuement interrogés, a-t-on signalé. Un dossier judiciaire a été mis en place à l'encontre des contrevenants en vertu d'un PV portant sur les griefs de «vente, stockage et exposition de manière illégale de psychotropes», «exploitation de certificats médicaux falsifiés», «arnaque» et «réécriture de certificats renvoyant à des faits inexacts», a-t-on indiqué. Présenté mercredi devant les instances judiciaires du tribunal d'El Attaf, le pharmacien a été placé sous mandat de dépôt dans l'attente de son jugement, au moment où les six autres personnes impliquées dans l'affaire ont été placées sous contrôle judiciaire, a-t-on précisé de même source.

ALGER

L'Etusa reprend le service de nuit dans les stations de métro

L'établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé lundi dans un communiqué la reprise du service de nuit au niveau des stations de métro. Le service de nuit sera assuré à partir dès lun-

di, et ce, jusqu'à 22h, précise la même source. Les lignes concernées par ce service sont celles desservies au niveau des stations de : Audin, 1^{er} Mai, Place des Martyrs, El Harrach, Bachdjerrah. Cette reprise intervient

suite à la remise en exploitation du métro d'Alger, jeudi 6 octobre. L'Etusa a réitéré, dans son communiqué, à ses usagers l'importance du port du masque et du respect du protocole sanitaire tout au long du trajet.

BOUSSAÂDA

Saisie de psychotropes, trois arrestations

Au total, 9.450 comprimés psychotropes ont été saisis par les éléments de la brigade de la Gendarmerie nationale de Boussaâda, dans la wilaya de M'sila, ont annoncé lundi les services de ce corps constitué. Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la criminalité et le trafic de stupéfiants notamment, a permis également l'arrestation de trois trafiquants de stupéfiants, âgés entre 25 et 35 ans et résidant dans la région de Boussaâda. Les suspects ont été appréhendés par

les éléments de la Gendarmerie nationale suite à des informations concordantes faisant état de la présence d'individus s'adonnant au trafic illicite de psychotropes, a-t-on expliqué de même source, ajoutant que 9.450 comprimés psychotropes ont été découverts dissimulés à l'intérieur d'un véhicule. Les mis en cause dans cette affaire seront présentés au parquet de Boussaâda pour «association de malfaiteurs et détention de psychotropes à des fins de commercialisation», a-t-on conclu.

GHARDAÏA

Achèvement du projet de reconversion du réseau de gaz naturel de Guerrara

Le projet de reconversion du réseau de distribution de gaz naturel de la ville de Guerrara (120 km à l'est de Ghardaïa) vient d'être achevé, indique lundi un communiqué de la cellule de communication de la direction locale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG). L'opération a été effectuée à la faveur de la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 14 km et la reconversion des détendeurs de gaz et des becs des appareils électroménagers pour les adapter au gaz naturel pour plus de 9.500 clients de la ville de Guerrara, qui étaient jusque-là raccordés à un réseau public de gaz propane, a précisé le communiqué. Lancé en juillet 2018, ce projet de distribution de gaz naturel qui a nécessité un investissement global de 94 millions DA pour la réalisation de 50,718 km de réseau de transport de gaz de haute pression (70 bars) et de 14,487 km de basse pression (04 bars), ainsi qu'un poste de détente de distribution publique de gaz d'une capacité

de 15.000 m³/h pour un raccordement sécurisé au gaz naturel, a connu un retard suite à la pandémie du coronavirus, a ajouté la source.

Cette reconversion vise à moderniser et renforcer le réseau existant en un réseau performant répondant aux normes universelles de sécurité, en plus d'améliorer le confort de vie de la population en utilisant le gaz naturel comme ressource thermique au lieu du gaz propane, souligne le document. La concrétisation de ce projet, qui est un choix stratégique et économique, permet de réduire les coûts de distribution du gaz dans cette région, d'éviter les pénibles déplacements des camions de transport de propane et les risques d'accident, et d'impulser une dynamique à l'investissement et du développement local de la région, selon les responsables locaux de la SADEG. Avec l'achèvement de ce projet, l'ensemble des localités des wilayas de Ghardaïa et El-Menea sont alimentées à 100% en gaz naturel, conclut le communiqué.

Saisie de plus de 22.100 unités de produits pyrotechniques

Au moins 22.107 unités de produits pyrotechniques, destinés à la commercialisation illicite, ont été saisis et treize individus arrêtés par les forces combinées de sécurité (Gendarmerie et Police) dans les différentes localités de la wilaya de Ghardaïa, rapporte lundi un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques (CCRP) de la sûreté de wilaya. La saisie a été effectuée dernièrement lors de contrôles pédestres des forces combinées à travers la wilaya, dans le cadre des efforts déployés pour freiner la vente de pétards et autres objets pyrotechniques potentiellement dangereux et sources d'accidents, d'incidents et de conflits entre personnes, a précisé la source. Ces objets pyrotechniques, de différents formes et puissances, introduits illégalement sur le marché national et des

tinés à être écoulés sur le marché local, ont été saisis tandis que leurs propriétaires, 13 individus présumés impliqués dans ce trafic, ont été arrêtés et présentés devant les instances judiciaires de Ghardaïa.

Pour lutter contre ce commerce illicite de pyrotechnique et à l'approche de la commémoration de l'anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed (QSS-L), les services de sécurité de Ghardaïa ont mis en place des dispositifs et pris une série de mesures comme l'intensification d'opérations de contrôle combinées (Gendarmerie et Sûreté nationale), la multiplication des patrouilles mobiles à travers les axes routiers les plus fréquentés par les revendeurs de pétards et l'organisation de campagnes de sensibilisation contre ces produits dangereux, signale-t-on.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

12 rabie el aouel 1443

El Fedjr 05h33	Dohr 12h33	Assar 15h40	Maghreb 18h09	Icha 19h28
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



MILA

Des médecins spécialistes en renfort

**B. Bousselah**

Dans le cadre de l'amélioration des prestations de soins, cinq nouveaux médecins spécialistes viennent renforcer le secteur de la santé. Il s'agit d'un gynécologue, 1 radiologue, 2 chirurgiens dont l'un pour enfants et 1 biochimiste, a indiqué ce dimanche la directrice de la santé.

Outre le renforcement en

personnel médical, il est prévu l'ouverture incessamment de l'école paramédicale d'une capacité de 300 places pédagogiques dont les travaux sont achevés d'autant plus que le marché de l'équipement vient d'être lancé, a précisé Samira Ifrène. Autre nouvelle, les préparatifs vont bon train pour l'ouverture d'une polyclinique dans la commune de Ahmed Rachedi, durant le mois de novembre pro-

chain. Cette dernière va soulager l'EPSP de Fergioua qui couvre 11 communes. On signale, par ailleurs, que le transfert des déchets dans le cadre d'une convention avec le privé n'aura plus sa raison d'être grâce à l'acquisition d'un stérilisateur de déchets, installé à l'hôpital Maghlaoua de la commune du chef-lieu de la wilaya ainsi que deux autres en cours de finalisation.

EL TARF

Les enseignants de l'école Debous Layachi en grève

A.Ouélaa

La colère est montée d'un cran chez les parents d'élèves de l'école Debous Layachi, du centre-ville d'El Tarf, où les enseignants de cette école sont à leur quatrième jour de grève.

Selon des parents d'élèves, il est anormal que cette grève, face au mutisme de la tutelle, se poursuive au détriment de l'intérêt des

élèves qui sont en quelque sorte comme pris en otage. Ces mêmes parents, sur le pourquoi de ce débrayage, diront que c'est suite à la suspension provisoire du directeur de cette école par la direction de l'éducation que l'arrêt des cours a suivi.

La raison de cette suspension serait due à un malentendu entre le directeur de cette école et le chef de daïra d'El Tarf.

Pour de plus amples informations, nous avons appelé à plusieurs reprises le directeur de l'éducation mais sans résultats. Enfin, dans la commune de Chihani, ce sont deux femmes professeurs de lycée qui ont été suspendues depuis quelques jours suite à une violente bagarre ayant nécessité une incapacité de travail de deux jours pour l'une d'entre elles.

Menace et vol de 54 millions de cts, deux mandats de dépôt

Un homme âgé de 40 ans, venu d'une autre wilaya pour conclure une transaction concernant l'achat d'une voiture, a échappé à un véritable lynchage par deux repris de justice habitant la ville de Boutheldja. L'homme en question, croyant à faire à d'honnêtes gens, ignorait leurs desseins et le guet-apens qui l'attendait. En effet, attiré

dans un endroit discret, les deux repris de justice, sous la menace de leurs armes blanches, ont pris 54 millions de cts et de prendre par la suite la fuite à l'approche d'un groupe de jeunes du lieu de l'agression. La victime sans perdre de temps alla directement au commissariat de police pour déposer une plainte et donner un si-

A.O.

gnalement approximatif de ses agresseurs. L'enquête ouverte à cet effet a permis d'arrêter les suspects en un temps record et la récupération de 24 millions de cts. Présentés dimanche dernier devant le tribunal d'El Tarf, les deux mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur.

Sûreté de wilaya Près de 350.000 unités de produits pyrotechniques saisies

Les services de la sûreté de la wilaya de Constantine ont saisi près de 350.000 unités de produits pyrotechniques de différents types, lors d'opérations distinctes, a-t-on appris lundi auprès de ce corps sécuritaire.



Cette saisie a été effectuée suite aux sorties de contrôle effectuées sur le terrain par les éléments des sûretés urbaines et autres structures spécialisées, dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre la vente illicite de ce genre de produits prohibés qui connaissent un grand engouement de la part des jeunes à l'occasion du "Mawlid Ennabaoui", a précisé la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Cette quantité de

produits pyrotechniques a été retirée du marché lors de 61 interventions réalisées par les mêmes services ayant permis l'arrestation de 52 personnes, a-t-on fait savoir.

Ces opérations entrent dans le cadre d'un plan de prévention visant à lutter contre la commercialisation des produits pyrotechniques vendus de manière anarchique en plus de constituer un danger, a-t-on ajouté.

Les opérations de contrôle et de saisie, a enco-

re révélé la même source, ont touché plusieurs quartiers et sites urbains répartis sur diverses communes de la wilaya.

Les actions visant la lutte contre la vente des produits pyrotechniques, causant des blessures et parfois des handicaps à leurs utilisateurs, se poursuivent toujours, a précisé la cellule de communication, soulignant que les personnes impliquées dans ce commerce illicite feront l'objet de poursuites judiciaires.

Protection civile Exercice de simulation pour l'extinction d'un incendie dans un entrepôt pharmaceutique

Un exercice de simulation pour l'extinction d'un incendie survenu dans un entrepôt de stockage de médicaments du Groupe Saidal de la zone industrielle Palma, de la ville de Constantine, a été effectué dimanche par les services de la protection civile (PC), a-t-on appris auprès de ce corps constitué.

Dans une déclaration à l'APS, le responsable de la cellule de l'information et de la communication de la direction locale du secteur, le capitaine Abderrahmane Lagraâ a indiqué que des moyens humains et matériels nécessaires dont treize (13) agents tous grades confondus, un camion anti-

incendie ainsi qu'une ambulance, ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de cet exercice.

L'opération, a fait savoir

le même responsable, aura pour but de s'enquérir du niveau des unités chargées de lutte contre les incendies et de l'efficacité du dispositif de secours sur le plan de gestion et d'intervention rapide.

Evaluer l'opérabilité du matériel réservé aux différentes interventions pour circonscrire les flammes de feux, en cas d'enregistrement de ce genre d'incidents, est l'autre objectif d'organisation de cette manœuvre, a encore révélé le même responsable.

Cet exercice qualifié

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

12 rabie el aouel 1442

El Fedjr
05h20

Dohr
12h19

Assar
15h27

Maghreb
17h56

Icha
19h15



Suite au renversement d'un pantographe La circulation du tramway perturbée



Le tramway de Constantine a enregistré dimanche une perturbation du trafic en raison d'un incident technique sur l'alimentation en électricité, a-t-on indiqué auprès de responsables de la Société d'exploration des tramways Setram Constantine-2 à la circonscription administrative Ali Mendjeli, la

circulation était interrompue sur ce tracé avant de reprendre partiellement depuis la station Khezna-dar jusqu'à la station Benabdellah Ramdane (centre ville de Constantine), selon la même source.

Les équipes d'entretien et d'intervention se trouvaient

sur place et s'employaient à

réparer la panne pour permettre la reprise du trafic normalement dans les meilleurs délais, a ajouté la même source qui a affirmé que des bus de relais ont été mobilisés pour réduire le désagrément causé aux usagers.

L'interruption du trafic du tramway a suscité des désagréments aux usagers notamment les étudiants qui ont dû faire recours aux taxis services pour pouvoir vaquer à leurs occupations, d'ailleurs des files interminables de citoyens se sont formés tout au long de la journée à la station des taxis services de la route de Sétif au centre ville de Constantine.

Une centaine d'exposants au 4ème Salon «Bâti-Est-Expo»

Une centaine d'exposants sont attendus au 4ème Salon du bâtiment, de l'immobilier et des travaux publics de l'Est algérien «Bâti-Est-Expo» Constantine 2021 qui se tiendra du 20 au 23 octobre courant, au complexe culturel Ahmed Bey de Constantine, a-t-on appris lundi des organisateurs.

Organisé en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie de Constantine "CCI-Rhumel", le bureau de Constantine de la Confédération Algérienne du Patronat (CAP) et Sunflower Communication, le 4ème Salon "Bâti-Est-Expo" connaît ainsi cette année une hausse de 20% du nombre de participants, comparativement à l'édition précédente tenue en octobre 2020, a-t-on indiqué.

à l'ordre du jour, selon les organisateurs qui prévoient la visite de 10.000 professionnels des quatre coins du pays, ainsi que des représentants de Conseils d'affaires mixtes et de délégués commerciaux des représentations diplomatiques agréées en Algérie.

Le Salon Bâti-Est-Expo, lancé en 2018, constitue une opportunité pour réussir la relance de l'investissement dans ces secteurs d'activité dans la région de l'Est algérien, une région pleine d'atouts et de potentialités d'investissements productifs, a-t-on souligné. «Bâti-Est-Expo» est devenu, au fil des années, une opportunité et un rendez-vous incontournable attendu par l'ensemble des entreprises activant en Algérie, a-t-on estimé.

Ali Mendjeli Un ouvrier décède sur un chantier

Un homme a trouvé la mort, lundi, sur un chantier de construction dans la circonscription administrative Ali Mendjeli (wilaya de Constantine), a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile (DPC).

Il s'agit d'un ouvrier de 69 ans qui a été heurté par un

camion de transport de matériel de construction, sur un chantier au niveau de l'unité de voisinage (UV) 20 de Ali Mendjeli, a précisé la cellule de communication de ce corps constitué, soulignant que cet ouvrier est décédé sur les lieux.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes et les circonstances exactes de cet accident.

Le relogement des familles du bidonville 'Sebkha' annulé Sit-in des bénéficiaires devant le siège de l'APC de Sidi Chahmi

D. B.

Initialement prévue pour l'après-midi du dimanche (Ndlr/ avant-hier), l'opération de relogement de quelque 1.000 familles du bidonville Sebkha de Sidi Chahmi, a été annulée en dernière minute, sans toutefois aviser les familles qui s'étaient préparées pour la circonstance. Bien évidemment cela n'a pas été sans susciter la colère des familles qui ont organisé une action de protestation devant le siège de l'APC de Sidi Chahmi. Selon des représentants des familles qui se sont déplacées au siège de notre rédaction, les autorités ont informé les familles concernées que l'opération de relogement était programmée pour dimanche, mais en dernière minute le relogement a été annulé. «Nous n'avons eu aucune explication sur les raisons de cette annulation», assure un habitant du bidonville. Les représentants des familles ont lancé un appel au wali d'Oran, pour inciter les responsables concernés à entamer le relogement dans les plus brefs délais. «Le wali d'Oran a donné des instructions pour le relogement des familles de notre bidonville, mais à chaque fois l'opération est reportée. Nous demandons une intervention du wali pour mettre un terme à notre calvaire».

re », ajoute notre interlocuteur. Il ya lieu de signaler que les services de la wilaya d'Oran, procéderont, tout au long de ces trois mois à venir, à la distribution de plus de 3.000 logements sociaux au profit des habitants des bidonvilles. La 1^{re} opération concerne les habitants du bidonville de Sidi Chahmi. Les services de la wilaya indiquent que le quota réservé aux familles des bidonvilles et fin-prêt. Il s'agit des familles recensées au niveau des bidonvilles de Ras El Ain, Es-Senia et Sidi Chahmi. Dans un premier temps il sera procédé au relogement des familles du bidonville de Sidi Chahmi, pour lesquelles un quota de quelque 1.000 logements a été consacré. Le relogement de ces familles qui était prévu, il ya plus d'un mois, a été retardé et devrait intervenir, en principe au courant de ce mois. Dernièrement le wali d'Oran, qui s'exprimait en marge de l'attribution de 8.800 logements, toutes formules confondues, avait annoncé que la tranche de logements qui leur est consacrée, touche à sa fin, signalant que les opérations de recensement se poursuivent pour l'établissement des listes des bénéficiaires et que les premières enquêtes en cours ont fait apparaître de grandes disparités entre les citoyens recensés au tout début de l'opération et les

habitants qui squattent actuellement les sites sus-indiqués. Il ya quelques jours, les services de la wilaya avaient indiqué que les travaux de réalisation de 3.000 logements à Bethioua, Oued Tlelat et Benfreha, ont été achevés, il ya plus d'un mois, mais que leur distribution a été retardée à cause de la finalisation des listes des bénéficiaires. Initialement prévue pour le mois de mars, l'opération de relogement de ces familles a été reportée et ce pour permettre l'achèvement des derniers travaux d'aménagement extérieurs. Il s'agit des bidonvilles de Sidi Chahmi, Ras El Ain et la CUMO. Les mêmes sources indiquent que les opérations de relogement se feront par étapes tout au long de ce 2^{ème} semestre. D'autre part et selon les mêmes interlocuteurs, l'affichage des listes des bénéficiaires des logements sociaux, dans une dizaine communes de la wilaya est programmé, tout au long de ce même semestre. Ces logements sont en totalité, en phase d'affichage des listes des bénéficiaires et il ne reste que le passage de la phase des recours pour leur distribution, à l'instar des 400 logements à Oued Tlélat, 150 à El Braya, 300 à Boufatis, 156 à Aïn El Kerma, 200 à Sidi Benyebka, 300 à Aïn El Bja, 180 à Hassi Mefsoukh, 700 à Misserghine, etc....

Misserghine et El Ançor Vers l'ouverture de nouveaux sites de dépôt pour les déchets inertes

Des prospections pour la transformation de deux carrières désaffectées au niveau de Messerghine et El Ançor (Oran) en dépôt pour les déchets inertes ont récemment été lancées dans l'objectif de diminuer le rejet anarchique des déblais de construction, a-t-on appris dimanche auprès de l'entreprise publique chargée de la gestion des centres d'enfouissement technique d'Oran. L'implantation des deux nouveaux sites de dépôt des déchets inertes à Messerghine et El Ançor permettra de couvrir l'ensemble du territoire de la wilaya, a indiqué Rachid Hamnache, directeur de l'EPIC du Centre d'enfouissement technique (CET) Oran, ajoutant qu'ac-

tulement le seul site réservé à ce genre de déchets est le CET de Sidi Chahmi. «Un seul centre pour toute la wilaya n'est pas suffisant», a-t-il estimé, ajoutant que la démarche vise à réduire la distance pour les générateurs des déchets inertes en implantant de nouveaux sites. «L'importance de la distance entre le dépôt et le chantier peut dissuader ceux qui les gèrent à s'y rendre et s'en débarrasser de leurs déchets inertes dans des lieux inappropriés», a-t-il souligné. Le rejet anarchique des déchets inertes dans des lieux inappropriés est bien visible dans les quatre coins de la wilaya d'Oran. Des tas de déblais de construction sont abandonnés dans les

Covid 19 Près de 54% de la population cible vaccinée

DSP. «Nous sommes loin du taux de vaccination de 70%, ambitionné par les pouvoirs publics, malgré les grands efforts fournis et les moyens mis à la disposition des citoyens», a-t-il fait savoir.

Atteindre le taux de 70% de la population cible vaccinée est impératif, selon le même responsable, «même s'il y aurait une 4^{ème} vague, elle ne serait pas aussi agressive que l'a été la troisième», a-t-il déclaré. A ce propos, Youcef Boukharai a souligné que ce taux permettant d'atteindre l'immunité collective contre ce virus pourrait

être atteint au mois de décembre prochain si la cadence de vaccination resterait la même. «Une accélération de la cadence de vaccination et un plus fort engouement de la population pour le vaccin pourraient éventuellement nous permettre d'atteindre ce taux dès le mois de novembre prochain», a-t-il estimé. Dans ce sens, il a rappelé que plus de 215 points de vaccinations sont ouverts pour accueillir les citoyens tout en réaffirmant que la vaccination reste, en plus des mesures de prévention, le moyen le plus efficace pour endiguer l'épidémie.

Lutte contre la propagation de la Covid 19

Une formation pour les animateurs de campagne de sensibilisation et d'information

J. Boukraa

L'Association 'Santé Sidi El Houari' (SDH) a lancé, depuis le début de semaine, une formation des animateurs de campagne d'information et de sensibilisation contre la pandémie Covid-19 en Algérie. Selon un communiqué de cette association la formation qui sera clôturée, aujourd'hui mardi, entre dans le cadre du projet «Covid 19 en Algérie, la riposte citoyenne», porté par

l'Association 'Santé Sidi El Houari' en partenariat avec PNUD Algérie. Le but de cette action est d'informer, conscientiser et mobiliser les citoyens pour favoriser l'engagement et la réponse pour une riposte participative à la pandémie du Covid-19.

Une cinquantaine de jeunes leaders populaires de quartier en animation de campagnes d'information efficaces pour prévenir et stopper l'épidémie du Covid-19 sont concernés par cette formation. Ces derniers

aurent pour mission de «concevoir, produire et diffuser des supports d'information et de sensibilisation adaptés aux groupes cibles pour comprendre la pandémie du Covid-19. Organiser un événement scientifique public pour comprendre la situation épidémiologique et son impact sur les perceptions et comportements des citoyens en présence de spécialistes en infections, épidémiologistes, sociologues...», selon nos sources.

Maoulid Ennabaoui

La Sûreté d'Oran met en place un dispositif de sécurité

K. Assia

Un important dispositif de sécurité a été mis en place par les services de la Sûreté d'Oran en prévision de la célébration de la fête du Maoulid Ennabaoui, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de la communication de ce corps de sécurité. Ce plan complémentaire veille, dans un premier lieu, au respect des dispositions prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation du Covid-19 et mobilise, selon la même source, toutes les unités opérationnelles de la police à savoir : les services de la police judiciaire, ceux de la voie publique, les services des sûretés urbaines et ceux des sûretés de daïras. Ce plan vise à assurer la sécurité des personnes et des biens et à maintenir l'ordre public à travers le renforcement du dispositif sécuritaire dans les lieux publics, les rues et les marchés et l'intensification de la lutte contre le commerce anarchique de produits pyrotechniques, indique-t-on. Les po-

liciers seront en civil et en uniforme et des patrouilles seront aussi effectuées dans les grands carrefours, les artères principales avec pour objectif de réguler et faciliter la fluidité de la circulation. Ces policiers ont été aussi renforcés de brigades motorisées pour des interventions urgentes si le cas le nécessite. Par ailleurs et pour une meilleure orientation et encadrement, une coordination sera faite entre les unités opérationnelles et le centre des caméras de surveillance. La Sûreté d'Oran rappelle que des numéros verts (1548 et 104) sont mis à la disposition des citoyens pour toute information, demander de l'aide ou dénoncer tout dérapage.

Notons que la DGSN invite les parents à veiller à ce que leurs enfants n'utilisent pas de produits pyrotechniques en raison des dangers qu'ils présentent pour leur santé et de la nuisance occasionnée, notamment la nuit », insistant sur l'impératif respect des mesures préventives en vigueur en raison de l'épidémie de coronavirus.

Plusieurs quartiers ciblés par la police Plus de 300.000 pétards et produits pyrotechniques saisis



K. Assia

Une importante prise de produits pyrotechniques et de pétards a été effectuée, avant-hier, par les services de la Sûreté d'Oran. Une quantité de 308.922 unités de pétards et de produits prohibés, de différentes formes et marques, a été saisie ; au cours de plusieurs opérations d'assainissement menées par les services de la police.

Cette opération vient en prévision de la célébration de la fête d'El Mawlid Ennabaoui et a ciblé plusieurs marchés et commerces, à travers plusieurs quartiers d'Oran, notamment à El Hamri, Hai Fellaoucène, Hai Yaghmoraïcène, Choupot, Akid Lotfi et

Mdina Jidida. Les commerçants impliqués dans la commercialisation de ces produits prohibés ont fait l'objet de procédures judiciaires. Par ailleurs, cette saisie vient s'ajouter à celle effectuée, en fin de semaine dernière.

Pour rappel, 13.978 pétards ont été saisies par les services des 5 et 9^{èmes} Sûretés dans 2 opérations effectuées dans le cadre de la lutte contre la commercialisation de ces produits prohibés. Ceci porte la quantité globale à 322.900 unités de pétards et de produits pyrotechniques saisis en 4 jours. Notons que les opérations d'assainissements se poursuivent afin de lutter contre ce commerce illégal qui chaque année fait de nombreux blessés dont certains graves.

Un individu arrêté pour vol de l'intérieur de véhicules

Un individu, âgé de 20 ans, impliqué dans 6 affaires de vol de l'intérieur de véhicules, a été arrêté après une plainte déposée auprès des services de la 9^{ème} Sûreté urbaine. Le mis en cause dérobait tout

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Cherif Hamadi, 61 ans, Es-Senia
Hadar Mohamed Noureddine, 14 ans, Victor Hugo
Maïti Hasni, 75 ans, Savignon
Lazreg Boufeldja, 82 ans, El Hassi

Horaires des prières pour Oran et ses environs

12 rabie el aouel 1443				
El Fedjr 05h49	Dohr 12h48	Assar 15h57	Maghreb 18h26	Icha 19h44



TLEMCEN

Les déchets, un vrai casse-tête

Khaled Boumediene

L'Agence nationale des déchets (AND) a organisé dernièrement, des ateliers de formation au profit des gestionnaires des centres d'enfouissement technique (CET), et des responsables de l'environnement et des collectivités locales sur le système national d'information des déchets (SNID). Selon les organisateurs, « ces ateliers d'orientation sont proposés comme des outils et moyens mobilisables dans le processus de numérisation du secteur pour une meilleure efficacité, pour faciliter l'échange de données entre les différents acteurs intervenant dans le domaine de la gestion des déchets, et établir des indicateurs qui forment un tableau de bord pour les décideurs ». Selon les explications techniques fournies lors de ces journées riches en enseignement, le SNID est hébergé dans un serveur Web au Centre de données de l'AND où une liaison spécialisée de fibre optique, permettant l'accès à ce système, assure plusieurs fonctionnalités pour la saisie et l'enregistrement des données (pour chaque infrastructure et tonnage des déchets) par les fournisseurs d'informations (Communes, Epics, Industries, Hôpitaux, Centres de santé, collecteurs et transporteurs publics et privés de déchets, récupérateurs, recycleurs et transformateurs et entreprises publiques et privées chargées de l'élimination). Outre

des infrastructures de traitement et le flux de déchets (collecte, recyclage, élimination), ce logiciel permet le calcul d'indicateurs et la visualisation des données (Tableaux, graphiques, cartes et images). « L'accent a été mis surtout sur la performance de ce système d'information qui dépend de la collaboration des fournisseurs de l'information et aussi de la fiabilité des données saisies lors de cette rencontre », a indiqué Mme Karauzène de l'AND d'Oran, qui a précisé que « le SNID est un système qui répond aux attentes et aux besoins du terrain ». Il faut souligner dans ce cadre que la mise en place de ce système vient, à point nommé, afin de réorganiser les schémas traditionnels de gestion de ces déchets. Le temps est révolu où les fournisseurs se contentaient de simples canevas pour transmettre leurs données. « Cette nouvelle gestion des déchets met en évidence la prise de conscience des responsables concernés pour élaborer et mettre en place une véritable politique de gestion des déchets ménagers et assimilés, pour la protection des ressources naturelles », nous a affirmé un responsable de l'Environnement de Tlemcen.

Les déchets ménagers et assimilés regroupent les ordures ménagères résiduelles, les déchets ménagers, les déchets des activités économiques collectés par le service public, les encombrants des ménages et les déchets collectés en déchèterie. Selon nos

informations, les déchets collectés sont estimés à plus de 250.000 tonnes par an à travers l'ensemble des 53 communes de la wilaya qui dispose de 03 CET au niveau des groupements de Tlemcen (Saf-Saf), Maghnia (Boughraha), Ghazaouet (Souahlia), ainsi que de 05 décharges contrôlées dans les communes de Béni Smail, Sebdou, Béni Snous, Béni Boussaid et Chetouane (Ain hout). Mais, ces déchets qui augmentent et se diversifient dans des proportions variées selon les lieux de production (zones rurales ou urbaines) constituent un vrai casse-tête pour les collectivités locales, les CET et décharges contrôlées. « Les préoccupations essentielles des communes, vis-à-vis des déchets ménagers et assimilés sont liées à leur croissance, leur diversification et aux moyens traditionnels d'élimination qui sont insuffisants et polluants. Faut-il de moyens de collecte et de transport de déchets adéquats, les communes ne peuvent plus se contenter de répondre à la demande de manière quantitative et qualitative. Certaines communes méconnaissent les flux de déchets (tonnages) qui composent leur gisement de déchets, et plus particulièrement des déchets ménagers, ce qui empêche leur valorisation maximale. Il faut se diriger vers une gestion de valorisation, séparative et multiforme des ordures ménagères et assimilés », a souligné pour sa part un responsable du CET de Saf-Saf.

La production d'olives en hausse

Une production de 773.000 quintaux d'olives est attendue dans la wilaya de Tlemcen durant la campagne de cueillette de l'actuelle saison agricole, soit une augmentation d'environ 92.000 qx par rapport à l'année précédente, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya des services agricoles.

La campagne de cueillette, lancée au début du mois d'octobre en cours, vise une superficie de 15.460 hectares, avec un rendement moyen de 50 quintaux à l'hectare, a indiqué à l'APS le chef de service de production et d'appui technique, Kamel Othmani.

La DSA de Tlemcen a réalisé, l'année dernière, plus de 681.000 quintaux d'olives, a-t-il relevé, ajoutant que la campagne de cueillette de l'actuelle saison agricole « se déroule à une faible cadence », sachant que jusqu'à présent une superficie de 270 ha a été récoltée, avec un rendement de 12150 quintaux.

Une amélioration de l'opération de cueillette d'olives est attendue vers la moitié du mois de novembre prochain pour atteindre les prévisions, a-t-il toutefois indiqué.

D'autre part, plus de 300.000 quintaux d'olives seront destinés à la consommation (olives de table) et plus de 463.000 quintaux à la transformation en huile d'olive, dans les 31 huileries dont dispose la wilaya et les 19 conserveries spécialisées dans la conservation d'olives, a précisé le même responsable.

Les prévisions de la production d'huile d'olive, lors de l'actuelle saison agricole, tablent sur 82.890 hectolitres, avec une



moyenne de 0,18 hectolitre au quintal. La plantation d'oliviers se concentre, principalement, dans les communes de Maghnia, Remchi, Sabra et Ouled Mimoun, a souligné M. Othmani, relevant que la superficie destinée à la plantation d'oliviers a dépassé le double durant ces dix dernières années, passant de 7705 ha en 2020 à 16206 ha en 2021 et ce, grâce au grand engouement des agriculteurs pour cette filière ainsi que le remplacement des oliviers non rentables et l'utilisation de l'irrigation avec la technique du goutte-à-goutte par quelques agriculteurs disposant du matériel nécessaire.

Selon le chef de service de production et d'appui technique, l'extension de la superficie de plantation d'oliviers dans la wilaya, durant la même période, est due au programme du ministère de tutelle destiné au développement de la filière oléicole, ajoutant que la wilaya de Tlemcen a bénéficié, en 2018,

de 20.000 oliviers, plantés sur une superficie globale de plus de 95 ha, à travers les communes de Remchi, Ouled Mimoune, Beni Snous, Ghazaouet, Mansourah, Nedroma et Bab El-Assa au profit des propriétaires des petites exploitations agricoles. Cette opération a été inscrite dans le cadre du programme de plantation d'oliviers dans les zones montagneuses subventionné par la Caisse nationale de développement rural.

La campagne de cueillette d'olives dans la wilaya de Tlemcen a été précédée par des journées de sensibilisation et des émissions diffusées par Radio Tlemcen, au profit des agriculteurs et des citoyens. Ces émissions visent la sensibilisation des professionnels sur l'importance de la protection des oliviers et sur la préservation des arbres lors de l'opération de cueillette, ainsi que sur le respect de la période de cueillette, a souligné Kamel Othmani.

TIARET

La recrudescence des cambriolages inquiète

El-Houari Dilmi

Plusieurs maisons ont été « cassées » ces derniers jours à Tiaret et dans d'autres communes, suscitant une grande inquiétude chez la population.

Ce qui inquiète les habitants, c'est que ces effractions se sont toutes déroulées en plein jour, à l'exemple de cette habitation que des hommes cagoulés ont tenté de cambrioler à la lumière du jour, abandonnant leur matériel sur place après avoir été surpris par des voisins vigilants. « Cela signifie que l'on est surveillé, et que les cambrioleurs attendent que l'on quitte la maison pour y entrer en sautant par dessus les clôtures », s'inquiète un riverain.

A Tiaret, le « casse » des maisons et des commerces connaît une inquiétante recrudescence, avec toujours le même 'modus operan-

di', ce qui laisse supposer qu'il s'agit de gangs spécialisés dans ce genre de forfaits. « Aujourd'hui, tout le monde est stressé et ferme toutes ses portes et fenêtres », confie cet habitant de la cité 'Bellevue', qui s'est réveillé sur un barreaudage de sa fenêtre arraché lors d'une tentative de cambriolage. Il y a quelques jours seulement, les éléments de la 6^e Sûreté urbaine, relevant de la Sûreté de la wilaya de Tiaret, ont réussi à élucider un butin composé de 06 bicyclettes, 04 aspirateurs, 1 perceuse, 1 meule et 2 haut-parleurs a été récupéré par les enquêteurs de la police.

Le manque ou carrément l'inexistence de l'éclairage public aux quatre coins de la ville de Tiaret, continue à accentuer le phénomène des agressions des personnes mais aussi des vols répétés des maisons. Jusqu'à quand ?

SAÏDA

L'eau coupée suite à une panne

L'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Saïda a annoncé dimanche dans un communiqué l'arrêt de l'opération d'approvisionnement en eau potable des communes de Saïda et d'Aïn Lahdjar pour cause de panne technique.

Selon le communiqué de l'ADE, la coupure dans l'approvisionnement en eau potable proviennent d'une panne dans une canalisation, d'une poussée de 700 millimètres au niveau de la station de pompage principale « Amar » et la pompe principale « El Ghatsa », ayant provoqué l'arrêt de l'opération de pompage d'une chaîne de production se trouvant dans la commune de Aïn Skhouna.

La coupure dans l'alimentation

en eau potable touche plusieurs quartiers de la commune de Saïda, à l'instar des haï « Nasr », « Sidi Kacem », « Zitoun », « Essalam », « Reffafa Miloud », « El badr », « Erriadh » et « El Azhar ». Des perturbations en AEP toucheront également plusieurs cités d'habitation de la commune de Aïn Lahdjar, telles que « Saïdi Benyamina », « 200 logements » et « 332 logements ».

Les agents techniques de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de Saïda sont à pied d'œuvre pour réparer cette panne technique pour assurer durant la semaine en cours un approvisionnement en eau potable organisé à ces cités d'habitations et aux quartiers des deux communes en question, a-t-on indiqué de même source.

MASCARA

Une station de générateurs d'oxygène mise en service à l'hôpital de Sig

La wilaya de Mascara a procédé dimanche à la mise en service d'une station de générateurs d'oxygène à l'hôpital de Sig, une donation des bienfaiteurs.

La mise en service de cette station productrice d'oxygène, offerte par des bienfaiteurs à la ville de Sig, résidents en Algérie et à l'étranger, a coïncidé avec la commémoration du 60ème anniversaire de la journée nationale de l'émigration et ce, en présence des autorités locales, civiles et militaires, des représentants de la famille révolutionnaire et des citoyens.

Cette station qui comprend deux (2) générateurs d'oxygène, selon le directeur de l'hôpital Hafarat Lakhdar de Sig, est dotée d'une capacité de production énergétique de 900 litres d'oxygène par minute, ce qui permet de prendre en charge 180 malades en situation normale et 60 malades lorsque la quantité d'oxygène consommée par les malades s'avère être importante comme c'est le cas pour les personnes atteintes par le coronavirus.

Cette opération, a précisé le même responsable, englobe l'acquisition des générateurs d'oxygène, leur montage et le réaménage-

ment d'une station qui se trouvait dans le service des urgences médicochirurgicales, nouvellement mise en exploitation au profit de ce service et de l'ancien hôpital, grâce au concours des bienfaiteurs et de l'administration de l'hôpital. Le wali de Mascara, Abdelkhalak Sayouda, a valorisé l'initiative des bienfaiteurs parmi les enfants de cette ville, les invitant à multiplier ce genre de solidarité agissante au bénéfice de tous les hôpitaux de la wilaya, en les dotant de stations similaires, ce qui ne peut que renforcer les efforts du secteur de la santé et de la population et de la réforme hospitalière pour une meilleure prise en charge des malades.

M. Sayouda a insisté sur l'importance de la maîtrise de la situation sanitaire par le secteur de la santé dans la wilaya de Mascara, comme en témoigne, le nombre de cas atteints de la Covid-19 pour une large part, faisant observer que le nombre de ceux qui ont été soignés au niveau de tous les hôpitaux de la wilaya, a reculé à 25 seulement, tout en mettant l'accent sur la nécessité de ne pas baisser de vigilance et de se faire vacciner.

AIR ALGERIE VOLS NATIONAUX

Vol Départ

MARDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	12h25
Oran - Alger	17h00
Oran - Constantine	08h35
Oran - Adrar	12h05
Alger - Oran	12h25
Alger - Oran	15h45
Alger - Oran	20h45
Constantine - Oran	13h00
Adrar - Oran	16h00

MERCREDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	17h00
Oran - Elbayadh	07h00
Oran - Bechar	10h15
Oran - Timimoune	10h45
Oran - Constantine	11h45
Oran - H.Messaoud	15h55
Alger - Oran	09h15
Alger - Oran	16h10
Alger - Oran	20h45
Elbayadh - Oran	10h15
Bechar - Oran	14h55
Timimoune - Oran	16h10
Constantine - Oran	15h45
H.Messaoud - Oran	20h45

JEUDI

Oran - Alger	06h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	16h40
Oran - Ouargla	07h00
Oran - Tamanrasset	08h00
Oran - El Oued	12h20
Oran - Annaba	13h35
Oran - Adrar	14h45
Alger - Oran	09h00
Alger - Oran	16h40
Alger - Oran	20h40
In Amenas- Oran	17h15
Tamanrasset- Oran	14h45
El Oued - Oran	12h30
Adrar - Oran	19h40

VENDREDI

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h35
Oran - Alger	17h00
Oran - Timimoun	08h00
Oran - Tindouf	09h00
Oran - H. Messaoud	14h30
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h45
Timimoun - Oran	13h40
Tindouf - Oran	14h20
H.Messaoud - Oran	19h45

SAMEDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	10h50
Oran - Alger	17h00
Oran - Béchar	08h10
Oran - Annaba	13h20
Oran - Ghardaïa	14h00
Alger - Oran	09h45
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h30
Béchar - Oran	12h40
Annaba - Oran	17h00
Ghardaïa - Oran	18h10

DIMANCHE

Oran - Alger	07h30
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	17h45
Oran - Mecheria	08h00
Oran - Tindouf	11h05
Oran - Adrar	12h20
Alger - Oran	09h55
Alger - Oran	16h45
Alger - Oran	20h45
Mecheria - Oran	11h35
Tindouf - Oran	16h15
Adrar - Oran	18h00

LUNDI

Oran - Alger	08h00
Oran - Alger	09h35
Oran - Alger	14h25
Oran - Constantine	08h00
Oran - Adrar	10h20
Oran - Annaba	13h15
Oran - Béchar	13h30
Alger - Oran	08h45
Alger - Oran	12h00
Alger - Oran	20h30
Constantine - Oran	12h25
Adrar - Oran	14h15
Annaba - Oran	18h00
Béchar - Oran	13h25

TRAIN - SNCF



DÉPART ARRIVÉE

----- ORAN - ALGER -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

----- ALGER - ORAN -----

06h10	11h25
08h00	12h00
10h00	14h09
12h30	17h54
15h45	19h46

ORAN - ARZEW

05h30	06h18
08h30	09h18
13h40	14h28
17h05	17h53

ARZEW - ORAN

06h30	07h22
09h30	10h18
15h00	15h48
18h30	19h18

ORAN - Aïn Témouchent

08h10	09h15
13h30	14h35
17h02	18h07

Aïn Témouchent - ORAN

05h57	07h04
09h20	10h24
14h40	15h44

ORAN - TLEMCEN

12h50	15h12
16h00	18h32

TLEMCEN - ORAN

05h40	08h09
10h00	12h22

TLEMCEN - MEGHNIA

17h00	18h23
-------------	-------

MEGNIA - TLEMCEN

06h00	07h24
</

Ligue des champions d'Europe Liverpool veut sa revanche



Adjal Lahouari

Trois semaines après une seconde journée marquée par quelques surprises et du beau jeu, l'étape de ce mardi s'annonce pleine de promesses avec des affiches où le spectacle est quasi assuré. Dans le groupe A, Paris SG reçoit Leipzig et aura bien évidemment les faveurs du pronostic. Car les Allemands ont commis la même erreur en sous-estimant Bruges, qui a raflé la mise. Avec le trio Messi-Neymar-Mbappé. Le champion de France devrait passer ce cap sans encombre et conserver sa première place au goal-average face à un RB Leipzig affaibli par le départ de deux cadres au Bayern Munich, Upamecano et Sabitzer. Les Parisiens seront bien sûr à l'écoute du match Bruges-Man City. Certes, les Citizens possèdent un effectif de classe, mais leur entraîneur Pep Guardiola, et c'est l'avis de tous les sportifs, continue à effectuer des choix surprenants.

Et pourtant, les Anglais sont dos au mur et doivent gagner. Car le champion de Belgique est meilleur qu'on ne le croit et possède, entre autres, deux atouts majeurs en attaque, avec l'international belge De Ketelaere, qui a marqué récemment un but entre les jambes du gardien de l'Italie Donnarumma pour le compte de la troisième place de la Ligue des Nations, et du jeune Hollandais Noa Lang, qui vient d'attirer l'attention des grands clubs européens, à l'affût des bonnes affaires lors du mercato d'hiver et qui sont tous deux pour beaucoup dans les performances

du FC Bruges. A signaler que l'entraîneur belge Rik De Mil est un adepte du 4-3-3. Si les Mancuniens ne fournissent pas un grand match, leurs espoirs de qualification se réduiraient. De leur côté, les Belges ne font aucun complexe et méritent tous les éloges. Un air de revanche planera sur le stade Wanda où l'Atlético reçoit Liverpool. Jusqu'à ce jour, les Anglais n'ont pas oublié leur défaite à domicile il y a deux ans face à cette équipe madrilène capable du meilleur comme du pire. Le discours du coach Jürgen Klopp est clair, il veut sa revanche sur Diego Simeone, le «réaliste» driver argentin.

De ce fait, on aura droit à un duel tactique entre deux techniciens à forte personnalité. Et si les Espagnols font preuve du même allant, le suspense est garanti. Des exploits individuels ne sont pas à écarter. Dans l'autre match de ce groupe, on ne devrait pas s'ennuyer non plus avec Milan AC-Porto.

Chez eux, les coéquipiers de notre Fennec Bennacer ne peuvent se contenter du nul, car ayant déjà un handicap par rapport à Liverpool et à l'Atlético, tandis que les Portugais abattent (déjà) l'une de leurs dernières cartes. La défaite est interdite pour eux. Il s'agit donc d'un débat à l'issue incertaine.

L'Ajax, confortable leader du groupe C, accueille son dauphin, Dortmund. C'est une belle opportunité à saisir pour les Hollandais afin de prendre une sérieuse option pour la qualification. On s'attend à ce que les Bataves, avec leur attaque aussi prolifique que celles du Bayern et de Liverpool, donnent du fil

à retordre aux Allemands, actuellement inconstants malgré leur poste de dauphins en Bundesliga et de la star montante Haaland. Ces derniers seront à l'écoute du match Besiktas-Sporting ces deux équipes n'ayant pas débloqué leur compteur. Il s'agit d'une rencontre où le suspense devrait être présent entre des Turcs offensifs et des Portugais, plus techniques mais qui serreront leur garde. L'objectif des deux formations est clair, gagner et espérer un échec du Borussia Dortmund pour reprendre des couleurs. Dans le groupe C se trouve la grosse surprise de ces deux journées de Ligue des champions. En effet, si la victoire de FC Sheriff, lors de la première journée face au Shakhtar Donetsk n'a pas attiré l'attention, le second succès des Moldaves à Madrid face au Real a fait sensation. Les coéquipiers de Benzema n'ont pas réussi leur retour au stade de Bernabeu après deux années d'absence.

Or, l'entraîneur Ancelotti aura des difficultés à aligner un onze performant en raison des blessures des internationaux avec leurs sélections. La plus importante est celle du duo Alaba-Militao, c'est-à-dire la charnière centrale. Le coach italien n'a plus que Nacho et Vallejo, ce dernier n'ayant aucun temps de jeu dans les jambes.

En outre, le milieu, jadis force de l'équipe, est à la peine avec un Casemiro hors de forme et Modric moins décisif. De leur côté, les Moldaves espèrent confirmer ces exploits mais, cette fois, il n'y aura pas d'effet de surprise. De ce fait, ils sont appelés à subir un sérieux test face à des Italiens avertis par les performances de leurs adversaires de ce soir.

De toute façon, les Intéressés sont contraints de gagner, sachant que le Real Madrid est appelé à se ressaisir face aux Ukrainiens de Donetsk, dont l'attaque est toujours en panne.

Aujourd'hui

(17h45):	Club Bruges	-	Manchester City
	Besiktas	-	Sporting Portugal
(20h00):	Paris SG	-	RB Leipzig
	Atlético Madrid	-	Liverpool
	FC Porto	-	AC Milan
	Ajax Amsterdam	-	Dortmund
	Shakhtar Donetsk	-	Real Madrid
	Inter Milan	-	FC Sheriff

FC Sheriff Tiraspol Les huitièmes en point de mire

Atteindre les huitièmes de finale, «c'est possible»: capitaine du Sheriff Tiraspol, époustouflant tombeur du Real Madrid en Ligue des Champions et inattendu leader de son groupe, le Colombien Frank Castañeda veut aller encore plus loin avec un groupe dont il loue «l'esprit d'équipe». «Gagner à Bernabeu, c'est la plus grande réussite de ma carrière», a confié l'attaquant de 27 ans, dont l'équipe affrontera l'Inter Milan à San Siro mardi pour la 3e journée de la Ligue des champions. «Notre adverse a eu plusieurs occasions, mais on l'a emporté.

Quelle que soit la manièrre, on a gagné. Et en quittant le stade, dans le bus, je me disais que ce qu'on venait de réaliser était énorme», poursuit-il. Pour le Petit Poucet de la compétition, déjà vainqueur à domicile face au Shakhtar Donetsk pour le tout pre-

mier match de son histoire en C1, l'emporter ensuite 2-1 sur le terrain du vainqueur de 13 Ligues des champions avait tout de la belle histoire. «On est en train de vivre un rêve et j'essaie de m'en rendre compte. Dans quelques mois, je réaliserais l'ampleur de ce que nous avons fait», se réjouit l'attaquant, meilleur buteur du championnat moldave la saison passée avec 28 réalisations, mais qui attend encore d'ouvrir son compteur en C1. La clé des succès du club de Transnistrie, une enclave séparatiste pro-russe de Moldavie? «La bonne entente» entre les joueurs, assure Castañeda. «C'est arrivé de nombreuses fois dans l'histoire du football: une petite équipe, quand elle est composée de joueurs qui sont très unis, quand dans le vestiaire règne un véritable esprit d'équipe, il peut lui arriver de grandes choses.

C'est exactement ce qui se passe avec nous», assure l'attaquant du Sheriff Tiraspol, depuis deux saisons, après une première expérience en Europe, en Slovaquie. Prochain objectif, San Siro, et l'Inter Milan du Chilien Alexis Sanchez, l'un des joueurs favoris de Castañeda: «Il faut qu'on croie en nous, en notre travail, qu'on continue avec la même humilité. On sait qu'on est toujours le Sheriff, le petit club de cette grande compétition, mais on a faim, on a envie de montrer tout notre potentiel». «De cette manière, on ira à San Siro pour montrer qu'on peut gagner, qu'on peut réaliser de grands matches. C'est le football: tout peut arriver, hier tu as gagné, et demain tu peux perdre», philosophe le Colombien. Il n'avait évolué qu'en deuxième division dans son pays avant de partir vers l'Europe.

Angleterre - Malaise dans les tribunes Le match entre Newcastle et Tottenham suspendu

Le match de la 8e journée de Premier League entre Newcastle et Tottenham a été interrompu peu avant la mi-temps, dimanche, apparemment en raison d'un malaise sérieux dans les tribunes du stade de St James Park. Alors que le score était de 2-1 pour les Spurs qui allaient tirer un corner et que l'on était à

quelques minutes de la pause, des joueurs de Tottenham se sont précipités vers leur banc pour demander aux médecins de leur équipe d'aller vers la tribune opposée. Les équipes médicales des deux équipes ont alors traversé le terrain alors que les caméras de Sky Sports, qui diffusait le match, n'ont montré que les joueurs, regroupés à la demande de l'arbitre, près des bancs de touche.

Selon les journalistes sur place, les médecins portaient des défibrillateurs. Après quelques minutes d'interruption, l'arbitre a demandé aux joueurs de rentrer aux vestiaires et la diffusion du match a été interrompue.

Les Verts d'Europe Farès et Kebbal passeurs décisifs, Zerrouki exclu



Les deux footballeurs internationaux algériens, Mohamed Farès (Genoa/Italie) et Ilan Kebbal (Stade de Reims/France) se sont distingués dimanche en délivrant une passe décisive, lors des matchs nuls concédés respectivement à domicile face à Sassuolo (2-2) et en déplacement devant le Stade brestois (1-1) en championnat. Pour le compte de la 8e journée de Serie A italienne, le Genoa s'est heurté à une accrocheuse formation de Sassuolo qui a rapidement pris l'avantage pour mener 2-0 au bout de 20 minutes de jeu. Ayant pris part à l'intégralité du match, Mohamed Farès a offert le but de la réduction du score à Mattia Destro (27e), avant que le Mexicain Johan Vasquez ne remette les pendules à l'heure en fin de match (90e). A l'issue de ce résultat, le Genoa reste sérieusement menacé par le spectre de la relégation, en comptant provisoirement un point d'avance sur les places reléguables. En Ligue 1 française (10e journée), le duel algéro-algérien entre Haris Belkebla (Stade brestois) et Ilan Kebbal (Stade de

Reims) n'a pas connu de vainqueur. Sur une passe décisive du néo-international algérien Ilan Kebbal, le Belge Wout Faes a ouvert le score pour les Rémois (12e). Les locaux ont égalisé en seconde période (74e) par Franck Honorat. Si Kebbal a été titularisé, cédant sa place dans le dernier quart d'heure, Belkebla a fait son apparition en cours de match (35e). Kebbal a été convoqué pour la première fois en équipe nationale lors des deux derniers matchs disputés face au Niger (6-1 puis 4-0), comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar. En Eredivise néerlandaise, le milieu de terrain du FC Twente, Ramiz Zerrouki, n'est pas allé au terme de la rencontre à domicile face à Willem II (1-1), dans le cadre de la 9e journée. Averti une première fois à la 33e minute, le joueur algérien a reçu un second carton, synonyme d'exclusion, peu avant la pause (45e+3).

Espagne

Le Barça surclasse Valence et respire



Le FC Barcelone a dominé le Valence CF (3-1) dimanche pour la 9e journée de Liga, et revient à deux points du Real Madrid et de l'Atlético Madrid (17 points), qui n'ont pas joué ce

week-end. Les Catalans ont encaissé un but dès la 2e minute, sur un ballon mal dégagé repris de volée par José Gaya, mais sont revenus dans la partie grâce à Ansu Fati: le jeune prodige a éga-

lisé du droit après un joli une-deux avec Memphis Depay (13e), puis a provoqué le penalty transformé par l'ancien Lyonnais à la 41e, avant le but du 3-1 de Philippe Coutinho (85e).

Italie

Naples poursuit son sans-faute et reprend la tête

Naples a signé dimanche un huitième succès en autant de journées de Serie A, arraché en fin de match à domicile contre le Torino (1-0), ce qui lui permet de reprendre la tête du classement à l'AC Milan.

Au classement, Naples, dont le dernier titre de champion remonte à 1990, compte deux points d'avance sur l'AC Milan et sept sur l'Inter Milan.

L'équipe de Luciano Spalletti a globalement dominé

les débats mais n'est longtemps pas parvenue à accélérer et c'est un but de son attaquant nigérian Victor Osimhen, récompensé de son activité incessante, qui l'a sorti du péril à la 81e minute.

Angleterre

Tottenham gâche la fête à Newcastle



Pour son premier match sous pavillon saoudien depuis son rachat, Newcastle a cédé face à un Tottenham revigoré (3-2), dimanche pour la 8e journée de Premier League, dans un match interrompu par un malaise en tribunes peu avant la pause. L'ambiance festive pour l'accueil des nouveaux propriétaires des

Magpies, emmenés par le fonds souverain saoudien PIF, et le 1000e match de Steve Bruce comme entraîneur, a été gâchée par la 5e défaite des Magpies en huit matches cette saison.

Tottenham opère une jolie remontée au classement, 5e à 4 points du leader Chelsea, alors que Newcastle reste 19e avec 3 unités et

zéro victoires en 8 journées. Après Manchester United et Brighton, qui ont aussi perdu du terrain samedi, Everton a décroché du wagon de tête dimanche, battu (1-0) par West Ham, plus tranchant. L'autre club de Liverpool visait une place sur le podium mais se retrouve finalement relégué à la huitième position (14 pts).

Allemagne

Le Bayern écrase son dauphin

Le Bayern Munich est allé atomiser dimanche son dauphin le Bayer Leverkusen 5-1 pour reprendre seul le commandement de la Bundesliga après 8 journées, avec un point d'avance sur Dortmund, vainqueur samedi de Mayence (3-1). Le «Rekordmeister» s'est livré à Leverkusen à une humiliante démonstration de force en mar-

quant cinq fois dans les 38 premières minutes, avec un doublé de Robert Lewandowski et un autre de Serge Gnabry. Thomas Müller a inscrit l'autre but. La dernière fois qu'il avait mené 5-0 à la pause en Bundesliga, c'était contre son rival historique Dortmund, en mars 2018. Le doublé de Lewandowski lui permet au

France - Ligue 1

Les arbitres bientôt sur écoute ?

La Ligue y songe, les principaux concernés sont pour: le football français envisage d'innover en équipant les arbitres de micros afin de diffuser leurs échanges lors des retransmissions télévisées, histoire d'améliorer la pédagogie mais aussi l'expérience télévisuelle des spectateurs. Le cercle des arbitres de Ligue 1 semble favorable à une telle avancée, puisque la majorité d'entre eux s'est déclarée enclue à être «sonorisée» lors d'un sondage dévoilé par L'Équipe.

Un groupe de travail chapeauté par la Ligue de football professionnel (LFP) planche sur le sujet depuis quelques semaines. Pour ce faire, il faudra convaincre l'International Board (Ifab), la très pointilleuse gardienne des lois du jeu, qui doit donner son accord pour toute évolution arbitrale. Le but d'un tel équipement?

Comme au rugby, entendre les explications des arbitres sur leurs décisions et les échanges avec les joueurs, pour mieux comprendre le déroulement des matches. Le championnat de France de rugby est sonorisé depuis les années 1990, et Franck Maciello, directeur national de l'arbitrage à la FFR, n'y voit que des avantages: «Au rugby, les règles sont parfois complexes et le fait de pouvoir les expliquer au plus grand nombre en direct, c'est hyper pédagogique», explique-t-il à l'AFP. Une clarté qui peut man-

quer sur certaines décisions dans le monde du ballon rond, notamment depuis l'irruption de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR): le public n'a que les images et n'entend pas les discussions entre arbitres présents sur le terrain et ceux devant leurs écrans. «La prochaine étape, c'est de rendre audible la communication avec la VAR», a estimé le directeur du développement du football mondial à la Fifa, le Français Arsène Wenger.

«Après on passera au reste», a-t-il fait valoir lors d'une rencontre avec la presse au siège de La Poste, à Paris, en amont des Journées de l'arbitrage, qui débutent le 20 octobre. Bertrand Layec y est également favorable. Un joueur qui vient s'adresser à nous aura un comportement différent, affirme l'arbitre de Ligue 2, s'exprimant également dans le cadre des Journées de l'arbitrage. Pour Joël Quiniou, lui aussi ancien arbitre international et passé par la case consultant à la télévision, la sonorisation devrait même être accessible depuis les tribunes. «Le public participe au match, il peut s'interroger pour savoir pourquoi un joueur a été exclu, pourquoi son équipe a pris un pénalty. On n'a rien à cacher là-dessus.» Le SAFE (Syndicat des arbitres de football élite), dit vouloir être acteur du processus, en prenant part au groupe de travail mené par la LFP. Contacté par l'AFP, le syndicat doit attendre d'être certain des propositions pour se positionner.

• Maîtriser la communication

Si le monde de l'arbitrage ne semble pas reculer à s'équiper de micros, cela ne doit pas se faire sans condition pour le pionnier Bertrand Layec. «Comme ça avait été fait en 2003 pour la finale, quelqu'un doit être en capacité pendant la rencontre de maîtriser la communication, de choisir des pans de communication utiles pour le téléspectateur», préconise-t-il.

Tennis - Classement WTA

La Tunisienne Ons Jabeur écrit l'histoire

L'Espagnole Paula Badosa, qui a remporté le tournoi d'Indian Wells, et la Tunisienne Ons Jabeur, demi-finaliste et première joueuse d'un pays arabe à intégrer le Top 10 de la hiérarchie mondiale, ont fait un bond en avant dans le classement WTA publié lundi. Avec son gain de six rangs, Ons Jabeur, 27 ans, éliminée en demi-finale en Californie par la future gagnante Paula Badosa, 23 ans, pointe désormais à la 8e place mondiale. La meilleure place auparavant occupée par un joueur d'un pays arabe, hommes et femmes confondus, était la 14e, soit celle de Jabeur avant Indian Wells, et celle du Marocain Younes El Aynaoui en 2003 et 2004. Victorieuse en finale en Californie face à la Belarussie Victoria Azarenka, l'Espagnole Paula Badosa - qui avait commencé l'année à la 70e place - a quant à elle bondi de 14 places et fait son entrée dans le Top 20, au 13e rang mondial. Azarenka, ancienne N.1 mondiale,



a elle gagné six places et pointe à la 26e position du classement. Le trio de tête n'a pas varié, et l'Australienne Ashleigh Barty reste N.1 mondiale, devant la Belarussie Aryna Sabalenka et la Tchèque Karolina Pliskova. Seule présente en Californie parmi ces trois joueuses, Pliskova avait été éliminée dès le 3e tour.

Derrière elles, à noter le retour dans le Top 10, au 10e rang, de la Japonaise Osaka (+2 places), qui profite notamment, sans avoir pris part à Indian Wells, de la chute de la Polonaise Iga Swiatek (11e mondiale, -7 places), tête de série N.2 en Californie, mais éliminée dès les huitièmes de finale.

CAF - Compétitions africaines Flagrant décalage pour les clubs algériens

M. Zeggai

Au moment où l'EN, version Djamel Belmadi, continue de défrayer la chronique à l'échelle internationale, les clubs algériens éprouvent les pires difficultés dans les compétitions continentales interclubs. Que signifie ce décalage disproportionné et quelles sont ses raisons ? En effet, la réussite de la sélection nationale n'est pas celle de nos clubs en coupes africaines avec des prestations beaucoup moins rayonnantes. Comme quoi, la réalité du terrain prouve que le football local est loin de se porter aussi bien que la sélection nationale. Le CR Belouizdad et l'ES Sérif, représentants de l'Algérie en Ligue des champions d'Afrique, se sont inclinés respectivement à Abidjan et à Nouakchott.

Certes, la défaite fait partie du football, mais c'est la manière qui est alarmante. Si les deux équipes ont eu le mérite de mener au score, elles se sont fait ridiculiser par la suite. On ne le répétera jamais assez, les clubs algériens ont encore du chemin à parcourir en matière de gestion pour faire face aux dures exigences continentales et aux dernières évolutions des équipes africaines. Au Chabab, l'équipe a manqué totalement d'équilibre avec l'absence de Sayoud, qui n'a pas été remplacé compte tenu de son influence dans le jeu des «Rouge et

Blanc». Aussi, la défense a donné des signes inquiétants avec la charnière centrale constituée par Keddad-Bouchar. L'instabilité de l'encaissement technique risque également d'être préjudiciable au CRB. Quant à l'ESS, les cadres titulaires qui ont changé d'air, tels que Ghacha, Ammoura, Bekakchi et Laouafi, n'ont pas été remplacés sur le plan de la qualité, sans oublier les jeunes qui ont été libérés et préférés à certains éléments recrutés. On citera aussi les promesses non tenues par les dirigeants sur le plan financier. A moins que l'on ne veuille précipiter le départ du coach tunisien Nabil El-Kouki ! Face à une modeste formation mauritanienne du FC Nouadhibou, les Sétiens ont perdu tous les duels et ont éprouvé les pires difficultés à faire jeu égal avec leurs adversaires en raison de leur déficit technique et des mauvaises dispositions tactiques.

Face à cette situation, heureusement sauvée par les exploits de la JSK et la JS Saoura, la preuve nous a été donnée que notre football est seulement représenté par les joueurs binationalistes qui font la différence. Comme quoi, on est encore loin des structures d'entraînement dignes de ce nom et de la formation des jeunes. Au fait, où sont les décisions des réunions périodiques entre les présidents de club de la Ligue 1 et les autres responsables du foot-

ball ? Où sont les résultats du travail de la nouvelle commission de football professionnel ? Que sont devenus les travaux de la commission de réflexion de la LFP entamés en mars 2020, ainsi que la rencontre de réflexion sur la participation des clubs algériens aux compétitions internationales ?

Bizarre, nos dirigeants sont devenus incapables de joindre l'acte à la parole pour la simple raison qu'il n'existe aucune volonté pour résoudre les problèmes du sport-roi algérien, les compétences pour le faire n'existant pas. Les dirigeants utilisent la «vox populi» pour seulement camoufler leurs échecs.

Des centaines de milliards de centimes dépensés ici et là pour se faire battre par des plus faibles équipes du continent. Où est passé le prestige de l'Algérie ? Encore une fois, on ne le répètera jamais assez, le football algérien nécessite une véritable révolution à tous les niveaux et une remise en cause radicale. Notre sport-roi a besoin de compétences et d'une nouvelle mentalité et d'une nouvelle approche afin de mettre fin aux anciens réflexes qui continuent de «tuer» le football algérien avec une déperdition flagrante de nombreuses générations de footballeurs. La dernière crise éclatée entre le président de la FAF et certains membres du bureau fédéral en est une parfaite illustration de ce qui se trame ici et là.

Natation - Championnats d'Afrique Nouvelle médaille de bronze pour l'Algérie



Le nageur algérien Remzi Chouchar a décroché dimanche soir la médaille de bronze du 3 km en eau libre, lors de la dernière journée des Championnats d'Afrique Open, à Accra (Ghana).

L'Algérie boucle ainsi sa participation à la troisième place au classement général avec 11 médailles au comp-

teur (2 or, 2 argent et 7 bronze). Ces médailles ont été l'œuvre de Jaouad Syoud (2 or et 1 bronze), Abdellah Ardjoune (1 argent et 1 bronze), Remzi Chouchar (2 bronze) et Amel Melih (1 argent et 3 bronze).

La 14e édition des Championnats d'Afrique Open, prévue initialement à Durban

en Afrique du Sud en avril 2020, avait été reportée à cause de la pandémie de COVID-19.

Quelque 400 athlètes de plus de 30 pays, dont cinq Algériens, étaient présents dans la capitale ghanéenne qui a accueilli la compétition pour la première fois de son histoire.

LFP - Public dans les stades Medouar ne veut pas s'impliquer

Le président par dérogation de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, a déclaré que son instance n'avait encore reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour des supporters dans les stades, 19 mois après l'interdiction instaurée en raison de la pandémie de Covid-19 et à moins d'une semaine du coup d'envoi de la nouvelle saison. «Jusqu'à aujourd'hui, la LFP n'a reçu aucun document officiel concernant un éventuel retour du public dans les stades, à la veille du coup d'envoi de la nouvelle saison footballistique.

Prendre une telle décision est du ressort exclusif du ministère de la Santé, qui saisira de son côté le ministère de la Jeunesse et des Sports», a indiqué le premier responsable de l'instance dirigeante de la compétition. Le coup d'envoi de la saison 2021-2022 sera donné vendredi, avec au programme le match d'ouverture entre le CS Constantine et le MC Oran. Cinq rencontres se joueront samedi, alors que quatre matchs ont été reportés en raison des compétitions africaines interclubs. «Nous sommes à l'approche de la nouvelle saison, tout est mis en place sur le plan organisationnel pour le bon déroulement de la saison.

Nous n'avons pas prévu



de nouvelles mesures. Nous tâcherons de faire de l'exercice 2021-2022 une réussite», a-t-il ajouté. Concernant l'homologation des stades, Medouar a indiqué que la commission d'audit des stades «effectuera à partir de ce dimanche une visite d'inspection au stade de Constantine, avant de faire de même mercredi au stade de Chlef et probablement au stade Brakni de Blida». Par ailleurs, et concernant le déroulement de l'assemblée générale élective (AGE), qui devait avoir lieu avant le début du championnat selon la Fédération algérienne (FAF), Medouar a expliqué qu'il se tiendrait «une fois les statuts des trois Ligues (LFP, LNFA et LIRF) amendés». «Je suis mandaté par l'ancien et l'actuel bureau fédéral pour gérer les affaires de la Ligue de football professionnel à

JS Kabylie Garder les pieds sur terre

L'entraîneur de la JS Kabylie, Henri Stambouli a exhorté ses joueurs à rester vigilants et à prendre au sérieux le match retour contre les Forces armées royales (FAR), malgré l'importante victoire acquise samedi soir au Maroc (1-0), pour le compte du match aller du deuxième tour préliminaire de la Coupe de la Confédération. «Nous ne sommes qu'à mi-chemin de la qualification.

Donc, malgré le bon ré-

sultat obtenu au match aller, on doit rester vigilants et éviter tout relâchement qui pourrait tout remettre en cause», a déclaré le Français, dimanche sur les ondes de la Radio nationale. Les «Canaris» ont réussi à l'emporter grâce à un but unique inscrit contre son camp par le défenseur marocain Moufid Mohammed, à la 19e minute de jeu. Stambouli n'a pas caché le fait qu'il est «très satisfait du rendement» de ses joueurs qui, selon lui,

«ont fait preuve de courage, d'abnégation et de détermination tout au long de cette rencontre», ce qui leur a permis de l'emporter au final. «Les joueurs se sont bien battus et j'espère qu'ils en feront de même au match retour, pour assurer la qualification et procurer de la joie aux supporters de la JSK, ainsi qu'à tout le peuple algérien», a-t-il ajouté. Le match retour aura lieu entre le 22 et le 24 octobre à Tizi-Ouzou.

Echecs - Championnat d'Algérie L'AS Sûreté nationale sacrée par équipes

L'équipe de l'AS Sûreté nationale a été sacrée championne d'Algérie des échecs par équipes seniors-hommes, à l'issue de la compétition, clôturée samedi soir à la maison de jeux Souidi-Ahmed à HaïUSTO d'Oran.

La formation de l'ASSN s'est imposée avec un total de 17 points, remportant huit victoires contre un nul durant les neuf rondes devant le Hillel de Sidi Bel-

Abbès et le «Cavalier fou» d'Aokas de Béjaïa qui terminent respectivement deuxième et troisième avec 13 points (5 victoires, 3 nuls et une défaite chacun).

Le champion d'Algérie, l'AS Sûreté nationale, représentera l'Algérie aux championnats arabes et d'Afrique des clubs champions en 2022, dans une ville qui sera connue ultérieurement. Cette manifestation sportive de cinq jours, organisée

Ligue 1 - Saison 2021-2022

Des certitudes et des inconnues

L'édition de la Ligue 1 (2021-2022) démarre vendredi avec quelques certitudes et beaucoup d'inconnues, «marque de fabrique» du professionnalisme à l'algérienne. Le football local, hormis quelques satisfécits ça et là, est loin des promesses liées à son statut.

Adjal Lahouari

Aussi, rien n'indique qu'il faut s'attendre à la disparition des dysfonctionnements qui bloquent sa progression. Car les pratiques des dirigeants, principaux responsables, ne risquent pas de changer. Chaque été, c'est la course effrénée pour recruter les meilleurs joueurs. Une tâche ardue qui ne les rebute pas. Parfois, c'est le parcours du combattant pour engager les joueurs ciblés et bloqués par les contrats paraphés avec les clubs de la précédente saison. On a alors assisté à des marchandages honteux. D'un côté, les dirigeants exigent des milliards pour «libérer» un joueur. D'autres demandent à ce dernier de faire l'impasse sur ses salaires pour lui accorder le quitus. Ce qui fait que le bureau de la CNRL est surchargé par des dossiers plus ou moins épîneux à régler au mieux. Ces discorde servent en aucune façon une discipline appelée pourtant sport-roi, alors que les règlements existent et ont prévu tous les cas de figure. Dans un tel contexte, émettre des pronostics à la veille du coup d'envoi constitue un exercice difficile. Néanmoins, et comme le veut la tradition, nous avons pris en compte les différentes situations des sociétaires de la Ligue 1. Dans ce tour d'horizon, il faut signaler les nombreux changements intervenus au niveau de la barre technique, «cheval de bataille» préféré des dirigeants. Ils se comptent sur les doigts d'une main les clubs dont les entraîneurs ont été reconduits. On citera l'ESS (El-Kouki), le PAC (Chérif El Ouazzani), le RCR (Bougherara) et l'ASO (Zaoui). Comme quoi, les mauvaises habitudes ont encore de belles années devant elles, et rien n'indique qu'elles vont cesser un jour.

LE LOT DES FAVORIS

On prend les mêmes et on recommence. Il n'y a pas de raison que les clubs ayant terminé sur le podium ne se distinguent pas à nouveau. Entre ces clubs, il existe un point commun, à savoir que leurs effectifs n'ont pas connu de gros changements. On peut donc considérer que c'est un paramètre à prendre en considération et qui jouera en faveur de ces clubs qui se sont évertués à attirer quelques bons éléments censés apporter un plus. Le CRB entend défendre son titre et repousser les assauts de ses principaux rivaux. Même si le Chabab doit être considéré comme une valeur sûre, il ne faudrait pas oublier que Sayoud n'est plus là pour débloquer les rencontres difficiles à négocier comme c'était souvent le cas au cours de la saison écoulée. Cette dépendance constituera le point faible d'une équipe qui sera contrainte de miser sur le collectif. De son côté, l'ESS sera amoindrie par le départ de quelques cadres et non des moindres. La question est posée car on ne remplace pas facilement les Amoura, Ghacha et Bekakchi, pour ne citer que ces joueurs. Ceci revient à dire qu'un défi est proposé aux nouveaux éléments engagés cet été. Pour sa part, la JS Saoura se trouve dans une situation similaire à celle du CRB en ce sens que le buteur Messaoudi,

parti à Courtai en Belgique, fera défaut. Ses coéquipiers Hamidi et El-Hamri devront être plus efficaces. A Alger, si les dirigeants de l'USMA ont attiré une demi-douzaine de joueurs valeureux tant en défense qu'au milieu, ils déplorent les récentes blessures de l'avant-centre ghanéen Opoku, Benzaza et de Chenih qui rateront donc l'entame du championnat. Le coach Denis Lavagne, non satisfait du rendement offensif de son équipe lors des premières rencontres amicales, a été rassuré par les dernières prestations de ses poulains.

CES OUTSIDERS IMPRÉVISIBLES

Au sein de la JSK, la situation est assez préoccupante, car l'équipe paraît plus faible que celle du précédent exercice. L'effectif a été complètement chamboulé, compliquant la tâche de l'entraîneur Henri Stambouli. Cependant et contrairement aux prévisions, le résultat face aux FAR en coupe de la CAF est de nature à rassurer toutes les parties du club. En effet, en dépit de l'absence de plusieurs cadres, la JSK a réussi à prendre une sérieuse option en arrachant la victoire au Maroc face à un adversaire qui se croyait supérieur et qui s'est rendu compte que la JSK ne doit pas être mésestimée. Au MCO, c'est une toute autre impression qui se dégage, et même le coach Aït Djoudi a déploré le faible niveau de plusieurs joueurs. Et les défaites en matches amicaux sont des signes alarmants à la veille du coup d'envoi. L'objectivité nous oblige à affirmer que l'équipe actuelle n'a rien à voir avec celle de la saison passée. Si l'on se fie à leurs intenses activités au cours de l'intersaison, les responsables du MCA veulent ouvrir une nouvelle page en engageant l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia. Toutefois,

les victoires en amical face à des équipes de divisions inférieures n'ont pas caché les lacunes d'un effectif incomplet. Le coach tunisien sera obligé d'attendre le mercato hivernal pour dénicher l'oiseau rare en attaque. On se demande si ses fortes exigences sur la plan de l'implication des ses poulains vont être satisfaites. En revanche, à Constantine, on attend avec impatience le premier match de leur club, le CSC. Il est vrai que le Chabab s'est bien comporté au cours de la phase retour du dernier championnat. En outre, les dirigeants ont ratissé large en matière de recrutement. Par ailleurs, il faudra scruter de près les conséquences du changement au niveau de la barre technique où Chérif Hadjar a été installé. Ce qui est certain, son beau parcours avec l'O. Médéa plaide en sa faveur.

LA CATÉGORIE RESTREINTE

Quelques clubs ne ménagent pas leurs efforts pour rejoindre le groupe des outsiders. Dans cette catégorie restreinte, on citera le PAC, l'OM, l'ASO et le NAHD. On n'apprendra rien à personne en soulignant le cas particulier du Paradou. Ce club mise toujours sur sa célèbre Académie. Chaque saison, les meilleurs vont ailleurs, mais sont sup-



plés par de nouvelles pépites. Il est rare donc que les dirigeants recrutent de nouveaux joueurs. Cet été, deux éléments ont rejoint l'effectif du PAC. Il s'agit du gardien Medjadel et de l'attaquant Aoud, susceptibles d'être des satisfactions pour leur coach Chérif El Ouazzani. Les puristes espèrent que le PAC, conformément à son ADN et à sa vocation de club formateur, continuera à produire du beau football. Il est certain que l'OM a été une révélation au cours de la saison. On se souvient que les Médéens ont occupé le poste de dauphins de la onzième à la seizième journée, devançant les grosses cylindrées. Hélas, la baisse de régime au cours des dix dernières journées, avec sept défaites, a valu la dixième place aux Médéens. En vue de cette nouvelle édition, 19 recrues ont rallié le club pour cinq départs. Cela signifie que les ambitions des responsables sont intactes pour, au moins, jouer le rôle de trouble-fête. Est-ce que le NAHD est en mesure d'intégrer le groupe qui vient d'être évoqué ? On notera que les cadres sont restés hormis Meftah qui a opté pour l'ASAM, et que du côté de Hussein Dey, on espère que les nouvelles recrues apporteront le plus attendu. Les fans souhaitent que leur équipe affiche des prétentions en se basant sur les dernières rencontres du dernier championnat où les « Sang et Or» ont aligné une belle série qui leur a permis de terminer au douzième rang.

DUR SERA LE MAINTIEN

Sauf très grosses surprises, les autres clubs vont s'attacher à viser le maintien sans plus. En fonction de ce qui se passe à Relizane, le RCR est déjà en danger. Les crises sans fin vont déboucher sur de fâcheuses conséquences à cause des dirigeants qui n'assument pas leurs responsabilités après la démission du président Mohamed Hamri. Aucune préparation, aucun

stage, une reprise très tardive et des difficultés pour régler les frais d'engagement. Les fans ont montré leur courroux en interrompant une séance dirigée par Bougherara, qui est tenté de plier bagage et de rentrer chez lui. Ce sont les ingrédients pour une relégation difficile à éviter. De son côté, l'USB, après avoir séjourné au bas du tableau, a réagi lors de la phase retour, évitant ainsi la chute en Ligue 2.

Le club de Biskra avait deux points d'avance sur le premier relégué, l'ASAM. Peu de mouvement chez l'USB qui, probablement, misera sur sa défense qui a tenu le coup (12 fois zéro but et 15 fois 1 but) qui a pallié au maillon faible, l'attaque, 18° au classement (32 buts) devant les deux relégués, le CABBA (29 buts) et la JSMS (17 buts). L'expérimenté Khoualed sera encore une fois aux commandes de ce secteur. Après une bonne entame, l'ASO a commencé à glisser au tableau.

Le bilan fait ressortir que les Chélifiens se sont mieux comportés au retour, évitant ainsi de justesse la chute, à égalité avec le WAT. L'attaquant Beldjillali aura été le meilleur buteur et fut relayé par Bouguetaya. Les départs vers d'autres lieux de Beldjillali et du milieu Benzaza risquent d'affaiblir un effectif déjà limité. Il y a fort à parier que les Chélifiens vont se battre pour conserver leur place en Ligue 1. A l'instar des clubs aux moyens financiers limités, le WAT a beaucoup souffert au cours du dernier championnat évitant de justesse la relégation.

Les boycotts répétés des joueurs sont pour beaucoup dans ce faible parcours, alors que la barre technique a été instable. A quoi faut-il s'attendre cette saison, sachant qu'un nouvel effectif est en place, alors que les départs des buteurs Touil et Aïachi risquent de peser sur la balance ? C'est à l'entraîneur Kamel Bouhlel que revient la mission d'instaurer les automatismes entre des

joueurs qui ne se connaissent pas. En stage sur place, les Widadis ont livré plusieurs rencontres amicales qui se sont avérées rassurantes. Mais rien ne remplace les matches officiels où la tâche est plus difficile. Pour le coup d'envoi de ce championnat, les Tlemcéniens accueilleront le NC Magra avant d'effectuer deux déplacements consécutifs à Relizane (RCR) et Alger (MCA) avant de recevoir le CSC. Après les quatre débats face à des adversaires de calibres différents, on aura une idée plus précise sur les réelles potentialités du WAT. Quel sera le comportement des deux promus ? Accéder est une chose et se maintenir en est une autre. L'un des heureux élus, le RCA, en sait quelque chose puisqu'il a fait partie de l'élite avant de chuter en division inférieure. Pour avoir des chances de maintien, les dirigeants ont recruté des joueurs expérimentés et anciens pensionnaires de clubs de Ligue 1. On citera Frifer (MCO), Tiaïba (ASAM), Sifour et Aliane (USMA), rejoints par Belmaribi (JSD), Atafen (USMMH) et Diafi (ABS). Mais est-ce que ce renfort sera suffisant ? Nous aurons des éléments de réponse après les cinq ou six premières journées. Chez le HB Chelghoum Laïd, c'est une démarche audacieuse avec le recrutement de 16 joueurs dont sept issus de l'élite.

Pour diriger cet effectif, les dirigeants ont sollicité les services d'Ighil Meziane, qu'on ne présente plus. Cela signifie qu'ils misent sur la grande expérience de ce technicien qui n'a pas peur des défis. Il va sans dire que sa tâche ne s'annonce pas aisée dans un championnat où la plupart des clubs, même les meilleurs, se sont renforcés. A présent, il reste à souhaiter que les affairistes ne viennent pas perturber la compétition que les sportifs espèrent saine et sans marchandages. Par ailleurs, la violence dans et autour des stades ne doit pas exister, en dépit de l'importance des résultats.

Tlemcen

La nuit du Mouloud au Mechouar

Par Allal Bekkai

Suite et fin

Cheikh Abdelhamid Ben Badis devait assister pour célébrer le Mouloud, d'une part, et «parasiter» la fête du centenaire du colonisateur, d'autre part, mais l'accès à ce haut lieu de culte lui sera refusé par les autorités coloniales. A l'entrée, les fidèles étaient gratifiés de deux bonbons «secrétant» un mot d'ordre écrit triptyque: «Ta-ghafarou; tahabou; ta'alamou» (Pardonnez-vous ; aimez-vous ; instruisez-vous), selon son fils le Dr Abdelouahab Baghli.

C'était la nuit de Rabi' Al-Awwel 1351 correspondant à 1932... Cette prestation poétique quasi «clandestine» revêtait un caractère symbolique à plus d'un titre. Et pour cause, elle eut lieu en pleine célébration du centenaire de la colonisation (1930)...

A l'occasion de son pèlerinage à La Mecque en 1480 avec des représentants de plusieurs tribus africaines, le célébrissime préicateur Cheikh Abdelkrim Meghili (né en 1425 à Tlemcen) composa devant la rawda du Prophète (QSSL) un panégyrique intitulé «Ya Rossou Allah khoud bi yadi», un poème gravé au sein de cette enceinte sainte (interprété sous forme de madih en mode bayati par le célèbre chanteur marocain Mahmoud el Idrissi)... Dans ce sillage, Cheikh Abdelkrim Dali interpréta majestueusement (en mode raml maya) une qacida de Cheikh Ben-hammadi «El hamdou lillah ma'adamha ni'ma ; youm qalou z'er chafi' elibad», connue artistiquement sous le libellé de «Djabet Yamina»... A noter que son fils ainé, Mahmoud, fera un témoignage émouvant, mais non moins troublant, lorsqu'il évoquera le souvenir d'un père, en l'occurrence Cheikh Abdelkrim Dali, ulcéré de voir, «impuissant», à la télévision un jeune chanteur de haouzi de la cité des Zianides interpréter incorrectement une de ses qacidat, en l'occurrence Djabet Yamina, diffusée à l'occasion (plus exactement la veille) du Mawlid Ennabaoui. Bien qu'étant à l'article de la mort, il demanda qu'on lui apportât sa kouitra (mandoline) pour réhabiliter son œuvre, massacrée en direct d'autant qu'il entamait une compilation de son répertoire medh pour le compte de l'INM... Accompagné au mizâne par son fils, le Cheikh entama trois couplets puis s'écria à l'adresse de son vis-à-vis : «Arrête!». Ce fut-là la dernière volonté d'un musicien perfectionniste, l'ultime soubresaut d'un artiste blessé dans son orgueil. C'était la veille de sa mort, un 19 février 1978...

Suivant des chroniques rapportées, léguées et transmises de génération en génération, ce cérémonial de célébration de cette fête, qui s'étalait sur sept jours dit «sbou» ou «saba» dont le septième est appelé «tachouicha», continu avec en guise des réjouissances collectives de la population dans un décor de liesse durant la semaine, donnait lieu en parallèle au niveau populaire à une foire de rencontre enrichissante, en tous les domaines : social, culturel, commercial et en particulier d'échanges multilatéraux. Les festivités étaient animées par les troupes soufies des Aïssaouas. Procession à destination de Ain El Hout et El Eubbad via Ain Wazouta, où des jeux étaient dédiés aux enfants... Situé sur la route qui mène au sanctuaire de Sidi Boumediène, cet espace - ou plutôt ce haut lieu de mémoire - hébergeait la Grande Kermesse. Il y avait là des jeux de toutes sortes, des baladins et des clowns, des bateleurs et des montreurs de singes, des charmeurs de serpents, des marchands de gâteaux et des vendeurs de confiseries traditionnelles. En marge de la fête, cet espace mythique abritait des séances de réconciliation entre des membres d'une famille en litige. Dans une atmosphère de chants, de dikrs, de qarqabous et de tambourins assourdisants, passait de temps à autre une troupe: c'était telle ou telle zaouïa ou tariqa: Derqaouas, Issaouas, Hamdaouas, Khouane Sidi



Blel, qui défilaient, chaque confrérie portant haut dans le ciel son étendard déployé au vent... D'où la dénomination vernaculaire hypocoristique de «tachouicha» (liesse populaire, ambiance de fête foraine «profane», notamment à Ain Wazouta, par rapport et en synchronie avec le programme solennel, religieux et spirituel, animé respectivement au sein de la grande Mosquée et des zaouïas). Une autre version est donnée à ce sujet par Lila Hamedi Cherif Benmoussa (via la page SOS Antiquité Tlemcen) qui explique : « Le 6^e jour on égorgeait le mouton techouicha. La tradition imposait à l'époque d'enlever une mèche (choucha) des cheveux du nouveau-né et la petite famille de la maman était invitée au déjeuner pour passer l'après-midi (taq'yil) avec les beaux-parents et leur fille afin de mettre les choses en ordre. Pour le lendemain, c'est-à-dire 7^e jour, les invités doivent être présents entre doht et el asr pour le rituel du henné dédié au bébé. Et pour la plupart du temps, on circoncisait le bébé garçon le jour de la techouicha...».

Ceux qui le pouvaient se rendaient le quatrième jour à Ain El-Houts, la patrie des Chorfas où une halte spirituelle est marquée devant les mausolées de Sidi Abdellah et Sidi Mansour... Le légendaire bassin des poissons de Qariet el Alaouiyyine fera partie du programme festif.

Jadis, depuis le premier jour, appelé Ziadet Ennebi - la naissance du Prophète - jusqu'au septième jour du Sabaâ Ennebi, chacun veille à suivre scrupuleusement le déroulement des festivités. Même si notre Prophète est né le 12^e jour de ce mois, les festivités s'étendaient autrefois à tout le mois. Elles commençaient par les youyous des femmes dès l'observation du croissant du mois de Rabie Al-Awwal, à partir des terrasses. Les fillettes dès lors sortaient chanter la célèbre chanson : A mouloud a mouloud... Les hommes, quant à eux, se réunissaient dans les mosquées pour célébrer la composition de Cheikh Laroussi chantant les louanges du Prophète... D'abord, les femmes disposent de singuliers plateaux contenant des bonbons et des sucreries, des parfums ou des fleurs de saison qu'on offre aux visiteurs.

Ensuite, elles préparent le repas traditionnel, en l'occurrence du «thrid bidjaj» ainsi que la fameuse «taqnetta» (déformation vernaculaire de «tsa-netsa», à priori d'origine amazighe) ou du «mchahad». Sans oublier la succulente confiserie appelée «fanid» dont seules deux familles détenaient la recette et le savoir-faire, à savoir les Tchenar et Benachenhou (à l'instar de la «brania fi dar Klouche fama»), si l'on croit Morsli Bouayed, un adepte du patrimoine immatériel. Ce gâteau qui existait à Tlemcen au XVe siècle, selon Al Uqbani, était fait sous forme de représentation

figurée pour être vendu à l'occasion des fêtes religieuses comme le Mawlid ou aussi à l'occasion de la fête du Nâyir (premier jour de l'année julienne). La première fois que nous avions entendu ce mot, c'était de la bouche du regretté Ba' Hamid, le coiffeur de la rue Basse, qui compara un «kâb' bouzel» fondant à du «fanid». Au Maroc, dans le jargon des narcotrafiquants, «fanid» signifie drogue par «euphémisme»...

Entre-temps, le père s'en va au marché acheter de l'encens, «el-bkhour», halqoum, halwat tork, les petites derboukas, les feux de Bengale, les bougies de différentes couleurs ainsi que les lustres en bois dites «triyâtes», que fabriquaient tous les menuisiers de quartier, au bout desquelles on fixe des bougies multicolores décorées de papier argenté ou doré ainsi que des friandises. Un décor «soft» parasité par la suite par l'intrusion des irrésistibles pétards : les «mhiraqâ» avec «ftila»... Pour les désargentés, c'est le système D, un procédé artisanal qu'on utilisait dans les années 60 lorsqu'on était enfant: un bout d'allumette comme poudre, un manche de rasoir ou accessoire de quincaillerie servant de support et un clou en guise de percuteur... Côté filles, le cérémonial est marqué par le port de la chedda, le karakou ou la blousa ba'smaq dite Zaïm avec un djabin ou un zerouf, le maquillage et l'application du henné sur la paume des mains opérée par la grand-mère qui dédie un hawfi pour la circonstance «Mchit el ourit...», parallèlement au chant en choeur des petites filles «A' mouloud, a' mouloud, hada mouloud ennebi...», sous les youyou des femmes (à propos d'un trait physique évoqué à travers ce chant, Bouba Madjani de l'université de Constantine, fera remarquer, lors d'une visite à la khalwa Cheikh Senouci, qu'au lieu de «choucha» qui veut dire mèche (voir ci-dessous tachouicha), il fallait dire «fedja» (fente esthétique au milieu de la denture de la mâchoire supérieure)...

Les garçons ne sont pas en reste puisqu'ils sont parés à cette occasion de leurs plus beaux atours : habits neufs traditionnels faits d'un pantalon bouffon, gilet et burnous blanc assorti d'une chechia... Un détour chez les Zmirli de Blas el khadem, Megheli à la rue de France, Adem de derb Lihoud, Abed de la rue de la Paix, Baghdad de la rue des écoles, Bendahma de la rue Clauzel, pour une photo souvenir... Cette fête religieuse constituait aussi une occasion pour la circoncision des enfants chez les Charif de la rue de Mascara, Choukchou de la rue Kaldoun, Soulimate de la rue de la Sikak ou Rahmoun de la Kissariya (outre les circoncisions collectives dans certaines zaouïas dont notamment la Hebriya de la rue Benziane)...

Le soir, c'est les zaouïas qui constituent le

pôle d'attraction pour les deux sexes. Destination : Derqaouia de Ars Didou, Mamcha de Bab el Hdid, El Hebriya d'El Medress, Boudlimi de Ras el Bhar, Tidjaniya de Hart Rma, Alaouiya de Sidi Hamed, Moulay Tayeb de Tafrata, Moulay Abdulkader de Bab el Hdid... A partir de la prière du Maghreb, commencent les veillées religieuses. Très vite, les mosquées et les zaouïas se remplissent. Parfois même les grandes maisons regroupent leur famille pour la «leyla». Jusqu'aux premières lueurs du Sobh, on lit le Coran et, dans une profonde communion des coeurs et des âmes, on psalmodie les oraisons célébres, les dikrs, appelés «el-mouldiyates». Piété, ferveur et sérénité cohabitaient en ces lieux, abstraction du climat de sécurité qui régnait dans les rues... Par ailleurs, il convient d'indiquer que le Pr Sari Ali Hikmet, président du club de culture soufie, a commis un livre intitulé «Les Mille et une Nuit du Mouloud», un livre qui lui a valu 30 ans de recherches exhaustives à travers le monde. «La commémoration n'est pas un souvenir du passé mais une trans temporalité qui fait vivre l'instant fondateur ici et maintenant. La nativité de l'Islam, en ce temps de post-Covid, nous donne l'espérance d'un nouveau monde reconstruit sur la Miséricorde Universelle. Ses chants sémantiques sont l'amour, le pardon et la paix», soulignera le Pr Sari Ali Hikmet qui devait présenter à cette occasion dans la soirée du samedi (16 octobre 2021) une conférence musicale sous le libellé «1001 Nuits du Mouloud» à l'IFT avec Rym Hakiki comme invitée d'honneur.

Rappelons que lors d'une célébration du Mouloud organisée par l'Association musicale Tarab el Acil de Tlemcen, présidée par Cheikh Abdulkader Bekkai, en 2006 à l'hôtel Les Zianides, une conférence sur la Nuit du Mouloud au Méchouar fut présentée par le défunt El Hadj Mohamed Baghli... Il faut souligner dans ce contexte que la maison de la culture Abdulkader Alloua avait abrité durant un mois une fastueuse exposition sous le thème «Si le Mouloud m'était conté» organisée dans le cadre de l'événement «Tlemcen 2011», à l'initiative de Réda Brix, muséologue, commissaire de l'exposition. La légendaire Mangana y figurait à travers un croquis au lieu d'une maquette. A quand une exhibition surprise à l'occasion d'un Mouloud d'une réplique (grandeur nature) de cette mythique Mangana (abstraction faite de sa reconstitution en 3 D)? Un projet que nos ingénieurs du laboratoire d'automatique (LAT) du pôle technologique de Chetouane (Tlemcen) ne devraient pas dédaigner. Il faut rappeler que cette année, cette fête musulmane sera célébrée ce mardi 19 octobre 2021 correspondant au 12 Rabi Al-Awwel 1443, soit le 1551^e anniversaire de la naissance du Prophète (QSSL).

Réchauffement climatique

Double peine pour le Moyen-Orient

Le Moyen-Orient sera particulièrement affecté par le réchauffement climatique dans un futur proche, avec des températures extrêmes et le déclin d'une économie fondée sur le pétrole à l'heure où le monde s'intéresse aux énergies renouvelables, estiment des experts.

«Notre région est classée comme zone à risque du changement climatique» par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et l'Organisation météorologique mondiale, agence des Nations unies, a rappelé mi-octobre le président chypriote Nicos Anastasiades lors de la Conférence internationale sur le changement climatique en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient.

Déficitaires en eau, la région, où vivent plus de 500 millions d'habitants, voit leurs températures augmenter deux fois plus vite que la moyenne mondiale, soit 0,45 degrés Celsius par décennie depuis les années 1980, selon les scientifiques.

Les terres se désertifient et les tempêtes de sable s'intensifient, tandis que la neige présente dans les montagnes se raréfie et avec elle l'eau des réseaux fluviaux dont dépendent millions de personnes.

Et les émissions à effets de serre de la région sont désormais supérieures à celles de l'Union européenne, selon des conclusions présentées à la conférence.

Cet été, d'immenses incendies ont dévasté Chypre, la Grèce, Israël, le Liban ou encore la Turquie et les températures ont dépassé les 50 degrés Celsius au Koweït, à

Oman, aux Emirats arabes unis, en Arabie saoudite, en Irak et en Iran.

PÉTROLE «ANACHRONIQUE»

«Ces événements tragiques ne sont pas tirés d'un film catastrophe, il s'agit de la réalité et du présent», a rappelé lors de la conférence Laurent Fabius, président de la COP21, sommet de l'ONU sur le climat ayant abouti à la signature de l'accord de Paris en 2015.

Ce pacte climatique historique avait vu la quasi-totalité de la planète s'engager à contenir le réchauffement «nettement» au-dessous de +2°C et si possible +1,5°C.

Mais à l'approche du début de la COP26, qui se déroulera à Glasgow (Ecosse) à partir du 31 octobre, de nombreux pays du Moyen-Orient n'ont toujours pas ratifié l'accord de Paris: l'Iran, l'Irak, la Libye et le Yémen.

Le Moyen-Orient présente de «graves problèmes» concernant le réchauffement climatique, résume Jeffrey Sachs, à la tête du Réseau des solutions pour un développement durable (UNSDSN) des Nations unies.

«Premièrement, il s'agit du centre mondial des hydrocarbures, dont dépendent de nombreuses économies de la région, des énergies devenues anachroniques et que nous devons cesser d'utiliser», explique M. Sachs, professeur à l'Université Columbia de New York. «Deuxièmement, c'est une région déjà sèche qui va s'assécher, donc il y aura de l'insécurité liée à l'eau et le déplacement de populations», prévient-il, appelant à «un



changement massif dans la région», malgré les divisions.

«Il faut juste qu'ils regardent le ciel. Les rayons du soleil nous donnent les bases pour une nouvelle économie verte», assure-t-il, évoquant l'énergie solaire.

60 DEGRÉS

D'ici la fin du siècle, si rien n'était fait pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, les températures pourraient augmenter jusqu'à six degrés Celsius et plus encore lors des vagues de chaleur extrême, avertit le chercheur néerlandais en chimie atmosphérique Jos Lelieveld.

D'après lui, les températures pourraient dépasser les 60 degrés Celsius dans les villes, transformées en îlots de chaleur en raison de leur densité, de l'asphalte et de la moindre végétation.

«Lors des vagues de chaleur, des gens meurent d'insolation ou d'arrêts cardiaques. Les personnes vulnérables vont souffrir», explique à l'AFP M. Lelieveld.

Cette hausse des températures pourrait devenir «les racines de conflits futurs», s'est inquiété M. Fabius, prédisant une hausse des tensions en raison de la raréfaction de l'eau.

Les relations sont déjà tendues dans plusieurs pays de la région,

autour notamment de la gestion des ressources hydriques des fleuves du Nil, du Jourdain, de l'Euphrate ou encore du Tigre.

M. Sachs a affirmé pour sa part que «les bouleversements dus aux importantes sécheresses ont partiellement déclenché et exacerbé la violence de masse» observée lors du conflit syrien. Selon une théorie controversée, l'arrivée de millions de paysans dans les villes syriennes en raison de sécheresses record entre 2006 et 2009 a aggravé les tensions sociales et créé un terreau fertile pour les manifestations anti-régime en 2011, réprimées dans le sang par Damas.

Espagne

Éruption : les vols annulés sur l'archipel des Canaries



Les avions étaient tous cloués au sol dimanche à l'aéroport de La Palma, sur l'archipel des Canaries, pour la deuxième journée consécutive, en raison du nuage de cendres qui s'échappe du volcan Cumbre Vieja, en éruption depuis un mois.

Les compagnies aériennes ont annulé les 38 vols prévus dimanche, la plupart d'entre eux en provenance et à destination des autres îles de l'archipel, a déclaré un porte-parole de l'aéroport.

Seuls 4 des 34 vols prévus samedi se sont déroulés comme prévu.

La compagnie aérienne locale, Binter, a indiqué dans un communiqué qu'elle reprendrait son activité «dès que possible et dès que les conditions permettront d'assurer des vols en toute sécurité».

Ce n'est pas la première fois que les connexions aériennes avec cette île de l'archipel atlantique des Canaries - situé en face du Maroc - sont affectées depuis que le volcan Cumbre Vieja (situé à 15 km de l'ouest de l'aéroport de La Palma) est entré en éruption le 19 septembre, pour la première fois en 50 ans.

L'éruption volcanique sur cette petite île qui compte 85.000 habitants n'a fait aucune victime, mais a causé des dégâts importants et provoqué l'évacuation de 7.000 personnes, dont certaines ont tout perdu sous les coulées de lave.

Au total, 750 hectares et plus de 1.800 bâtiments ont été ravagés par cette éruption volcanique, qui ne

montre pas de signe d'accalmie, selon de nouvelles estimations du système européen de mesures géospatiales, Copernicus.

«Nous sommes à la merci du volcan, lui seul peut décider quand tout cela sera fini», a déclaré le chef du gouvernement régional, Angel Vic-

tor Torres, devant les journalistes.

Le gouvernement central espagnol et le gouvernement régional des Canaries ont déboursé 300 millions d'euros pour la reconstruction de l'île, qui vit principalement du tourisme et des plantations bananières.

«Nous serons là jusqu'à ce que nous ayons reconstruit 100% de ce que le volcan a détruit», a déclaré jeudi le Premier ministre, Pedro Sanchez, dans une interview à la chaîne de télévision privée La Sexta.

Il s'est engagé à «dépenser tout l'argent nécessaire pour reconstruire cette merveilleuse île». L'île de La Palma connaît actuellement sa troisième éruption en un siècle, après celles du volcan San Juan en 1949 et du Teneguia en 1971, qui avaient fait moins de dégâts matériels mais avaient causé la mort de trois personnes.

France

Dans la plus grande prison d'Europe, des surveillants placés au cœur de la détention

Renforcer le rôle du surveillant en prison pour mieux prévenir les suicides, les violences ou les évasions. Dans la prison française de Fleury-Mérogis, la plus grande d'Europe avec 3.600 détenus et 1.300 surveillants, le directeur veut davantage responsabiliser les gardiens.

Ils sont présents lors des promenades, à l'entrée des parloirs, dans les coursives ou encore aux ateliers, souligne Franck Linares, nouveau directeur de cette prison, 57 ans dont 36 passés dans l'administration pénitentiaire. «Jusqu'alors, on recueillait leurs observations», poursuit-il lors d'un entretien accordé à l'AFP. «L'idée désormais est de les faire aussi participer à l'évaluation» des détenus.

«Le surveillant a à en connaître, donc il a à en dire», insiste Franck Linares qui a pris ses fonctions à Fleury-Mérogis, à 30 kilomètres au sud de Paris, en février.

Une vision partagée nationalement. En avril, le ministre de la justice Eric Dupond-Moretti a signé une charte en ce sens.

DE SURVEILLANT À DIRECTEUR

Dans de nombreuses maisons d'arrêt, comme à Fleury-Mérogis, le changement était déjà en cours. «J'arrive avec mon enthousiasme pour développer ce qui existait déjà», note Franck Linares, particulièrement bien placé pour parler du rôle du surveillant.

Lui-même a commencé en 1985 comme gardien de prison à la maison d'arrêt de Châlons-en-Champagne (est). A-t-il ressenti le manque de reconnaissance du métier, déploré par de nombreux syndicats? Non, assure-t-il. Mais désormais à la tête de la plus grande prison d'Europe, il estime que «son rôle» est de participer à «la reconnaissance» de ce métier.

Concrètement, avec la charte nationale, les agents peuvent participer aux réunions avec la Direction de l'administration pénitentiaire ou contribuer à une audience d'évaluation, ou même être à l'initiative de fouilles de cellules s'ils le rapportent ensuite à leur hiérarchie.

Outre la reconnaissance des personnels, l'objectif est l'efficacité. Faire participer les surveillants «aux briefings, aux temps d'appels, aux debriefings» permet «qu'il n'y ait pas de déperdition d'information».



et ainsi mieux prévenir les violences ou encore les suicides, assure M. Linares, en faisant visiter à l'AFP un des bâtiments de la prison.

«Aujourd'hui les détenus savent que le surveillant n'a pas de rôle décisionnaire, donc ils bafouent son autorité», estiment les représentants locaux du syndicat Ufap-Unsa Justice. «Nous donner des responsabilités va pouvoir renforcer notre autorité», se félicite le syndicat.

GIGANTISME SOUS CONTRÔLE

L'Observatoire international des prisons (OIP), association qui agit pour le respect des droits de l'homme en prison, craint au contraire que «donner plus de pouvoirs» au surveillant entraîne un manque de «dialogue» avec les détenus. Sur tout à Fleury où il est déjà difficile, selon l'enquêteur à l'OIP François Bes, de «privilégier la médiation» du fait du grand nombre de prisonniers.

Avec un taux d'occupation à 127%, Fleury-Mérogis se situe légèrement en-dessous de la moyenne nationale de 132%.

Dans ses cellules, ce sont des adultes et des mineurs, des femmes et des hommes, des condamnés et des personnes en attente de jugement qui sont répartis, selon les

profils, dans huit bâtiments contenant chacun 700 détenus. Avec des quartiers spécialisés, comme celui d'évaluation de la radicalisation ou encore celui réservé aux personnes transgenres, unique sur le territoire national.

Le tout encerclé par un mur de trois kilomètres.

«Ce gigantisme» ne pose pas de problème grâce à une «architecture bien pensée», assure Franck Linares. Comme ces couloirs en entonnoir conçus «pour voir en un coup d'œil» si la porte d'une cellule est ouverte. Ou la structure en tripales des bâtiments centraux, c'est-à-dire en forme d'hélice à trois branches, qui permettent qu'un surveillant soit «toujours visible» de ses collègues.

Et pour éviter encore davantage l'isolement des surveillants, Franck Linares prône le travail à plusieurs: «en binôme» ou «en îlotage».

L'enjeu primordial est «la bonne gestion des flux», notamment pour éviter de «générer une ambiance» tendue, explique Franck Linares. «C'est comme un cadencier de la SNCF»: un retard en début de journée et c'est un retard pour les parloirs et donc «des frustrations», il lustre-t-il.

«On nous confie des êtres humains. Alors tout ce qui profite à la personne qu'on a en charge profite par ricochet aux personnels».

«Taupe» des Russes au cabinet d'un ministre français de la Défense? L'ex-chef de la DGSE rétropédale



L'ancien directeur du service de renseignement extérieur (DGSE) Bernard Bajolet est revenu lundi sur ses propos diffusés dimanche soir dans un documentaire, où il semblait bien confirmer l'existence d'une «taupe» au sein du cabinet du ministre français de la Défense en 2017.

Interrogé pour la chaîne France 5 par la journaliste Caroline Roux sur le cas d'une «taupe» qui avait intégré le cabinet même du ministre Jean-Yves Le Drian, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, Bernard Bajolet répond dans ce documentaire consacré au président russe Vladimir Poutine: «En effet, quand j'étais directeur général de la sécurité extérieure, j'avais fait remonter à l'exécutif.

«Dans les années précédentes on disait «tout ça c'est terminé», après la Guerre Froide, on n'a plus à perdre son temps contre des espions qui n'existent plus (...) la priorité ce sont les affaires de terrorisme, mais pour autant, on voit bien que les activités d'espionnage n'avaient pas du tout cessé», poursuit-il. Dans une lettre envoyée à l'AFP lundi, Bernard Bajolet assure n'avoir «jamais voulu réagir à un cas individuel ni mentionner un cabinet en particulier, mais voulu souligner l'intensité des activités d'espionnage menées à l'encontre de notre pays par des puissances étrangères, dont la Russie, et l'importance de la fonction de contre-espionnage confiée aux services de renseignement».

«En aucun cas ma réponse ne

peut être considérée comme une confirmation de la réalité des allégations dont a fait état Mme Roux sur la présence d'un agent étranger dans le cabinet d'un ministre de l'époque», affirme-t-il.

«A aucun moment le cabinet Le Drian n'a été mis en difficulté», a de son côté réagi lundi matin le cabinet du ministre, où l'on se dit «très surpris des déclarations d'un ancien DGSE qui sait que cette typologie d'affaires est classifiée».

«Sur le fond, le contre-espionnage français (une compétence que n'a pas la DGSE) travaille remarquablement et sait déjouer les tentatives des puissances étrangères qui souhaiteraient approcher les lieux de pouvoir», commente encore le cabinet de Jean-Yves Le Drian.

Cette affaire avait été évoquée à l'époque par la presse. D'après le média français en ligne Mediapart, un espion du GRU, le service de renseignement militaire russe, avait recruté une «taupe» au sein du cabinet de Jean-Yves Le Drian lorsqu'il était ministre de la Défense sous la présidence de François Hollande.

Selon Mediapart, «des notes de la DGSE relataient en particulier des rendez-vous entre l'officier supérieur français et son officier traitant russe. Des comptes-rendus de réunions ministérielles auraient été transmis». «A priori, il s'agissait pour le gradé d'expliquer la nouvelle politique de la France vis-à-vis de l'est de l'Europe» à «un interlocuteur qui s'était présenté à lui comme un diplomate», soulignait le média en ligne.

Cinéma africain Les échos du Fespaco de Ouagadougou

Le 27e Festival international de cinéma et de télévision de Ouagadougou (Fespaco), le plus grand d'Afrique qui s'est ouvert samedi pour une semaine.

RESILIENCE

«La tenue de cette biennale du cinéma africain, dans un double contexte de défis sécuritaire et sanitaire, témoigne de la résilience et de l'abnégation du peuple burkinabè», a estimé dimanche le président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré.

COOPERATION

«Il y a en France une très grande diaspora africaine, des binationaux, des nationaux ou des Africains. Il était important pour nous d'envoyer ce message d'amitié et de continuer de travailler sur une collaboration, sur une coopération qui soit à la hauteur des enjeux du Fespaco», a déclaré la ministre française de l'Égalité, Elisabeth Moreno, présente à Ouagadougou.

«Le Fespaco est festival reconnu non seulement au niveau de tout le continent africain mais au-delà du continent, en Europe et au niveau mondial» et il «me semblait tout à fait important, puisque notre ministre de la Culture ne pouvait être là, que je sois là».

CONSECRATION

Une statue de bronze grandeur nature du cinéaste sénégalais Alain Gomis, double lauréat de l'étoile d'or de Yennenga (2013 et



2017), récompense suprême du Fespaco, a été dévoilée sur l'avenue de la colonne des Étalons, où trônent déjà celles d'une dizaine de lauréats du grand prix du Fespaco.

«C'est un sentiment de fierté pour cette double consécration. Quand je vois sur cette avenue une statue de Sembène Ousmane, un des pionniers du Fespaco, et un jeune talent comme Alain Gomis, cela veut dire que nous sommes sur la bonne voie, que le cinéma africain est encouragé», s'est

réjoui Abdoulaye Diop, ministre de la Culture du Sénégal, pays invité d'honneur du Fespaco.

GALA DES CELEBRITES

Organisé depuis 2017 en marge du Fespaco, le gala des célébrités déroule le tapis rouge aux cinéastes et acteurs du monde sportif, de la mode et de la musique. Dans l'enceinte de l'hôtel de ville de Ouagadou-

gou, plusieurs célébrités ont reçu des trophées d'hommage dont les Burkinabè Serge Henry, acteur, et Iron Biby, «l'homme le plus fort du monde».

Le styliste ivoirien Pathé'O et la costumière sénégalaise Oumou Sy ont également été célébrés lors de la soirée qui vise à «susciter un grand intérêt médiatique pour le rayonnement du Fespaco et de la ville de Ouagadougou», selon sa principale initiatrice, Georgette Paré.

Afghanistan

Sevrage de force pour les toxicomanes à Kaboul



Ils ont des têtes rasées, des tuniques trop grandes et des regards de bêtes traquées. Pour les toxicomanes rafélés par les talibans sous un pont de Kaboul ou confiés par leurs familles à un centre de réhabilitation, 45 jours de sevrage forcé commencent.

Leur cache est connue de tous. A Pul-e-Sukhta, le pont sous lequel la ville recrache ses eaux usées, les toxicomanes de Kaboul vivent et meurent à l'abri des regards.

Une présence intolérable pour la nouvelle police talibane qui multiplie les rafles.

Deux combattants, armés de M16 et d'AK47 ont été envoyés ce matin pour secourir les silhouettes amorphes au milieu d'un amoncellement de coussins, de couvertures, de sacs de sable et de seringues ou de pipes à crack.

Après quelques tirs de semonce, les toxicomanes sont poussés sans ménagement dans des ambulances direction le service de réhabilitation de l'hôpital Ibn Sina, installé

dans une ancienne base militaire.

Le directeur du centre, le Dr. Ahmad Zohar Sultan, peut accueillir un millier de patients. Et il y vide la mer du fléau national à la petite cuillère.

«La drogue est un terrible problème dans notre pays, il y a près de quatre millions de toxicomanes», explique à l'AFP le médecin.

Environ 10% de la population afghane est aux prises avec la drogue, un record mondial confirmé par les enquêtes internationales. «C'est la politique de l'Emirat islamique, ils en arrêtent davantage. Ils veulent nettoyer la ville de ceux qui l'enlaidissent. Alors dès que nous avons des places, ils vont les chercher. Aujourd'hui, nos 1.000 lits sont presque tous occupés», ajoute-t-il.

«Pour l'instant, nous travaillons gratuitement, personne n'a été payé depuis quatre mois. Nous espérons que les choses s'arrangent».

Le séjour de «Réhabilitation» dure 45 jours

et s'apparente plutôt à un sevrage au cours duquel les hommes passent leurs journées couchés sur leurs lits, dans des chambres collectives ou des dortoirs, ou accroupis dans les cours pour profiter des rayons du soleil d'automne.

Il y a un peu de méthadone pour les accros à l'opium, rien pour les usagers de méthamphétamine, indique le Dr Sultan.

Ce matin Emal, 36 ans, arrive en trainant des pieds dans la salle d'enregistrement. Un volontaire (ils sont souvent choisis parmi d'anciens pensionnaires) ouvre son registre.

«POUR NOUS PILLER»

- Quel est ton nom ? Emal.
- Celui de ton père : Abdul Matin.
- Marié ? Oui. J'ai trois enfants, deux filles et un garçon.
- Tu as un travail ? Actuellement non.
- Quelle drogue prends-tu ? Cristal (méthamphétamine).

thamphétamine).

- Tu es déjà venu à l'hôpital ? Oui, trois fois. Là c'est la quatrième. J'étais sorti il y a 10 jours.

Bilal Ahmad, 22 ans, maigre et craintif comme un chat de gouttière, prend sa place sur la chaise. Lui aussi indique être accro à la «meth» et être passé par le programme «il y a un an, ou un an et demi».

«Je suis content d'être là», assure-t-il à l'AFP, en jetant autour de lui des coups d'œil qui disent le contraire. «Dans 45 jours, si Dieu le veut, nous pourrons retourner chez nous».

La fouille est minutieuse : replis des vêtements, chaussures, tout est inspecté à la recherche de drogue.

- Ouvre la bouche. Plus grand. Tire la langue.

En groupe de six, ils sont ensuite conduits dans le bâtiment carrelé des douches, où on leur remet les tenues kaki, longues chemises et pantalons amples, une dosette de shampoing, pas de serviette. Ils en sortent après, dégoulinants, pour passer entre les mains agiles de barbiers qui leur rasent les cheveux mais pas la barbe.

Ce traitement leur donne un air de famille et c'est en fratrie apeurée, épaules voutées, démarche hésitante, qu'ils sont conduits dans l'un des bâtiments où une chambre à cinq lits leur est attribuée. Deux infirmiers leur prennent la tension, le pouls, la température.

Le dortoir voisin est occupé par une trentaine d'hommes de tous âges, couchés sur leur couvertures. L'un joue un air enfantin sur une flute traversière en bambou. Un autre, portant sa main à la bouche, fait signe qu'il a faim. Le centre a pourtant près d'un an de réserves et offre trois repas par jour, assure le Dr Sultan, en faisant visiter un entrepôt aux étagères pleines de sacs de riz et de boîtes de conserve.

«Nous sommes dans un quartier mal famé», dit-il. «Le 15 août, le jour où Kaboul est tombé aux mains des talibans, des centaines de personnes se sont massées à nos portes, pour nous piller. Mais nous avons résisté, avec nos patients. Et nous les avons repoussés.»

Inde : des pluies diluviales au Kerala font 26 morts et de nombreux disparus



Au moins 26 personnes ont été tuées et de nombreuses autres portées disparues après que des pluies diluviales se sont abattues sur l'Etat indien du Kerala (sud), selon un nouveau bilan annoncé dimanche par des responsables. Les fortes précipitations ont entraîné un engorgement des sols, des inondations et des glissements de terrain dans plusieurs régions de l'Etat.

Un précédent bilan a fait état de 10 morts.

Les autorités ont demandé au personnel de la Force nationale d'intervention en cas de catastrophe (NDRF), ainsi qu'aux forces de défense, de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air, de procéder à des opérations de sauvetage et de secours.

Les médias locaux ont rapporté que plus d'une dizaine de personnes avaient été portées disparues en raison de glissements de terrain associés aux fortes pluies.

«Les opérations de recher-

che sont en cours pour retrouver les personnes disparues dans les débris des districts de Kottayam et d'Idukki», a indiqué un responsable. Le ministre fédéral de l'Intérieur, Amit Shah, a déclaré dimanche que le gouvernement indien surveillait la situation au Kerala et avait déjà déployé des équipes de la NDRF pour contribuer aux opérations de sauvetage dans les parties de l'Etat qui ont été ravagées par les précipitations.

Incendie dans la plus grande raffinerie de pétrole du Koweït



Les pompiers ont réussi lundi à maîtriser un incendie dans la plus grande raffinerie de pétrole au Koweït, qui s'était déclaré plus tôt dans la matinée.

Environ deux heures après avoir annoncé l'incendie - qui n'avait interrompu ni les opérations du site ni les exportations d'or noir-, la compagnie nationale de pétrole du Koweït a déclaré qu'il avait été maîtrisé.

Plus tôt, des nuages de fumées étaient visibles au-dessus du site de Mina al-Ahmadia, situé sur le Golfe face à l'Iran à environ 40 km au sud

de la capitale koweïtienne, selon un photographe de l'AFP sur place.

Après avoir assuré dans un premier temps que personne n'avait été blessé, la compagnie a tweeté que «quelques travailleurs ont été légèrement blessés et d'autres ont eu du mal à respirer après avoir inhalé des fumées».

«Les blessés ont été soignés sur place et leur état de santé est bon. Deux autres blessés ont été transférés à l'hôpital Al-Aden et leur état est stable», a-t-elle poursuivi.

La raffinerie Mina al-Ah-

madi, qui fait 10,5 kilomètres carrés, a commencé ses opérations en 1949.

C'est la plus grande des trois raffineries de la compagnie nationale de pétrole du Koweït. Elle produit chaque jour environ 466.000 barils de pétrole.

Une quatrième raffinerie d'une capacité de 615.000 barils par jour est en cours de construction au Koweït, et devrait être opérationnelle d'ici la fin de l'année.

Ce riche pays du Golfe produit environ 2,4 millions de barils par jour et en exporte la majeure partie.

France: des proches de l'ancien président Sarkozy jugés dans l'affaire dite des «sondages»

Le procès de cinq anciens proches de l'ex-président français Nicolas Sarkozy, dont l'ancien secrétaire général de la présidence Claude Guéant, a débuté lundi à Paris dans le cadre de l'affaire des sondages surfacturés commandés par l'Elysée pendant son quinquennat.

L'ex-chef d'Etat (2007-2012) est protégé depuis l'origine dans ce dossier par son immunité présidentielle. Cité comme témoin au procès par l'association de lutte contre la corruption Anticor, à l'origine de l'affaire, il a fait savoir dans une lettre au tribunal qu'il n'entendait pas venir à l'audience.

L'affaire dites des sondages, qui a débuté en 2010, a révélé les très nombreuses études d'opinion payées par l'Elysée - le palais de la République française - sur la

popularité du président, ses réformes ou des questions d'actualité, mais aussi sur des rivaux politiques ou sur l'image de son épouse Carla Bruni.

Une «addiction sondagière, une conduite à la petite semaine, au GPS des sondages», avait dénoncé en 2012 un élu écologiste français, Raymond Avrillier, qui avait obtenu via la justice administrative des documents de l'Elysée. Ce dernier doit témoigner au procès.

Pendant un mois, le tribunal doit se pencher sur des soupçons de favoritisme et de détournement de fonds publics concernant des contrats conclus par le palais de l'Elysée, sans publicité ni appel d'offres.

Parmi les prévenus figure l'ancien conseiller du président Patrick Buisson, historien et journaliste venu de

l'extrême droite, jugé pour recel de favoritisme, détournement de fonds publics et abus de biens sociaux.

Sont également poursuivis l'ancien co-directeur de l'institut français de sondage Ipsos, Pierre Giacometti, l'ancien ministre Claude Guéant, à l'époque secrétaire général de la présidence, ainsi que son ex-directrice de cabinet et un ancien conseiller.

Nicolas Sarkozy est le premier ancien président de la Ve République à être condamné à des peines d'emprisonnement ferme. Condamné à un an de prison ferme en mars pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire dite «des écoutes», il s'est vu infliger fin septembre une autre année d'emprisonnement ferme pour financement illégal de campagne. Des sanctions dont il a fait appel.

Equateur: au moins 11 morts dans un accident d'autocar



Au moins onze personnes sont décédées lundi dans un accident d'autocar tombé dans un ravin des Andes équatoriennes, ont annoncé les services d'urgence.

«Pour le moment nous déplorons onze morts et douze

blessés», a indiqué le centre opérationnel de secours dans un communiqué.

L'autocar circulait sur une route entre Guayaquil et Ambato, et s'est abîmé dans un ravin de 100 mètres vers 00H30 près de la ville de Colta, dans la province de

Chimborazo (sud), a-t-on affirmé de même source.

Les accidents de la circulation sont parmi les principales causes de décès en Equateur. Plusieurs accidents d'autocar depuis le début de l'année ont fait un vingtaine de morts.

Publicité

VILLAS

■ Location villa 450 m², R+1, St-Hubert + villa 350 m² avec piscine Bel Air + Villa 500 m², piscine à trouville + local 180 m² Akid Lofti + local 90 m², Ville nouvelle + local 400 m² Courbet + local 35 m² Miramar – Tél : 041.36.16.43 / 041.36.16.42

EMPLOIS

■ Clinique cherche optométriste : envoyez vos CV fax : 041.24.36.59

APPARTEMENTS

■ A vendre un appartement à Gdyel, F3, 1^{er} étage, 36 logements LSP, acté, adresse, en face CEM. Courtier s'abstenir – Tél : 0561.52.62.89

DIVERS

■ Vous entendez mal ; votre enfant entend mal ; bilan auditif gratuit. Pour RDV tél : 0560.47.00.

PENSÉE

À la mémoire de LAZADJ Belkheir,

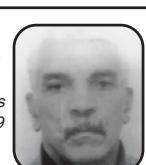


Il y a de cela 2 années, jour pour jour, que tu nous as quittés le 19/10/2019. Nous demandons à tous ceux et celles qui l'ont connu, d'avoir une pieuse pensée pour lui.

« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. »

PENSÉE

BENALI Hocine



Le mot papa est beau, tu le portais à merveille ; le 19 octobre 2015 tu nous as quittés à jamais, cher papa et cela fait 6 ans. C'est un énorme vide que tu as laissé et chaque jour est un combat contre ton absence que personne ne pourra combler. Tu étais un mari, un papa un papi et un ami merveilleux. Tu nous manques chaque jour. Repose en paix cher papa. Tes enfants et petits-enfants qui t'aiment...

رَحْمَةُ اللّٰهِ

• 2

10.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal 13h00
12.55 Ça commence aujourd'hui
14.05 Ça commence aujourd'hui
15.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.05 Tout le monde a son mot à dire
17.40 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal 20h00

20.10 Les pouvoirs extraordinaires du corps humain



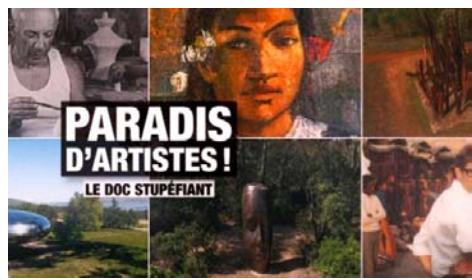
Présenté par Michel Cymes, Adriana Karembeu
L'arthrose touche 10 millions de français. Elle est due à une usure du cartilage mais aussi à une inflammation de tous les tissus qui entourent l'os, provoquant douleur et perte de mobilité. Quant à l'ostéoporose, elle n'est pas douloureuse mais induit une baisse de la densité de l'os et des modifications de son architecture. L'os est plus fragile, donc le risque de fracture augmente.

20.05 La mort est dans le pré



Téléfilm policier - France - 2020
Avec Fred Testot, Myriam Bourguignon, Grégoire Colin, Thierry Frémont
Le cadavre d'un homme, une étiquette bovine accrochée au cou avec la mention «Peuvent-ils souffrir ?», est retrouvé dans l'entreprise d'abattage et de conditionnement de viande Chevalier. Le cadavre s'avère être celui de Pierre Luchaire, un flic infiltré, appartenant à une division authentique et méconnue de la police, spécialisée dans la surveillance vétérinaire nationale.

20.10 Paradis d'artistes !



Ce documentaire met en lumière les lieux où les artistes ont trouvé refuge, des paradis perdus qui ont nourri leur imagination et transformé leurs créations. La Polynésie a servi de décor aux plus belles œuvres de Gauguin, qui passa les dix dernières années de sa vie à Tahiti puis aux Marquises où il n'a pas laissé que des bons souvenirs. C'est à Marrakech qu'Yves Saint Laurent a quant à lui puisé l'inspiration pour ses plus belles créations.

arte

TF12

11.05 Annie & Pony
11.50 Luo Bao Bei
13.10 Une saison au zoo
14.40 Une saison au zoo :
15.30 Ninjago : Les Secrets du spinjitzu interdit
16.15 Angelo la débrouille
17.00 Oscar & Malika toujours en retard
17.55 Il était une fois... l'Homme
18.25 Une saison au zoo
19.25 Culturebox l'émission

C8

10.45 La quotidienne
12.00 Imprévus
12.05 La vie secrète du zoo
12.40 Le magazine de la santé
13.35 Vétérinaires de l'Arctique
14.05 La magie de l'oeuf
14.55 L'Amazone, fleuve-océan
15.55 C Jamy
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 C à vous la suite
19.55 La cuisine à l'heure espagnole
20.45 Qui a volé le goût de l'orange ?
21.40 C ce soir

09.55 Planète Méditerranée
10.55 Sur les toits des villes
11.50 Arte journal
12.00 Arte Regards
12.35 Phantom Thread
15.00 Sur les toits des villes
15.55 Invitation au voyage
16.45 X-enius
17.10 L'Italie par la côte
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.50 Sécheresse en Europe : catastrophe en vue
20.45 À sec : La grande soif des multinationales
21.40 L'homme a mangé la Terre

08.45 Si près de chez vous
11.15 Crimes et faits divers : la quotidienne
14.05 Si près de chez vous
17.25 The Big Bang Theory
20.05 Babylon A.D.

11.45 William à midi
13.20 Inspecteur Barnaby
17.10 Le 6 à 7
18.09 TPMP : Le before
18.41 TPMP : première partie
19.38 Touche pas à mon poste !
20.19 L'homme qui tua Liberty Valance



CINE + PREMIER 19.50

THE NICE GUYS

Film policier - Etats-Unis - 2016

Avec Russell Crowe, Ryan Gosling,

Angourie Rice, Matt Bomer, Yaya Alafia

A Los Angeles, en 1977, Misty Mountains, une célèbre actrice, meurt dans un étrange accident de voiture. Dans cette même ville, Jackson Healy, modeste détective privé aux méthodes musclées, est payé par Amelia Kuttner pour la débarrasser de deux hommes qui la suivent. Un de ces hommes est Holland March, un détective privé particulièrement maladroit. Cet ancien policier tente de s'occuper de sa fille adolescente.

CANAL+ CINEMA 19.53

2067



Film de science-fiction - Australie - 2020

Avec Kodi Smit-McPhee, Ryan Kwanten, Sana'a Shaik, Deborah Mailman

Epuisée par les différentes étapes du changement climatique, la Terre est devenue peu à peu inhabitable. Les espèces végétales se sont éteintes et l'oxygène s'est fait extrêmement rare, entraînant la fin des civilisations mondiales. Seule une ville en Australie est parvenue à survivre et ses habitants, plongés dans les ténèbres, luttent pied à pied pour produire de l'énergie et de l'oxygène synthétique fabriqué par la société privée ChroniCorp.

CINE + FRISSE 19.50

LA CHUTE DE LA MAISON BLANCHE



Film d'action - Etats-Unis - 2013

Avec Gerard Butler, Aaron Eckhart, Finley Jacobsen, Dylan McDermott

Mike Banning, garde du corps du président des Etats-Unis, n'est pas parvenu à sauver la femme de l'élu au cours d'un accident de la route. Les mois ont passé et Mike, qui reste marqué par l'événement, travaille désormais au département du Trésor. Sa morne matinée de travail est bouleversée quand un commando terroriste attaque la Maison Blanche. Témoin direct des événements, il décide aussitôt d'intervenir.

TF1

20.05 Koh-Lanta la légende



10.00 Les feux de l'amour

11.00 Les douze coups de midi

12.00 Journal

12.45 Météo

12.55 Une nuit glaçante pour ma fille

14.40 Prise au piège avec mon fils

16.30 Familles nombreuses : la vie en XXL

17.35 Ici tout commence

18.10 Demain nous appartenir

18.55 Météo

19.00 Journal

19.45 My Million

20.00 C'est

Canteloup

Présenté par Denis Brogniart

La compétition se fait de plus en plus difficile à mesure que les jours passent, les aventuriers devant parvenir à faire abstraction de la faim et la fatigue grandissantes. Entre l'épreuve de confort, qui assure au vainqueur une récompense bien utile pour reprendre des forces ou se remonter le moral, et celle d'immunité, cruciale, les candidats doivent continuer à nouer des alliances et élaborer des stratégies. Tous savent en effet que seulement trois d'entre eux pourront, à la fin de l'aventure, monter sur les mythiques poteaux de Koh Lanta.

M6

20.05 Red



Film d'action - Etats-Unis - Chine - 2010

Avec Bruce Willis, Helen Mirren, Morgan Freeman, John Malkovich

Ancien agent de la CIA, Frank Moses a bien du mal à se faire à sa nouvelle vie de citoyen lambda. Il tue le temps en parlant au téléphone avec Sarah Ross, chargée de clientèle dans sa caisse de retraite. Un jour, une unité d'élite fait irruption chez lui pour le supprimer. Il réussit in extremis à neutraliser les tueurs et se précipite auprès de Sarah, craignant pour sa vie.

CANAL+

20.00 Ligue des champions



- Paris SG / RB Leipzig

Après le nul concédé face à Bruges et la victoire acquise contre Manchester City, Ander Herrera et les siens veulent faire le plein de points lors de la double confrontation face aux Allemands du RB Leipzig, pour conforter leur premier place du groupe. Mauricio Pochettino, le coach du PSG, compte sur le trio Lionel Messi, Kylian Mbappé et Neymar Jr. pour trouver la faille ce soir.

PLANÈTE +

10.22 Ingénieurs de l'Antiquité

12.10 Le marcheur des Amériques

13.00 Very Food Trip

13.33 Plus près des étoiles

15.00 Chambord :

Le château, le roi et l'architecte

16.39 Fautes

entre l'accusé

18.10 Le marcheur des Amériques

19.05 American

Pickers, la brocante made in U.S.A.

19.55 À droite

sur la photo

21.51 Le catalogue

Goering : une

collection d'art et de sang

TFX

W9

08.10 Mamans & célébres

11.10 Friends

15.10 Mamans & célébres

17.00 La bataille des couples

19.00 Friends

20.00 Petits plats en équilibre

20.05 Le droit de tuer



09.30 W9 Hits Gold

10.35 W9 Hits

11.50 NCIS

15.40 Un dîner presque parfait



17.50 Les Marseillais vs le reste du monde

20.00 Météo

20.05 Etat de choc

Bélier 21-03 au 20-04

Une personne que vous avez perdue de vue va vous manquer si vous ne cherchez pas à la retrouver. Vous ressentez cette séparation comme une frustration que vous ne supportez pas vraiment.

Taureau 21-04 au 21-05

On pourrait avoir des réactions violentes à votre égard. Vous feriez bien de faire attention à tout ce que vous allez pouvoir dire. Préparez-vous à faire preuve de compréhension.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous faites un peu trop confiance à quelqu'un qui tient jamais parole mais vous ne serez pas déçu car vous vous attendiez à cette défection du dernier moment.

Cancer 22-06 au 22-07

Nul doute à avoir, à propos d'une affaire qui vous revient, vous saurez parfaitement négocier cette opération qui nécessite pourtant énormément de compétences.

Lion 23-07 au 23-08

Une affaire importante pourrait se traiter. Tout dépend de la façon dont vous évaluerez les choses. Soyez sur vos gardes. Votre jugement ne doit faillir. La prudence est recommandée en de telles circonstances.

Vierge 24-08 au 23-09

Avant de prendre une décision importante prenez soin de demander un avis à quelqu'un à qui vous pouvez faire confiance.

Balance 24-09 au 23-10

Ne vous forcez pas à répondre à une invitation qui ne vous intéresse pas beaucoup. Ce n'est pas votre genre d'accepter une rencontre sans réfléchir, alors restez chez vous ou bien organisez-vous un rendez-vous qui soit plus dans vos goûts.

Scorpion 24-10 au 22-11

Vos finances sembleront menacées par des influences négatives extérieures de votre contrôle. Tout ce que vous pouvez faire c'est préparer un plan d'urgence dans l'éventualité où le pire pourrait arriver.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Vous vous sentirez particulièrement enthousiaste à une proposition agréable. Ne laissez pas retomber ce merveilleux sentiment à la vue d'une personne que vous aimeriez mieux ne pas rencontrer dans ces circonstances.

Capricorne 22-12 au 20-01

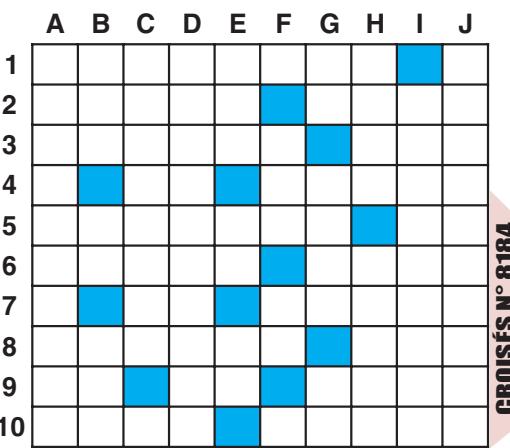
Votre vie personnelle aurait une très nette tendance à s'améliorer. Prenez soin de vous. Une note d'égoïsme serait souhaitable surtout au début de la journée.

Verseau 21-01 au 18-02

Des préoccupations personnelles bien particulières vous importunent quelque peu. Vous trouvez la parade incontournable à une attaque personnelle de quelque chose que vous n'aviez pas vu venir.

Poissons 19-02 au 20-03

Vous vous sortez d'une situation inhabituelle que vous connaissez pour l'avoir déjà vécue. Vous retrouvez peu à peu vos points de repère.

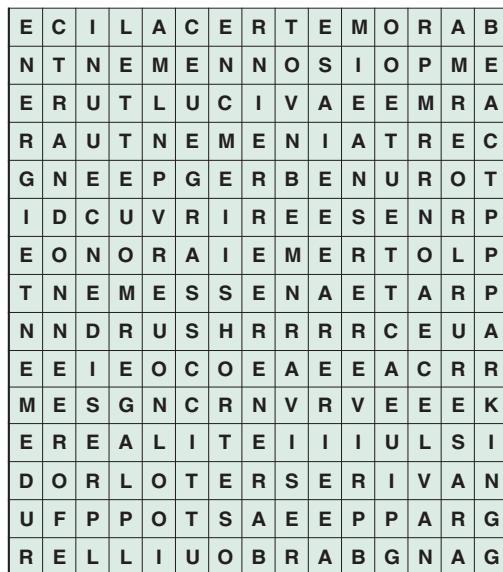


Horizontalement:

1. Sa panne fait arriver en retard.
2. Caisse de versement. Barbe.
3. Caisse de lardons. Ci-git Homère ?
4. A la pointe de l'épée. Félicite éternelle.
5. Flambée. Train onze.
6. La cohorte sublime. Se fit entendre.
7. Bout d'ébène. Perdu de sa consistance.
8. Dans son milieu. Pièce de parcours.
9. Deux en un. Article. Tourne.
10. Scorpion d'eau. Espèces.

Verticalement:

- A. Contrainte.
- B. Cria. Code de la route. Dément.
- C. Couverts d'or blanc.
- D. On y donne toute la gomme, en vain !
- E. Pâle ale. Lâchées du lest. Est en règle.
- F. Fini. Grecque.
- G. Note élevée. Tête en l'air. Du cinéma !
- H. Va à fond de train. De varappe.
- I. Trou d'eau.
- J. Places aux affaires.

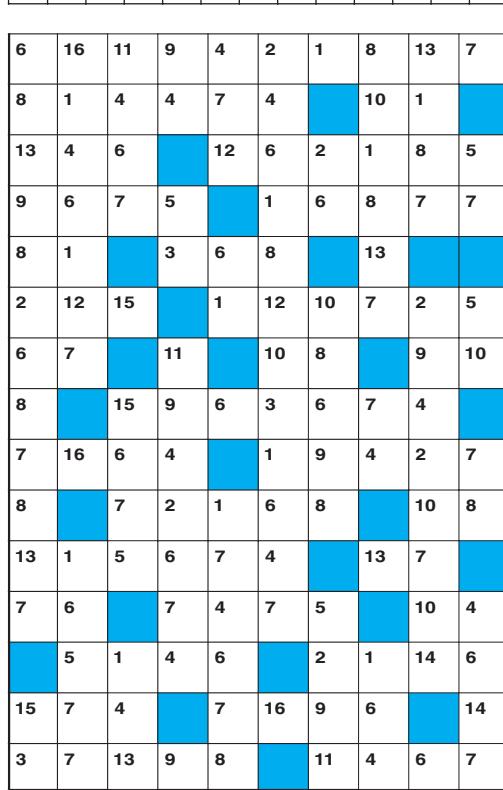


AERER – ANESSE – ARENE – ARMEE – AVICULTURE – AVISER - BARBOUILLER - BAROMETRE – CALICE – CERTAINEMENT – CONTER – CORNE – DORLATOR – EMPOISONNEMENT – ENERGIE – FRANCHEMENT – GANG – GOSSE - GRAPPE – MOUETTE – NAVIRE – NOUER – PARKING – PILER – PLAGUE – PLACER – POIRE – PREAVIS – PRESIDENCE – PRIERE – PRIVER – PUCE – RANDONNEE – RASER – REALITE – RUDEMENT – RUER – RUSE – SAVEUR - STOP – TROT.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

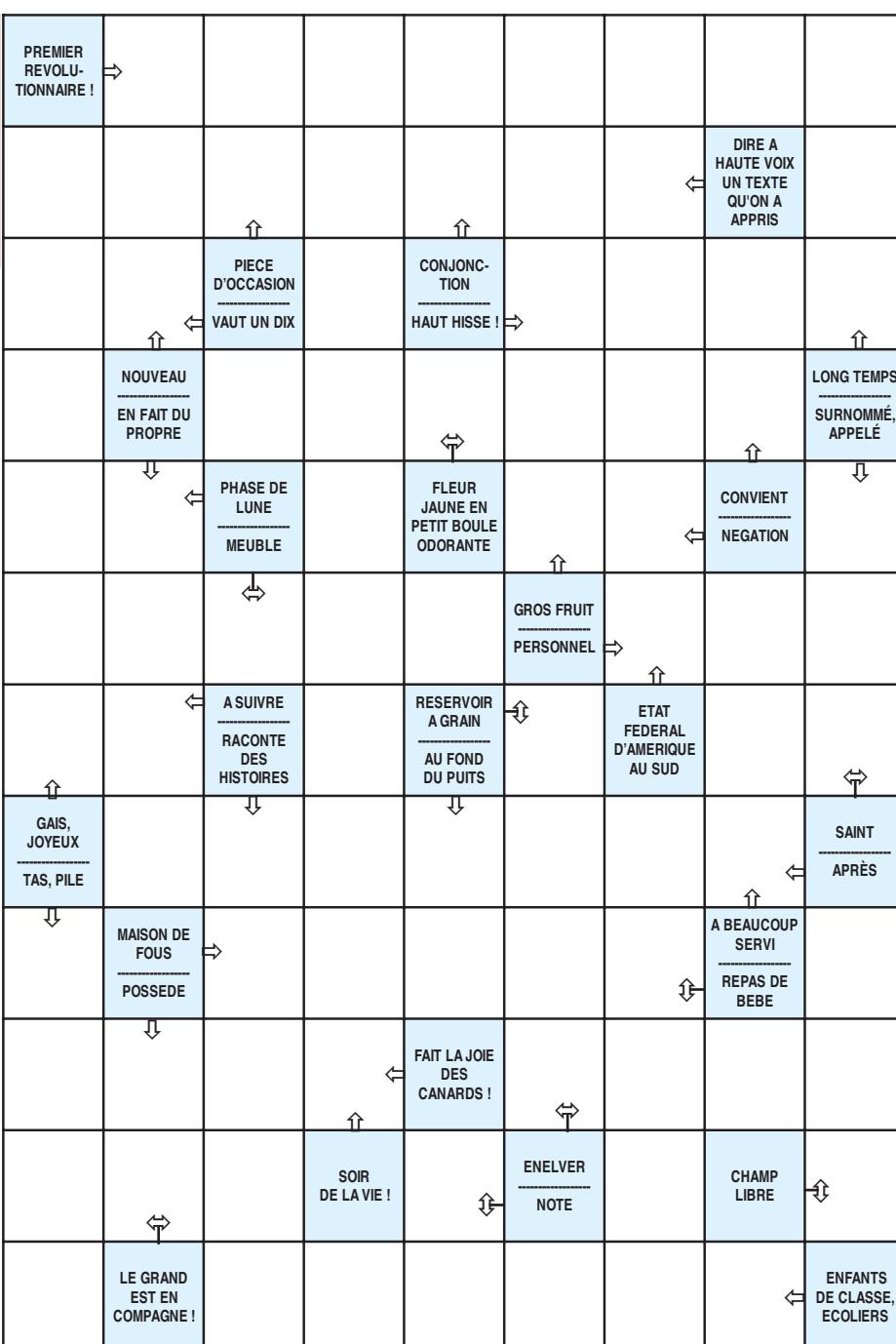
- Mon 1er c'est la rive.
- Mon 2e se fend la pipe.
- Mon tout c'est la maison du mouton.

1	2	3	L	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	



Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLECHÉS N° 8184



10 ERREURS



LES SOLUTIONS

CROISÉS N° 8183

S	O	U	F	F	L	E	R	L
A	P	U	R	S	E	V	E	
P	E	S	T	E	R	C	A	T
E	R	E	T	E	N	A	N	
R	E	S	M	B	L	E	A	
D	T	E	E	U	E	S	E	
E	T	O	U	R	D	I	E	
F	E	U	L	I	R	E	N	
P	R	E	S	E	A	U		
H	Y	S	T	E	R	I	Q	U

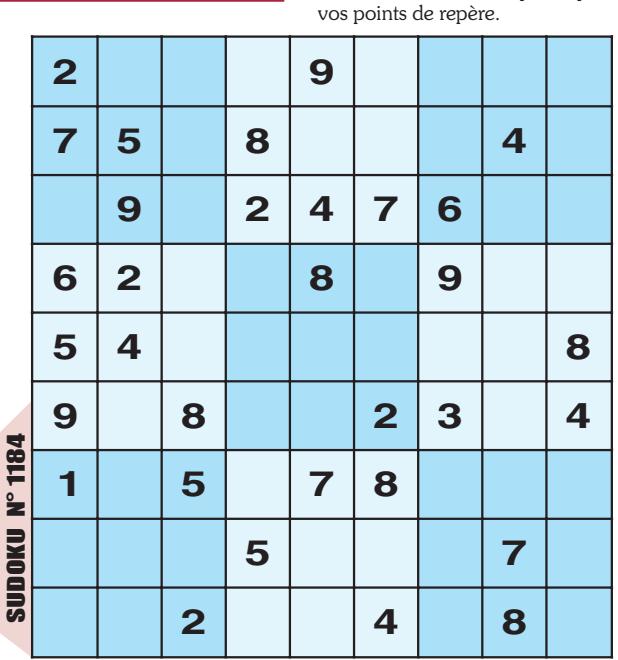
SUDOKU N° 1183

8	6	9	4	7	3	2	5	1
4	1	5	9	8	2	7	3	6
2	3	7	6	1	5	4	9	8
6	5	3	7	9	4	1	8	2
7	9	8	5	2	1	6	4	3
1	4	2	8	3	6	9	7	5
5	8	6	2	4	9	3	1	7
9	7	1	3	6	8	5	2	4
3	2	4	1	5	7	8	6	9

FOUILLES N° 8183
JARDINIER (Jars - Dit - Nier)

CODÉS N° 8183

1	A	2	P	3	4	L	5	N	6	T
7	S	8	E	9	10	O	11	U	12	I
13	M	14	D	15	16	Z	17	H	18	G
19	20	21	22	23	24					
25	26									



**Colin Powell,
premier
secrétaire d'Etat
afro-américain,
meurt du
Covid-19**



Le «général-diplomate» Colin Powell, premier secrétaire d'Etat afro-américain à la réputation entachée par son soutien à l'intervention en Irak, est décédé lundi à l'âge de 84 ans de «complications liées au Covid-19». Il souffrait par ailleurs d'un myélome multiple, une forme de cancer du sang qui affecte le système immunitaire, selon des médias américains. Les personnes immunodéprimées sont plus vulnérables face au Covid-19.

Colin Powell est mort à l'hôpital Walter Reed, situé dans la banlieue de Washington, où sont souvent soignés les présidents américains. M. Powell a été le premier Afro-Américain et l'homme le plus jeune à occuper le poste de chef d'état-major des armées de 1989 à 1993, avant de devenir le premier secrétaire d'Etat noir sous la présidence républicaine de George W. Bush. Modéré de tempérament, M. Powell a bataillé pour faire valoir son point de vue de paix face aux «faucons» de l'administration Bush, comme le vice-président Dick Cheney ou le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, très «vieux en guerre» après les attentats meurtriers de septembre 2001.

C'est au sujet de l'Irak que les tensions avaient atteint leur paroxysme. Mais, fidèle à George W. Bush, le secrétaire d'Etat n'avait rien laissé paraître, défendant sans état d'âme apparent la politique suivie. M. Powell avait fait le 5 février 2003, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, une longue allocution sur les armes de destruction massives (ADM) prétextement détenues par l'Irak, des arguments qui ont servi à justifier l'invasion du pays. Il avait notamment agité une fiole contenant selon lui de l'anthrax, image restée célèbre.

**Yémen :
150 rebelles
Houthis tués**

La coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen a affirmé lundi avoir tué 150 rebelles Houthis dans de nouveaux raids aériens au sud de la ville stratégique de Marib, tandis que le chef des rebelles a appelé à la poursuite des combats. Les frappes ont «détruit 13 véhicules militaires et tué 150 éléments terroristes» au cours des 24 dernières heures à al-Abdiya, a déclaré la coalition dans un communiqué diffusé par l'agence officielle saoudienne SPA.

De son côté, le chef des rebelles Abdémalek al-Houthi a appelé à la poursuite des combats lors d'un discours télévisé à l'occasion de la fête du Prophète, célébration qui a vu défilé des dizaines de milliers de sympathisants des Houthis dans les rues des villes sous leur contrôle.

Le nouveau bilan communiqué porte à plus de 1.100 le nombre de rebelles tués ces derniers jours, selon la coalition. Ces chiffres n'ont pas pu être vérifiés de source indépendante. Et les Houthis ne communiquent que très rarement sur les victimes dans leurs rangs. Depuis une semaine, la coalition annonce quotidiennement plus d'une centaine de rebelles tués dans cette zone, alors que ceux-ci progressent en direction de Marib. La ville, dernier bastion du gouvernement dans le nord du Yémen, est au cœur d'une bataille sanglante.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

Le documentaire «Leur Algérie» primé au Festival de Fameck

Le documentaire «Leur Algérie» de Lina Soualem, a été primé samedi au 32e Festival du film arabe de Fameck (Est de la France), annoncent les organisateurs. En lice pour le «Prix du public», avec la fiction «Paysage d'automne» de Merzak Alouache qui concourt également dans cette catégorie, «Leur Algérie» a été primé lors d'une cérémonie de remise des prix qui s'est déroulée samedi.

Concurrent également dans cette sélection «Sous le ciel d'Alice» de Chloé Mazzlo, «Des hommes» de Lucas Belvaux (France) ou encore «Gaza mon amour», une comédie dramatique réalisée par Arab et Tarzan Nasser.

Coproduction algéro-française sortie en 2020, «Leur Algérie» relate l'histoire des grands-parents de Lina, séparés après plus de 62 ans de vie conjugale.

D'une durée de 72 minutes, ce documentaire questionne l'exil à travers le vécu des premiers migrants algériens installés en France. Le jury a décerné le Grand prix au film de fiction «Memory box» de Joana Hadjithomas et Khalil Joreige, alors que «La Femme du fossoyeur» de Khadar Ayderus Ahmed et «Une Histoire d'amour et de



désir» de Leyla Bouzid se sont vu attribuer des «mentions spéciales». Le prix du documentaire est revenu à «We are from there» du Libanais Wissam Tanios, alors que «Baba Sebta» de Randa Maroufi a raflé le prix du court-métrage. Une cinquantaine de films, entre longs-métrages de fiction, documentaires et courts-métrages, en majorité des productions récentes, ont été présentés lors de cette édition qui prend fin dimanche.

Syrie : première discussion entre pouvoir et opposition sur la Constitution

Les deux co-présidents représentant le régime syrien et l'opposition se sont rencontrés dimanche à Genève (Suisse) sous l'égide de l'émissaire onusien pour la Syrie, Geir Pedersen. «Pour la première fois, les deux co-présidents, celui nommé par le gouvernement et celui nommé par l'opposition, se sont retrouvés avec moi pour une discussion substantielle et franche sur la manière dont nous devons procéder pour la réforme constitutionnelle», a expliqué M. Pedersen au cours d'un très bref point de presse, alors que la réunion se poursuivait.

Ahmad Kuzbari est le co-président nommé par Da-



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'INFORMEL ET LA LITANIE DU COÛT DE LA VIE

Le dilemme de l'activité économique informelle reste à l'ordre du jour étant une des premières préoccupations des autorités publiques. Le gouvernement s'échine à trouver des accommodements pour remettre sur des rails légaux plus de 90 milliards de dollars tapis dans l'ombre jusqu'à préfigurer et ériger un Etat dans l'Etat. On a cependant tort de déduire avec une analyse précipitée qu'il existe un bicéphalisme économique tant qu'il n'est pas tenu compte de l'ensemble des importants paramètres qui régissent l'activité nationale où s'enchevêtrent acteurs, esprits, culture, crises et tout un reste de fondamentaux de l'économie déréglée installant un logiciel national déphasé.

A l'heure actuelle, l'économie informelle ne répond pas seulement à la restringe

définition qu'on lui prête et ne loge pas seulement dans la case des échanges commerciaux, les lourds et les légers. La bureaucratie avec l'inertie qu'elle commande, avec souvent la corruption qu'elle enfante sont des tentacules importants de l'informel. Les illégales et malhonnêtes tractations administratives qui ne s'opèrent plus en cachette et sous cape, mais au su et au vu de tout le monde et toute honte et morale bues constituent souvent l'incubateur actif de la machine informelle. Le dérèglement produit, parfois jusqu'au sein des institutions, fausse les planifications les plus élémentaires

pour que la population et les autorités publiques se noient dans les rives salariales obscures et dans la malheureuse litanie du coût de la vie.

Dans ce large périmètre vital du pays, des correctifs fiscaux décidés au bénéfice du seul petit monde commercial, même doublés d'une nouvelle législation lourdement pénalisante contre la roublardise des acteurs indociles ne seront pas suffisants. Au cœur de la gangrène incivique et antipatriotique devenue si large, le crime du cupide spéculateur et celui du fourbe agent ou responsable administratif sont au même niveau. La liste des planificateurs des déconvenues est aussi longue qu'elle n'est variée. Elle a fini par embraser tous les secteurs d'activité. Elle est susceptible de fausser les initiatives engagées par les autorités pour rétablir la confiance du peuple en l'Etat.

**Salvador :
des milliers de
manifestants
contre le
président Bukele**

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche dans les rues de San Salvador pour protester contre la politique du président Nayib Bukele, notamment sa décision de faire du bitcoin la deuxième monnaie officielle du pays. «Bitcoin, l'arnaque», «Non à la dictature», «La démocratie ne se négocie pas, elle se défend», «A bas l'autoritarisme», a-t-on pu lire sur les pancartes brandies par les protestataires, qui défilait à l'appel de plusieurs partis politiques de gauche comme de droite et d'organisations en tout genre.

«Les gens commencent à être fatigués de ce gouvernement autoritaire, antidémocratique. Il nous mène droit vers le gouffre avec ces mauvaises idées qui nuisent à l'économie, comme ce bitcoin», a déclaré Ricardo Navarro, chef de l'organisation écologiste Cesta, un des organisateurs de la manifestation.

Le Salvador est devenu le 7 septembre le premier pays à donner cours légal au bitcoin, au même titre que le dollar américain devenu la monnaie officielle du pays il y a deux décennies.

Le gouvernement a justifié cette mesure par la possibilité de réduire les frais de transfert sur les sommes envoyées au pays par les trois millions de Salvadoriens vivant à l'étranger, dont 2,5 millions aux Etats-Unis, et qui représentent 22% du produit intérieur brut du pays. Mais le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque Interaméricaine de Développement ont exprimé leur scepticisme et mis en garde le Salvador sur les risques de l'opération.